

**UNE CROISSANCE
EN ACCÉLÉRÉ**

RAPPORT ANNUEL

2011

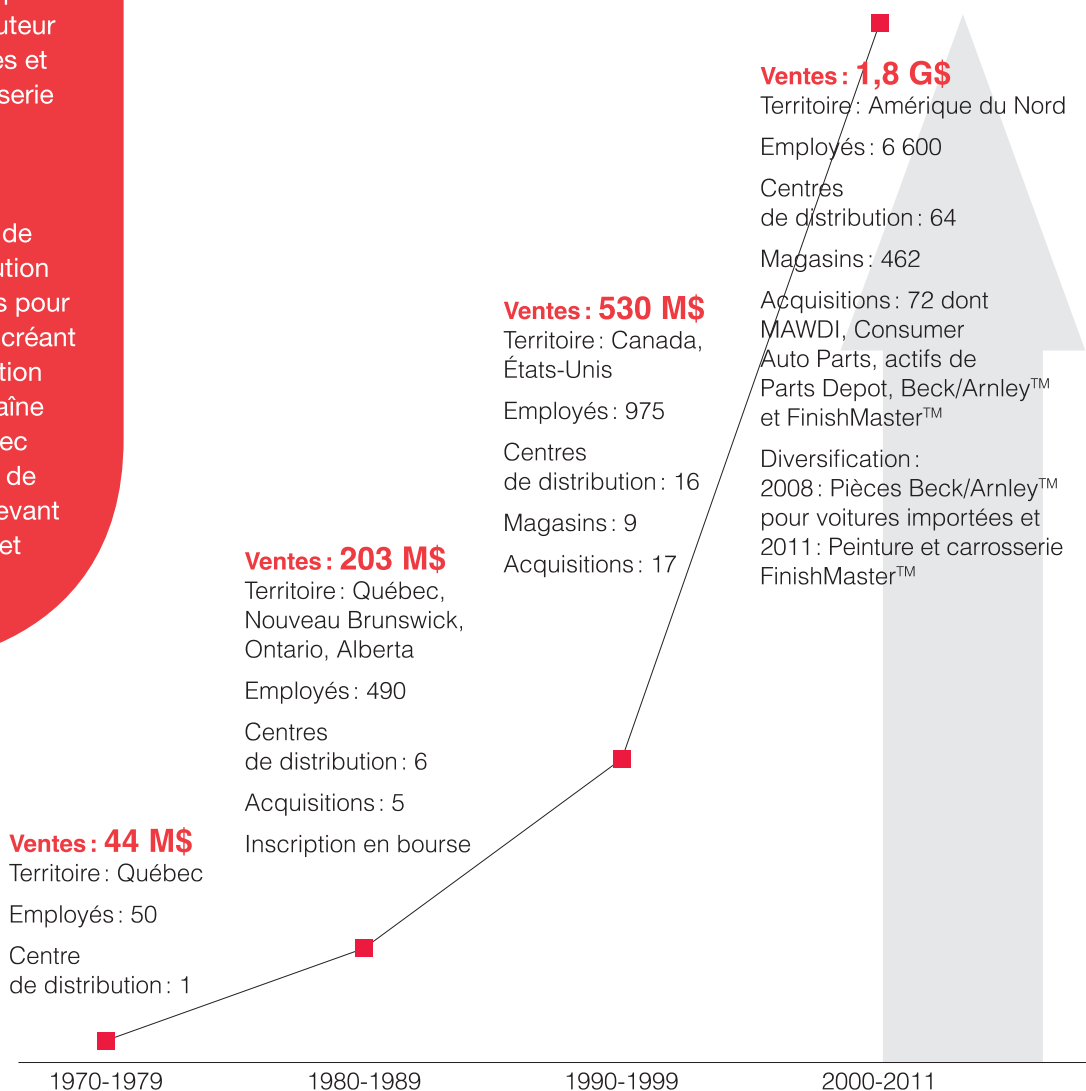
LEADER AU CANADA,

Uni-Sélect est le 6^e distributeur en importance aux États-Unis, de pièces de remplacement, d'équipement, d'outillage et d'accessoires pour véhicules automobiles, de même que le plus important distributeur indépendant de peintures et d'accessoires de carrosserie en Amérique du Nord.

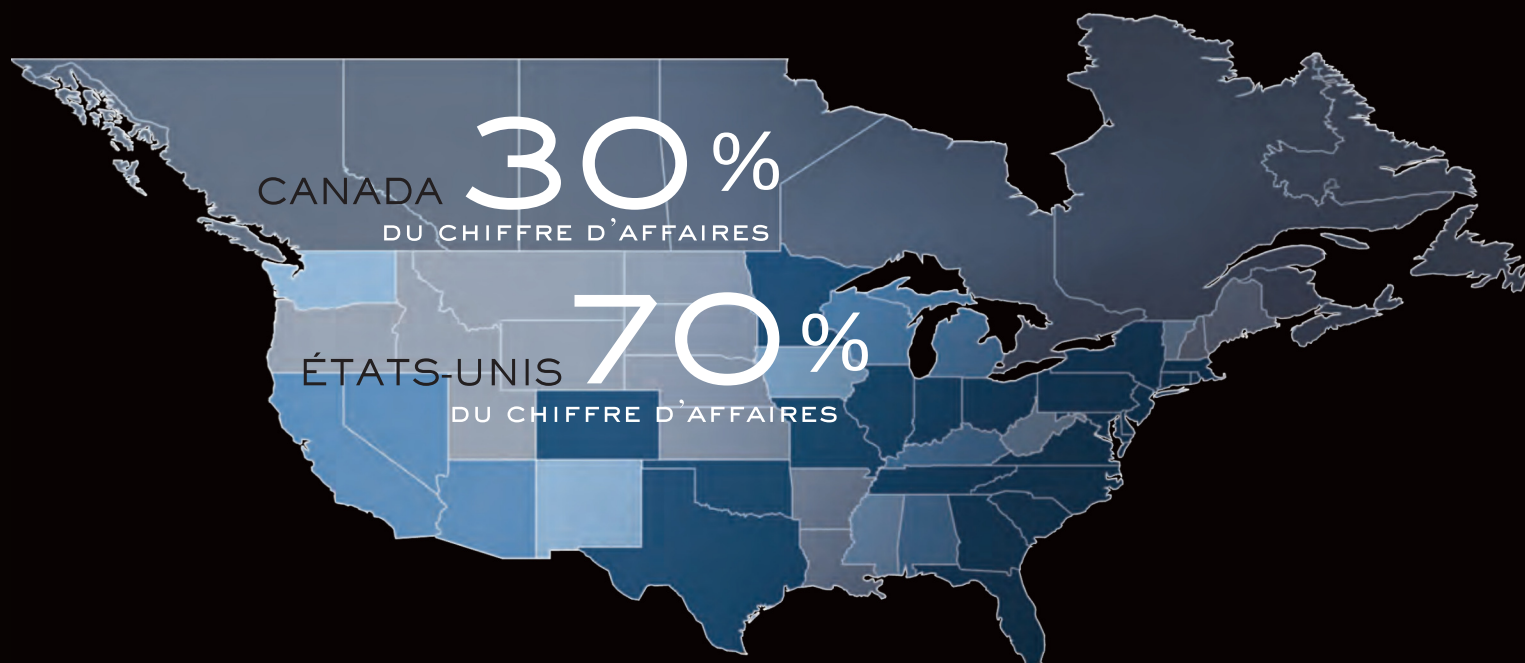
NOTRE MISSION

Maintenir notre position de chef de file de la distribution de pièces et accessoires pour véhicule moteur tout en créant de la valeur par une gestion professionnelle de la chaîne d'approvisionnement avec des équipes de vente et de marketing qui vont au devant des besoins du marché et de la clientèle.

UN PARCOURS SPECTACULAIRE



UNE PRÉSENCE IMPOSANTE



1,8 MILLIARD DE CHIFFRE D'AFFAIRES

1,2 MILLIARD D'ACTIFS

PLUS DE **6 600** EMPLOYÉS

2 MILLIONS DE PIÈCES

64 CENTRES DE DISTRIBUTION

462 MAGASINS

3 500 INSTALLATEURS ET GROSSISTES
SOUS BANNIÈRE

30 000 ATELIERS DE RÉPARATIONS
ET DE CARROSSERIE DESSERVIS

DES RÉSULTATS DE HAUTE PERFORMANCE

NOTRE PLUS-VALUE EN 10 POINTS

- 1 Solidité financière
- 2 Plus de 40 ans de profitabilité
- 3 Retour sur équité de plus de 12,0%
- 4 Bon flux de trésorerie
- 5 Expertise en acquisitions / intégration
- 6 24 ans de dividendes continus
- 7 Clientèle et produits diversifiés
- 8 Culture entrepreneuriale
- 9 Présence nord-américaine
- 10 Excellence de l'équipe de gestion

▲ 38,5 %

VENTES
2011: 1780,6 M\$
2010: 1285,4 M\$

▲ 62,0 %

FLUX DE TRÉSORERIE
DISPONIBLE
2011: 70,8 M\$
2010: 43,7 M\$

▲ 36,4 %

BAIIA AJUSTÉ
2011: 109,9 M\$
2010: 80,6 M\$

▲ 12,7 %

VALEUR COMPTABLE
PAR ACTION
2011: 21,84 \$
2010: 19,38 \$

▲ 24,6 %

RÉSULTAT AJUSTÉ
2011: 60,5 M\$
2010: 48,5 M\$

▲ 13,4 %

BÉNÉFICE PAR
ACTION AJUSTÉ
2011: 2,79 \$
2010: 2,46 \$

▲ 2,1 %

DIVIDENDES
2011: 0,48 \$
2010: 0,47 \$

= 12,5 %

RENDEMENT
SUR L'AVOIR DES
ACTIONNAIRES



NOUS SOMMES EN POSSESSION DE TOUS LES MOYENS

POUR OFFRIR TOUTES LES SOLUTIONS D'AFFAIRES
QUI FAVORISENT LA CROISSANCE DE NOS CLIENTS

LEADER AU CANADA

6^e DISTRIBUTEUR
EN IMPORTANCE
AUX ÉTATS-UNIS

1^{er} DISTRIBUTEUR
INDÉPENDANT
DE PEINTURE ET
D'ACCESSOIRES
DE CARROSSERIE
EN AMÉRIQUE DU NORD.



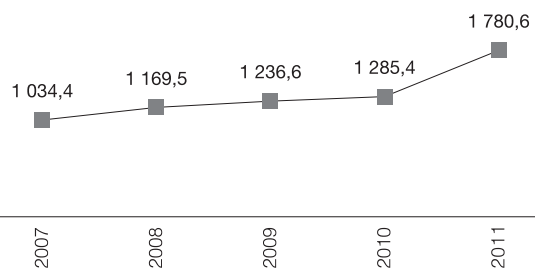
- 1 Plus de 1,8 million de pièces de marques nationales en catalogue dont 350 000 dans les entrepôts Uni-Sélect
- 2 Distribution efficace de pièces pour voitures importées d'origine reconnue Beck/Arnley™ dans les catégories les plus prometteuses
- 3 Distribution par FinishMaster™ de 29 000 produits différents à travers le réseau d'entrepôts et de magasins
- 4 Gamme complète d'équipement, outillage et accessoires pour garagistes
- 5 Auto-Plus™ et Auto Parts Plus™ : parmi les meilleurs programme de soutien marketing pour grossistes indépendants
- 6 Les solutions technologiques les plus performantes pour installateurs sous bannières (ASPCENTRAL.com, ASPTECHCENTER.com, TECHPROONLINE.COM et UNIFORUM.com)

*  

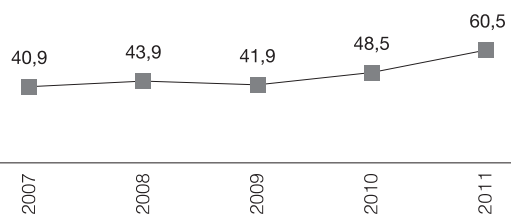




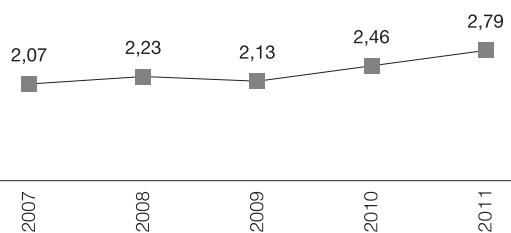
VENTES
(en M\$)



**RÉSULTAT AJUSTÉ PROVENANT
DES ACTIVITÉS POURSUIVIES**
(en M\$)



**RÉSULTAT AJUSTÉ PAR ACTION PROVENANT
DES ACTIVITÉS POURSUIVIES**
(en \$)



POINTS SAILLANTS FINANCIERS

Exercices terminés les 31 décembre (en M\$ US, sauf montants par action et pourcentage)

	2011	2010	2009 ⁽³⁾	2008 ⁽³⁾	2007 ⁽³⁾
RÉSULTATS D'EXPLOITATION					
Ventes	1 780,6	1 285,4	1 236,6	1 169,5	1 034,4
Variation	38,5 %	3,9 %	5,7 %	13,1 %	10,9 %
BAIIA d'exploitation ajusté provenant d'activités poursuivies ⁽¹⁾⁽²⁾	109,9	80,6	83,9	86,7	75,5
BAIIA d'exploitation provenant d'activités poursuivies	105,3	75,1	77,3	85,4	75,5
Résultat ajusté provenant d'activités poursuivies ⁽²⁾	60,5	48,5	41,9	43,9	40,9
Résultat provenant d'activités poursuivies	56,5	45,1	37,9	43,1	40,9
Résultat net	56,5	44,2	33,7	42,6	39,8
Flux de trésorerie disponibles	70,8	43,7	54,8	36,9	26,1
Rendement de l'avoir des actionnaires total provenant d'activités poursuivies	12,5 %	12,5 %	11,5 %	14,1 %	14,7 %
Rendement de l'avoir des actionnaires total moyen	12,5 %	12,2 %	10,2 %	14,0 %	14,3 %
Rendement ajusté de l'actif net moyen	8,7 %	9,2 %	8,8 %	10,2 %	10,9 %
SITUATION FINANCIÈRE					
Fonds de roulement	495,8	371,9	377,8	390,0	330,8
Actif total	1 247,2	805,5	741,1	713,8	623,0
Endettement total net	359,6	189,7	163,1	170,1	136,5
Avoir des actionnaires total	472,6	382,0	356,3	304,3	305,4
Dette à long terme/avoir des actionnaires total	69,4 %	46,8 %	50,0 %	58,5 %	33,0 %
Dette totale nette/capital investi	40,9 %	33,2 %	31,4 %	35,9 %	30,9 %
Dette financée par emprunt sur BAIIA provenant des activités poursuivies	3,31	2,53	2,11	1,99	1,81
DONNÉES PAR ACTION ORDINAIRE					
Valeur comptable	21,84	19,38	18,07	15,45	15,47
Résultat de base ajusté provenant des activités poursuivies	2,79	2,46	2,13	2,23	2,07
Bénéfice de base provenant d'activités poursuivies	2,61	2,29	1,92	2,19	2,07
Résultat net de base	2,61	2,24	1,71	2,16	2,02
Dividende	0,48	0,47	0,46	0,43	0,42
Nombre d'actions émises en fin d'exercice	21 636 767	19 707 637	19 716 357	19 694 358	19 736 558
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	21 645 664	19 716 731	19 709 642	19 724 417	19 727 720

(1) Le BAIIA représente le résultat avant les postes suivants : gain sur la cession d'immobilisations corporelles, frais connexes à des acquisitions d'entreprises, charges financières, dotation aux amortissements, impôts sur le résultat, pertes sur activités abandonnées et résultats attribuables aux participations sans contrôles. *Pour plus de détail à cet effet, voir la section « Renseignements complémentaires à la conformité aux IFRS ».*

(2) Le BAIIA provenant d'activités poursuivies et le résultat net ont été ajustés des frais que la Compagnie juge non caractéristiques et non représentatifs des opérations régulières. Ces frais sont donc ajoutés afin de donner des mesures comparables. Pour plus de détails, voir la section Renseignements complémentaires à la conformité aux IFRS.

(3) Les résultats de 2009, 2008 et 2007 n'ont pas été redressés selon les IFRS (l'obligation de redresser les états financiers portant seulement sur l'exercice comparatif antérieur, soit 2010 dans le cas présent). Toutefois, suite à l'analyse des résultats de 2010, les ajustements aux résultats reliés à la conversion aux IFRS sont négligeables, et par conséquent ne devraient pas induire le lecteur en erreur. *(Voir la note 30 aux états financiers consolidés pour plus de détails à cet effet.)*

UNE CROISSANCE EN ACCÉLÉRÉ À TOUS LES NIVEAUX



Le président du conseil,
Jean-Louis Dulac

En 2011, UNI-SÉLECT a accéléré sa croissance organique globale, réalisé une progression de ses ventes liées aux acquisitions, poursuivi son expansion territoriale et exécuté avec succès les premières implantations de son système de gestion intégré.

Uni-Sélect a réalisé à la fin de 2011 la majorité des objectifs de son plan stratégique 2008-2012. Ainsi, nous avons acquis au cours de l'année des actifs qui ont contribué rapidement à notre croissance profitable tandis que nos opérations existantes ont produit des résultats positifs nous permettant de poursuivre notre progression en termes de revenus et de bénéfice net.

Uni-Sélect demeure le leader au Canada, occupe le 6^e rang des distributeurs aux États-Unis, et est devenu le plus important distributeur indépendant de peinture et accessoires de carrosserie en Amérique du Nord. En effet, l'acquisition de FinishMaster™, en début d'année combinée à celle des actifs de Parts Depot en Floride intensifie notre présence américaine puisque désormais 70 % de notre chiffre d'affaires provient des États-Unis.

Le contexte économique et le marché des pièces automobiles Le marché des pièces automobiles est caractérisé par une forte concurrence et évolue dans des conditions de marché qui ont peu ou pas changé depuis 2008.

On remarque cependant en 2011, une amélioration de certaines conditions qui ont un impact favorable sur nos opérations :

- **Tout d'abord, l'âge des véhicules, spécifiquement les automobiles et camions légers, a continué d'augmenter pour atteindre maintenant 10,8 ans ;**
- **Ensuite, bien que le nombre de kilomètres parcourus ait connu une baisse de 1,5% probablement liée à la hausse des prix de l'essence au cours de l'année 2011 et au taux de chômage élevé aux États-Unis, il n'en reste pas moins que le parc automobile nord-américain continue de vieillir. Ceci est favorable au marché des réparations puisque les véhicules restent en service plus longtemps ;**
- **Également, le segment de marché des installateurs professionnels (*Do it for me*) demeure en croissance et représente 65,9% du volume des ventes de notre secteur ;**
- **Enfin, les consommateurs semblent manifester une propension plus grande à dépenser pour l'entretien et les réparations que par le passé. Ceci vient confirmer les études qui révèlent que le potentiel de croissance en travaux d'entretien est loin d'être atteint dans notre marché, les consommateurs ayant retardé ou omis les réparations dans une proportion appréciable ;**
- **Finalement, la part des concessionnaires dans le secteur de l'entretien et des réparations a continué de s'amoinrir, atteignant 27,7%, soit une réduction de 16% au cours de la dernière décennie. Ceci favorise le transfert des activités de réparations et celui de la main d'œuvre vers les ateliers indépendants que nous desservons.**

Les prévisions globales par rapport au marché secondaire de l'automobile demeurent donc encourageantes selon l'Automotive Aftermarket Industry Association (AAIA) qui cite une croissance annuelle des revenus estimée à 4,1 % pour 2012. De plus, on prévoit également une croissance soutenue et substantielle du secteur des réparations des voitures importées, celles-ci représentant désormais près de 40 % des véhicules sur les routes nord américaines.

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

UNI-SÉLECT EST DÉSORMAIS LE PLUS IMPORTANT DISTRIBUTEUR INDÉPENDANT DE PEINTURE ET ACCESSOIRES DE CARROSSERIE EN AMÉRIQUE DU NORD.

Des résultats financiers performants Uni-Sélect aura connu, dans l'ensemble, une bonne année financière en 2011 puisque nous présentons des résultats nettement supérieurs à ceux de l'an dernier.

Pour l'exercice terminé au 31 décembre 2011, le chiffre d'affaires atteint 1 781 millions de dollars comparativement à 1 285 millions de dollars en 2010. Cette augmentation de près de 500 millions est largement liée aux ventes de 452 millions de dollars réalisées en 2011 par FinishMaster™.

Le résultat ajusté provenant d'activités opérationnelles s'établit à 60,5 millions de dollars comparativement à 48,5 millions de dollars en 2010. Le résultat net, d'autre part, atteint 56,5 millions de dollars comparativement à 44,2 millions de dollars un an auparavant alors que le résultat net par action est de 2,61 \$ comparativement à 2,24 \$ en 2010, et cela en tenant compte de l'effet de dilution occasionné par l'émission de deux millions d'actions en début d'exercice.

Une progression marquée des ventes Uni-Sélect a connu une accélération de ses ventes depuis cinq ans : en effet, en 2006, nos ventes s'établissaient à 933 millions de dollars, alors qu'en tenant compte de l'effet d'annualisation des dernières acquisitions, elles ont à toute fin pratique doublé et s'approchent du deux milliards de dollars. Notre stratégie de croissance par acquisitions a donc porté fruits et nous a permis d'affermir notre position de leader non seulement en distribution de pièces de remplacement mais aussi de distributeur de peinture et d'accessoires de carrosserie, secteur où nous occupons le premier rang en Amérique du Nord.

Nos ventes ont doublé
en cinq ans passant

**DE 933 MILLIONS
À 1,8 MILLIARD
DE DOLLARS.**

FINISHMASTER

a contribué de façon remarquable
à la croissance d'Uni-Sélect en 2011.

Cette année encore, la croissance de nos ventes liées aux acquisitions affiche une augmentation notable, tout spécialement les ventes redevables à FinishMaster™. Les ventes de magasins existants de cette dernière ont en effet progressé de façon substantielle en un an, affichant des gains largement supérieurs à la croissance du marché. FinishMaster™ a ainsi nettement dépassé nos attentes et sa contribution à la croissance d'Uni-Sélect en 2011 est remarquable.

Cette acquisition tout comme celle des actifs de Parts Depot nous a également permis de poursuivre notre expansion territoriale dans divers états dont la Floride et la Californie. L'acquisition des actifs de Parts Depot est judicieuse à deux points de vue. D'abord, nous occupons du terrain dans le troisième plus important marché des États-Unis avec 39 points de vente désormais sous bannière Auto-Plus™ et desservis par cinq centres de distribution qui servent aussi 200 distributeurs indépendants. Mais surtout, ces magasins combinés aux 27 points de vente de notre division de produits de peinture FinishMaster™ déjà présente en Floride augmenteront sensiblement notre présence sur ce marché, favoriseront la vente croisée de produits de peinture et de pièces de remplacement aux clients respectifs de FinishMaster™ et Auto-Plus™ et nous permettront d'offrir une distribution de produits plus efficace à nos clients de comptes nationaux.

Nos critères d'acquisition d'entreprise n'ont pas changé. Il demeure impératif qu'elles soient en mesure de contribuer de façon significative à la croissance organique de toute la société, et ce dès la première année.

Une croissance organique en hausse Notre croissance organique en 2011 a connu une progression sensible, de l'ordre de 2,5 %. Cette croissance organique s'est accélérée aux 3^e et 4^e trimestres ce qui augure bien pour l'année à venir. Les résultats les plus intéressants sont au Canada, la croissance organique ayant atteint 5,0 % pour les deux derniers trimestres de l'année.

Cette croissance est directement liée aux avancées réalisées en 2011 dans les comptes nationaux ainsi qu'à la hausse de volume des ventes auprès de nos installateurs et de nos grossistes indépendants sous bannière Uni-Sélect.

30 %

Les ventes totales de pièces pour véhicules importés représentent 30 % du volume de nos ventes de pièces automobiles.

Nous avons en effet réussi à augmenter notre part de marché dans bon nombre de catégories qui sont déterminantes pour fidéliser notre clientèle.

Nous ne pouvons passer sous silence la croissance des ventes de pièces Beck/Arnley™ pour voitures importées. Ceci a également contribué à l'embellie de notre croissance organique. Les ventes de ce type de pièces ont connu en effet une croissance de 15 % en 2011. Les ventes totales de pièces pour véhicules importés, toute provenance confondue, représentent désormais 30 % du volume de nos ventes.

Accélérer l'intégration pour optimiser la réalisation des synergies Depuis 2007, Uni-Sélect a fait 32 acquisitions, certaines plus majeures que d'autres tels les actifs de Parts Depot, Consumer Auto Parts, Beck/Arnley™ et FinishMaster™ pour ne nommer que celles-là. Dans chacun des cas, la priorité fut d'intégrer de la façon la plus harmonieuse et rapide possible les opérations des entreprises acquises afin d'optimiser la réalisation des synergies.

En 2011, dès les premières semaines suivant l'acquisition, a débuté l'intégration des activités de FinishMaster™. Ayant déterminé au moment de l'achat une possibilité de synergies de 10 millions de dollars échelonnés sur trois ans, nous avons procédé à une analyse systématique des facettes de nos deux organisations susceptibles de produire des synergies appréciables pour notre réseau. Ce travail rigoureux nous a permis de dépasser les objectifs fixés pour l'an 1 et nous sommes assurés d'atteindre et même d'excéder le montant de synergies prévu pour la fin de 2012.

NOTRE PRIORITÉ EST D'INTÉGRER RAPIDEMENT LES OPÉRATIONS DES ENTREPRISES ACQUISES AFIN D'OPTIMISER LA RÉALISATION DES SYNERGIES.

Cette recherche systématique de synergies et la capacité de l'organisation à mettre en place les mécanismes nécessaires pour les réaliser est une des forces de notre organisation. Elle provient de notre capacité d'acquérir des entreprises profitables, dotées d'une direction compétente à tous les niveaux de décision, et partageant nos valeurs de croissance rentable. Nous sommes passés maître dans l'art d'acquérir des éléments d'actifs qui viennent enrichir notre bassin de clients et laissent entrevoir des capacités de croissance additionnelles.

FinishMaster™ en est le dernier exemple et ce n'est pas le moindre. Avec 16 % de part de marché, 162 magasins et des revenus annuels de plus de 450 millions de dollars, cette entreprise acquise en cours d'année est d'autant plus importante qu'elle est source de croissance croisée. Nous avons commencé à mettre en place en 2011 les mécanismes qui nous permettront de tirer profit du potentiel de ventes de nos deux clientèles existantes. Ceci nous aidera à bâtir notre réputation en tant que guichet unique d'offres de produits et services en mesure de répondre à tous les besoins de nos clients. Au cours des deux prochaines années, une trentaine de magasins seront fusionnés afin d'offrir des pièces automobiles et de la peinture sous le même toit. Déjà une demi-douzaine de magasins a été fusionnée.

Stimuler la conversion aux bannières Uni-Sélect pour bâtir une identité forte Notre expansion accélérée aux États-Unis, réalisée principalement par acquisitions, entraîne pour Uni-Sélect la nécessité de créer une identité forte et reconnue de nos clients. Nous avons entrepris en 2011 une campagne agressive de recrutement d'installateurs et de grossistes indépendants sous les bannières Uni-Sélect, convaincus que la force de nos programmes et la valeur ajoutée qu'elles représentent pour nos clients auraient force d'entraînement.

NOS PROGRAMMES DE BANNIÈRES, QUE CE SOIT POUR LES GROSSISTES INDÉPENDANTS OU POUR LES INSTALLATEURS, SONT PARMI LES MEILLEURS ET LES PLUS PERFORMANTS DANS NOTRE MARCHÉ.



Le président et chef de la direction,
Richard G. Roy

Pour augmenter la visibilité de l'entreprise, nous avons mis l'accent sur deux bannières principales soit Auto-Plus™ pour les grossistes indépendants et Auto Service Plus™ pour les installateurs. Nous sommes heureux des résultats obtenus tant sur le plan du nombre de clients qui arborent nos marques que de la hausse du volume de ventes et de la fidélisation de la clientèle qui en découle. Nous avons converti plus de 300 magasins en 2011 et avons atteint notre objectif pour l'année de 900 magasins sous la bannière Auto-Plus™ aux États-Unis. Nous comptons également 200 installateurs de plus opérant sous la bannière Auto Service Plus™, pour un total de 1 500 installateurs utilisant nos programmes. Enfin, FinishMaster™ a recruté 380 nouveaux clients au cours de 2011.

Ceci nous permet d'atteindre une masse critique visible dans les territoires que nous desservons. Nous comptons accélérer cette initiative de conversion car nous savons que nos programmes de bannières, que ce soit pour les grossistes indépendants ou pour les installateurs, sont les meilleurs et les plus performants dans notre marché. Ils offrent en effet un soutien technologique inégalé et nos programmes de formation, de garantie et de marketing favorisent habilement la croissance et nous démarquent de la concurrence.

Dans le but d'augmenter la notoriété globale de l'entreprise, nous avons opté pour des événements grands publics susceptibles de toucher notre clientèle. Nous sommes entre autres devenus un commanditaire de courses d'accélération NHRA™ et nous avons mis sur pied une campagne marketing fondée sur l'utilisation des médias sociaux. Nous poursuivrons ces initiatives tout au long de 2012.

Intensifier l'efficacité de la gestion pour augmenter la rentabilité L'implantation de notre système de gestion intégré s'est poursuivie en 2011, avec un déploiement des modules opérationnels dans 7 entrepôts réalisé avec un impact minimal. Nous sommes en mesure de constater que les risques liés au développement sont maintenant derrière nous et que les corrections apportées après la phase pilote ont largement éliminé les risques d'implantation future. Nous avons franchi un bon nombre d'étapes avec succès et nous commençons à entrevoir les bénéfices qui découleront de ce système une fois le déploiement complet terminé en 2013. Nous prévoyons des implantations en vagues successives par groupes d'entrepôts et de magasins s'y rattachant. Ceci se poursuivra, tel que prévu, tout au long de 2012 et durant le premier trimestre de 2013.

Au chapitre des magasins, l'utilisation d'un outil de gestion de la relation client nous a permis d'analyser l'efficacité de notre force de ventes. Nous avons ensuite mis en place des correctifs et restructuré cette dernière pour augmenter la performance des représentants tout en réduisant nos coûts d'opération. De plus, la standardisation des opérations a hautement contribué à la réduction de ces derniers.

Les entrepôts de Kelowna et de Burnaby ont été fermés et leur clientèle est désormais desservie par un nouvel entrepôt à Vancouver, plus vaste et plus efficace. De la même façon, les activités de Régina ont été absorbées par l'entrepôt d'Edmonton et celles de Québec, par celui de Boucherville.

Également, la mise en place de mesures de gestion des coûts aux États-Unis ont résulté en une réorganisation de routes de livraison plus efficaces et une modernisation de la flotte assurant une consommation plus faible, des coûts de réparation moins importants et une meilleure fiabilité du taux d'expédition.

Enfin, nous avons mis l'accent en 2011 sur la gestion du changement, notamment afin d'assurer le déploiement harmonieux du système de gestion intégré, et ce, au moyen d'initiatives d'apprentissage qui valorisent le travail d'équipe, la responsabilisation des individus et l'excellence dans l'exécution des tâches. Ces programmes se poursuivront en 2012.

**NOUS AVONS
COMPLÉTÉ
AVEC SUCCÈS
LES PREMIÈRES
PHASES
D'IMPLANTATION
DU SYSTÈME
DE GESTION
INTÉGRÉ.**

Nous veillons également à partager les valeurs et la culture de l'organisation, principalement avec les employés qui se joignent à nous. Les efforts déployés pour créer une identité forte se traduisent par une mobilisation encore plus grande des employés à exceller et à faire preuve d'esprit d'entreprise. Nous avons remis de l'emphase sur le programme *Créateur de valeur* et ce dernier a connu cette année encore du succès auprès de nos employés, et ce, dans toutes les régions et dans tous les secteurs. Nous comptons également soigner la communication avec nos employés, convaincus que ceci favorise l'intégration et le renforcement de notre culture d'entreprise. Enfin, nous sommes très attentifs à la gestion du talent et de la relève. Dans un marché aussi concurrentiel que le nôtre, nous considérons que former les leaders de demain est essentiel.

Les priorités de 2012

Nos priorités demeurent inchangées pour 2012.

Parmi nos actions prioritaires, citons :

- **Intégrer rapidement les actifs de Parts Depot en Floride ;**
- **Intensifier la réalisation des synergies entre FinishMaster™ et Uni-Sélect notamment en mettant en place tous les mécanismes et systèmes nécessaires pour démarrer le processus de ventes croisées Uni-Sélect/FinishMaster™ ;**
- **Accélérer la conversion de magasins de grossistes indépendants et d'installateurs aux bannières Uni-Sélect ;**
- **Gagner de la part de marché au moyen de notre ligne très performante de produits Beck/Arnley™ pour véhicules importés ;**
- **Améliorer nos marges opérationnelles ;**
- **Réduire la dette par une gestion encore plus serrée du fonds de roulement.**

NOUS MAINTIENDRONS LE CAP SUR LA CROISSANCE DANS TOUS NOS SECTEURS TOUT EN ASSURANT UNE GESTION ENCORE PLUS EFFICACE DES COÛTS ET DES DÉPENSES.

UNI-SÉLECT EST LA SOLUTION PRIVILÉGIÉE POUR LES GROSSISTES INDÉPENDANTS.

Uni-Sélect continuera d'être la solution privilégiée pour les grossistes indépendants d'Amérique du Nord. C'est là que nous nous démarquons le plus de la concurrence et nous continuerons d'offrir

à ces derniers des programmes de ventes et de marketing qui favorisent la réussite de leurs affaires.

Notre modèle de magasins corporatifs sera bonifié notamment en mettant encore davantage l'accent sur le service à la clientèle. Ainsi, nous prévoyons en 2012, convertir 25 de nos magasins à la double vocation de servir à la fois les installateurs et les consommateurs. Nous comptons sur la force de nos bannières et des programmes technologiques et de formation qui les sous-tendent pour attirer encore plus de clients et les fidéliser davantage.

Avec FinishMaster™, nous visons une progression de nos ventes de peinture et d'accessoires de carrosserie, compte tenu des perspectives de croissance globale de ce marché. Nous comptons mettre de l'avant des initiatives clients qui nous aideront à demeurer un fournisseur de premier choix grâce à une offre de produits de qualité. Nous dédierons beaucoup d'énergie à améliorer notre service à la clientèle et avons pour objectif de faciliter les opérations d'affaires des carrossiers que nous servons. Nous croyons que la stratégie d'offre de pièces de remplacement pour véhicules automobiles à cette clientèle vient à point nommé et se traduira par des gains autant pour Uni-Sélect que pour FinishMaster™. Bref, nous continuerons de bâtir sur notre position de leader, déterminés à demeurer à l'avant-garde de ce créneau.

En 2012, la finalisation du développement et des implantations du système de gestion intégré demeurera à l'ordre du jour. Des programmes systématiques de formation au changement viseront à communiquer à tous nos employés l'importance de leur collaboration et nous veillerons à préparer nos clients et à faciliter leur compréhension des nouveaux outils mis en place grâce à ces systèmes.

UNI-SÉLECT EST UN LEADER DE L'INDUSTRIE ET EST À L'AVANT-GARDE DU CRÉNEAU DE LA PEINTURE ET DES ACCESSOIRES DE CARROSSERIE.

Enfin, nous tenons à souligner que nous présentons un bilan des plus solides. Cette solidité financière est le résultat de plus de 40 ans de croissance continue. Nous versons depuis plus de 24 ans des dividendes à nos

actionnaires et ces dividendes sont en hausse d'année en année. Cette année, le magazine Money Sense a identifié Uni-Sélect comme un des neuf titres au Canada présentant une fiche positive autant pour la valeur que la croissance.

Nous sommes donc en mesure d'affronter l'avenir avec confiance. Notre potentiel de croissance est réel et nous avons appris au fil des ans comment le mettre en œuvre de la façon la plus profitable.

La priorité ultime reste le succès de nos clients

Uni-sélect a atteint une position de joueur de premier plan en mettant constamment de l'avant la réussite de ses clients. Peu importe qui nous servons, grossistes indépendants, installateurs, techniciens ou carrossiers, nous avons à cœur de leur offrir les meilleurs produits couplés aux meilleurs programme de vente et de marketing qui soient. Nous faisons preuve d'une flexibilité sans pareille dans l'industrie afin de permettre à nos clients de conserver leur indépendance tout en leur fournissant des outils qui les aident à rester concurrentiels.

Nous cherchons donc constamment à créer de meilleures conditions d'affaires pour tous nos partenaires de la chaîne de distribution, convaincus que notre succès passe par leur réussite.

Une équipe de haut rendement Uni-Sélect tient à remercier ses employés et ses cadres qui font preuve et d'un professionnalisme et d'une loyauté sans borne. Notre succès dépend en grande mesure de leur souci d'excellence et ils méritent notre appréciation et notre gratitude.

Il nous fait plaisir également de remercier nos clients, fournisseurs et partenaires de leur appui tout au long de cette année. Nous les assurons que nous mettrons tout en œuvre pour leur offrir les meilleurs services et les meilleurs outils pour soutenir leur croissance.

À nos actionnaires, nous réitérons notre reconnaissance car ils continuent de nous faire confiance et de soutenir notre croissance.

Enfin, nous saluons les membres de notre Conseil d'administration et nous les remercions de leur contribution : leur présence et leurs recommandations nous sont précieuses et nous inspirent tout au long de l'année.

Le président du conseil,



Jean-Louis Dulac

Le président et chef de la direction,



Richard G. Roy

RAPPORT DE GESTION

UNE GESTION RIGOUREUSE
ET DE HAUT RENDEMENT

SOMMAIRE

- 17 1. PROFIL ET DESCRIPTION
- 19 2. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE
- 19 3. LE MARCHÉ SECONDAIRE DE L'AUTOMOBILE
- 21 4. DES SOLUTIONS AXÉES SUR LA CROISSANCE
- 28 5. REVUE DES TROIS DERNIERS EXERCICES
- 32 6. ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS
- 39 7. FLUX DE TRÉSORERIE, STRUCTURE DE FINANCEMENT ET SITUATION FINANCIÈRE
- 46 8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS
- 46 9. RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS
- 47 10. GESTION DES RISQUES
- 49 11. VISION 2012
- 50 12. UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AU JUGEMENT
- 51 13. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES
- 52 14. CONVENTIONS COMPTABLES FUTURES
- 54 15. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À LA CONFORMITÉ AUX IFRS
- 55 16. EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE



COMMENTAIRES PRÉALABLES AU RAPPORT DE GESTION

PORTÉE DU RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour la période terminée le 31 décembre 2011 en comparaison avec la période terminée le 31 décembre 2010 et sur la situation financière au 31 décembre 2011 en comparaison au 31 décembre 2010, devrait être lu avec les états financiers consolidés et les notes complémentaires inclus dans le rapport annuel 2011. Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion tiennent compte de tout événement important survenu jusqu'au 8 mars 2012, date de l'approbation des états financiers et du rapport de gestion par le conseil d'administration de la Société. Ils présentent la situation de l'entreprise et son contexte commercial tels qu'ils étaient, au meilleur de la connaissance de la direction, au moment de la rédaction de ces lignes.

De l'information additionnelle sur Uni-Sélect, y compris les états financiers vérifiés et la notice annuelle de la Société, est disponible sur le site SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

Dans le présent rapport de gestion, « Uni-Sélect » ou la « Société » désigne, selon le cas, Uni-Sélect Inc., ses filiales, divisions et coentreprises, ou l'une d'entre elles. À moins qu'il ne soit indiqué autrement, toutes les données financières présentées dans ce rapport de gestion, incluant les montants dans les tableaux, sont exprimées en milliers de dollars américains, et les comparaisons se font par rapport à la période antérieure.

Les états financiers contenus dans le rapport annuel, produit selon les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS), ont fait l'objet d'un audit par l'auditeur indépendant de la Société.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le rapport de gestion a pour but d'aider l'investisseur à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et incertitudes liés à l'exploitation et à la situation financière d'Uni-Sélect. Certaines sections du présent rapport de gestion et d'autres sections du rapport annuel 2011 concernant les objectifs, les projections, les estimations, les attentes ou les prédictions de la Société présentent des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives comportent des risques et incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels de la Société et les projections ou attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique « *Gestion des risques* » du présent rapport de gestion. En dehors de ces principaux facteurs, les résultats de la Société sont tributaires de l'effet de la concurrence, des habitudes d'achat des consommateurs, de l'évolution du parc automobile, de la conjoncture en général ainsi que de la capacité de financement de la Société.

Aucune assurance ne peut être donnée quant à la concrétisation des résultats, du rendement ou des réalisations tels que formulés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs. À moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la direction d'Uni-Sélect n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

Les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) sont en application depuis le 1^{er} janvier 2011 et remplacent les normes canadiennes. L'information financière incluse dans le présent document a donc été préparée en fonction des IFRS, et est présentée comme telle à moins d'avis contraire. (Pour plus d'information sur les impacts, voir la section 13 du rapport de gestion « Modification de conventions comptables » ainsi que la note 30 aux états financiers consolidés).

CHANGEMENT DE MONNAIE DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

La Société a choisi le dollar américain comme monnaie de présentation de ses états financiers consolidés depuis le 1^{er} janvier 2011. Cette décision fait suite à l'acquisition de FinishMaster Inc., complétée le 11 janvier 2011, ce qui a entraîné un changement important sur la pondération géographique de ses activités. En effet, plus de 70 % des ventes proviennent maintenant des États-Unis. Dans cette optique, la direction juge plus pertinent l'utilisation du \$US comme monnaie de présentation. Cette décision a pour effet de réduire l'ampleur des fluctuations reliées aux variations des devises sur les résultats financiers.

Aux fins de l'application de ce changement de monnaie de présentation, toutes les données auparavant présentées en dollar canadien ont été converties au taux historique pour l'équité, au taux moyen pour les résultats et au taux de fin pour les actifs et passifs et ce, en accord avec les IFRS.

CONFORMITÉ AUX IFRS

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. De plus, certaines expressions n'ayant pas de définitions normalisées en vertu des IFRS, il est peu probable qu'elles soient comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société croit que les lecteurs du présent document tiennent compte de ces mesures de rendement pour fins de compréhension ou d'analyse. (Renseignements complémentaires à la section 15)

1. PROFIL ET DESCRIPTION

Un joueur incontournable de l'industrie

Fondée en 1968, Uni-Sélect est un important distributeur de pièces de remplacement, d'équipement, d'outillage et d'accessoires pour véhicules automobiles en Amérique du Nord. Leader au Canada, Uni-Sélect occupe le 6^e rang des distributeurs aux États-Unis et est également le plus important distributeur indépendant de peinture et accessoires de carrosserie par l'entremise de sa filiale FinishMaster™. Avec ses 6 600 employés, la Société sert trois clientèles : celle des grossistes indépendants et comptes majeurs à qui elle fournit des pièces automobiles et accessoires par le biais de ses 64 centres de distribution ; celle des installateurs et consommateurs à qui elle offre les mêmes produits par l'entremise de ses magasins et enfin celle des carrossiers qu'elle approvisionne en peinture et accessoires de carrosserie.

Uni-Sélect compte 462 magasins corporatifs et représente un des plus importants réseaux de grossistes indépendants de pièces automobiles et accessoires connexes : elle a plus de 3 500 grossistes et installateurs sous bannière et dessert plus de 30 000 ateliers de réparation et de carrosserie.



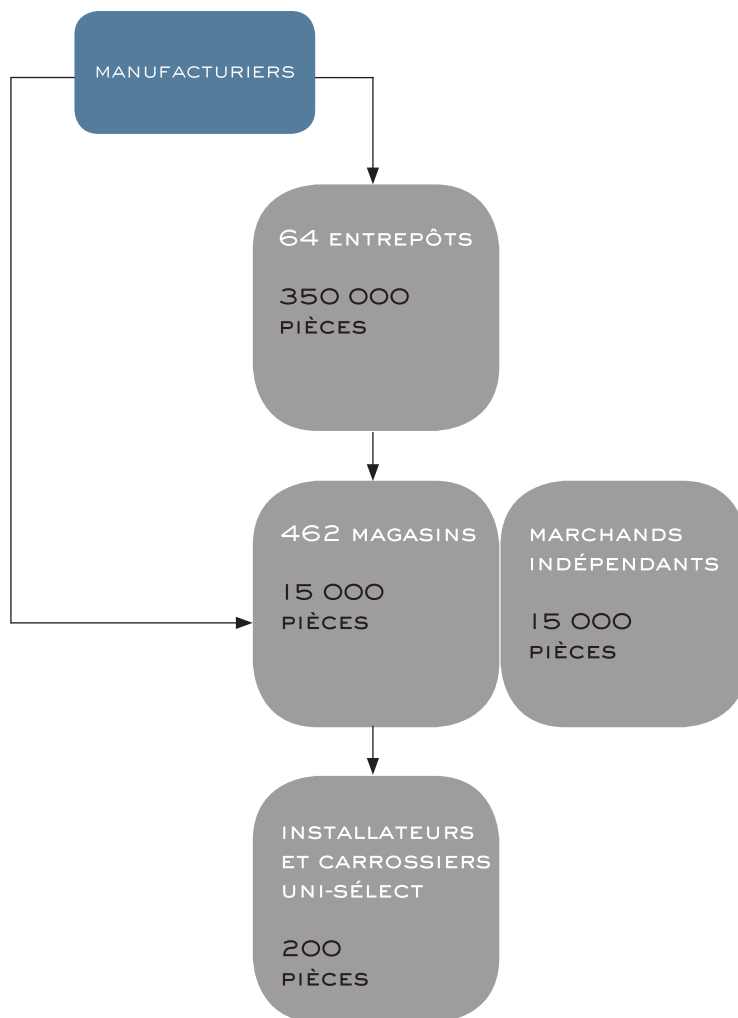
6 600 EMPLOYÉS

64 CENTRES DE DISTRIBUTION

462 MAGASINS

3 500 GROSSISTES ET INSTALLATEURS SOUS BANNIÈRE

30 000 ATELIERS DESSERVIS



Uni-Sélect est un joueur incontournable de l'industrie, non seulement par son envergure mais du fait qu'elle fournit la totalité des services et produits essentiels à ses clientèles. En effet, Uni-Sélect est un fournisseur de premier choix de pièces et d'équipement pour voitures domestiques ainsi que de pièces pour voitures importées, notamment les produits Beck/Arnley™, en plus d'occuper le premier rang en Amérique du Nord à titre de distributeur de peinture de carrosserie.

Le chiffre d'affaires d'Uni-Sélect est de 1,8 milliard de dollars : plus de 70 % de son chiffre d'affaires est réalisé aux États-Unis et le reste provient de clients de partout au Canada.

Un maillon essentiel de la chaîne d'approvisionnement

La Société joue un rôle essentiel en faisant le lien entre les fabricants de pièces automobiles et les grossistes, installateurs et carrossiers qui forment sa clientèle. Ayant accès à près de 2 millions de pièces et accessoires automobiles, Uni-Sélect assure une gestion efficace de la chaîne d'approvisionnement, gardant en inventaire plus de 350 000 numéros de pièces différentes afin de répondre aux besoins de sa clientèle.

Des solutions d'affaires adaptées aux besoins de la clientèle

Uni-Sélect offre à ses clients des produits de qualité de marques nationales reconnues, qu'il s'agisse de pièces automobiles pour voitures domestiques ou pour véhicules importés, ou encore des marques reconnues de peinture ou d'accessoires de carrosserie. Son expertise en approvisionnement vient de sa connaissance approfondie du marché et est appuyée par un réseau de centres de distribution efficaces. Selon le volume requis, les clients d'Uni-Sélect s'approvisionnent grâce à un accès mixte, directement auprès des fournisseurs ou des entrepôts et magasins Uni-Sélect répartis sur tout le territoire nord-américain.

Des avantages concurrentiels

Conscient que chaque client est un entrepreneur, Uni-Sélect entretient avec ces derniers des relations de partenariat qui visent à assurer leur réussite. Ainsi, la Société leur offre un menu à la carte qui, selon la nature de leurs besoins, leur permet de payer uniquement pour les programmes et les ressources désirés afin de les aider à rencontrer leurs objectifs de développement et de croissance, qu'il s'agisse d'outils marketing, de bannières ou de systèmes de gestion d'inventaire et de commandes. De plus, Uni-Sélect propose à ses clients des ateliers de formation pour les techniciens ainsi que des programmes de succession pour faciliter le transfert de propriété de l'entreprise le cas échéant.

2. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

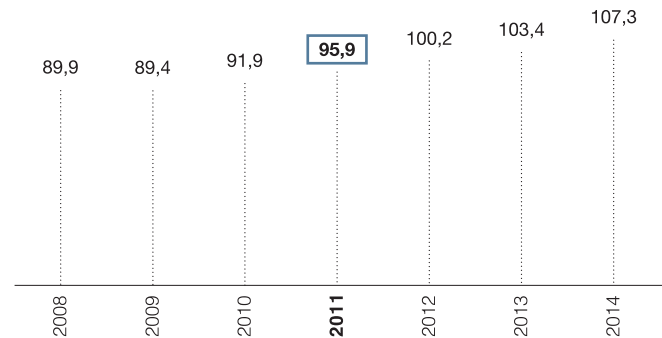
Sur le plan économique, même si 2011 a été caractérisée par une reprise modeste de l'économie en Amérique du Nord, le marché secondaire de l'automobile a poursuivi sa croissance à un rythme estimé à 4,1 %. Ce marché est donc résilient à la récession et les prévisions actuelles rapportent une croissance moyenne de 3,5 % jusqu'en 2014.

3. LE MARCHÉ SECONDAIRE DE L'AUTOMOBILE

Employant près de 4 millions de personnes en Amérique du Nord, le marché secondaire de l'automobile affiche un chiffre d'affaires d'environ 248 milliards de dollars. Les secteurs d'activités d'Uni-Sélect, soit les réparations et pièces de remplacement et le secteur des collisions représentent 96 milliards de dollars. Les réparations et pièces de remplacement sont responsables de 84 % du volume et le secteur des collisions d'environ 16 %.

Le secteur des réparations, avec un chiffre d'affaires global de plus de 81 milliards de dollars, est largement consolidé au Canada alors qu'il est marqué par des efforts de consolidations régionales et nationales aux États-Unis.

TAILLE DU MARCHÉ SECONDAIRE ⁽¹⁾



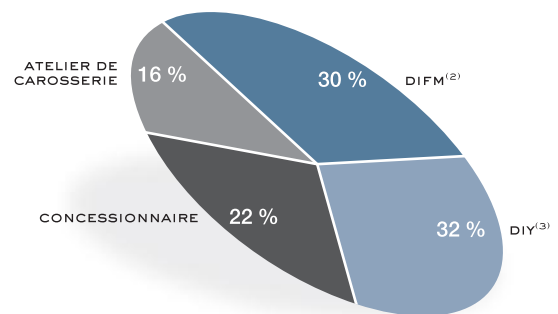
(1) Au prix distributeur, excluant la main-d'œuvre

Source: AAIA Channel Forecast Model & Desrosiers Automotive Consultants

Le secteur des collisions avec un chiffre d'affaires global de près de 15 milliards de dollars est également en restructuration suite au déclin du nombre d'ateliers de réparation et des tendances des assureurs à privilégier les réseaux d'ateliers et de fournisseurs.

Différentes variables influent sur le marché secondaire de l'automobile. Certaines portent sur la demande dont le nombre et l'âge des véhicules ou le kilométrage parcouru et d'autres portent sur l'offre tel le nombre de réparateurs indépendants versus le nombre de concessionnaires.

RÉPARTITION DU MARCHÉ SECONDAIRE ⁽¹⁾



(1) Excluant la main-d'œuvre

(2) Marché des installateurs professionnels

(3) Marché des ventes aux consommateurs

Source: AAIA Channel Forecast Model & Desrosiers Automotive Consultants

Nombre de véhicules sur les routes

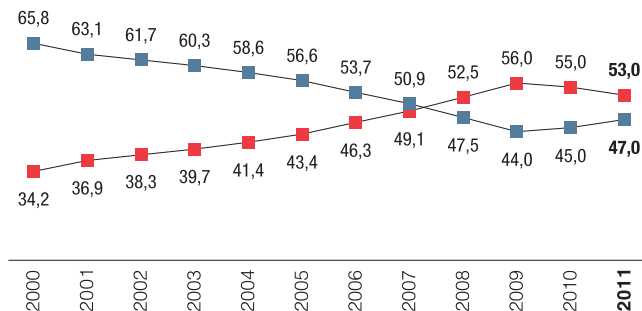
Le nombre total de véhicules sur les routes aux États-Unis demeure relativement stable à 241 millions. On note cependant, en 2011, une hausse de 10,3% des ventes de véhicules neufs; soit 12,8 millions.

La proportion de voitures domestiques par opposition aux voitures importées reste un facteur important pour le secteur des réparations. On note une croissance du segment des véhicules de marques importées au cours des dix dernières années. Alors qu'en l'an 2000, 34% des ventes de véhicules neufs étaient de marques importées, en 2011, la proportion atteint maintenant 53%.

ENREGISTREMENT DE NOUVEAUX VÉHICULES

(en pourcentage)

■ DOMESTIQUE ■ IMPORTÉ



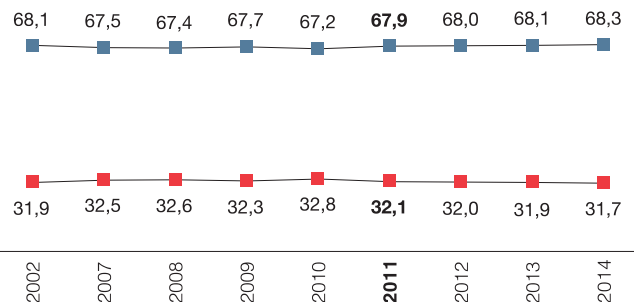
Source: R.L. Polk & Co.

Mentionnons également que le nombre de voitures de marques importées de 5 à 10 ans d'âge, soit le groupe d'âge optimal pour les besoins en réparation est en progression, avec 41% d'entre elles qui feront partie de cette catégorie en 2012.

Certaines variables sont davantage liées au comportement des consommateurs. Par exemple, le vieillissement de la population couplé à la sophistication des véhicules et au nombre croissant de voitures importées sont plus favorables à la croissance du segment des réparateurs professionnels (DIFM ou Do it for me) qu'à celui du DIY (Do it yourself). L'Automotive Aftermarket Industry Association (AAIA) prévoit d'ailleurs une croissance de ce segment de 4,2% jusqu'en 2014. Ce segment représente 67,9% du volume des ventes du marché secondaire de l'automobile.

RÉPARTITION DU MARCHÉ SECONDAIRE ENTRE DIFM ET DIY (en pourcentage)

■ DIFM ■ DIY

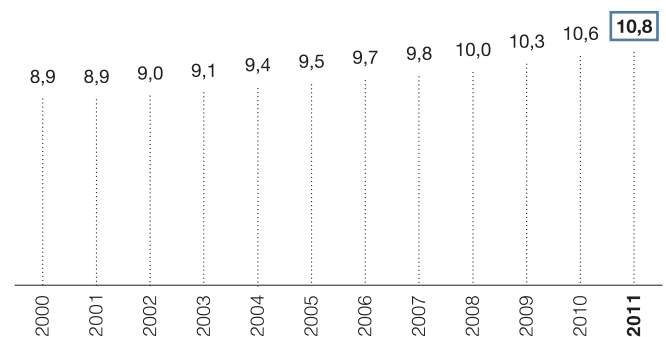


Source: AAIA Channel Forecast Model

Âge des véhicules, kilométrage parcouru et taux de réparation

Il existe un lien direct entre l'âge des véhicules, le kilométrage parcouru et le taux de réparation des véhicules. En 2011, l'âge moyen des véhicules a atteint 10,8 ans alors que le nombre de kilomètres parcourus a connu une baisse de 1,5% liée à une hausse marquée des prix de l'essence au cours de l'année. Le vieillissement du parc automobile est nettement favorable à notre marché. Remarquons que l'âge moyen actuel des voitures domestiques est de 12,3 ans et celui des voitures importées de 9 ans.

ÂGE DES VÉHICULES

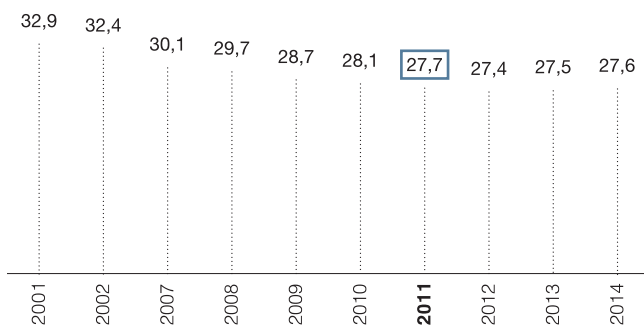


Source: R.L. Polk & Co.

Un biais favorable envers les réparateurs indépendants

En Amérique du Nord, une étude de J. D. Powers semble montrer que les consommateurs sont plus satisfaits des réparations effectuées par les réparateurs indépendants que par les services offerts par les concessionnaires automobiles. Ceci démontre la valeur des services de réparation et d'entretien offerts par le marché secondaire et son rôle capital dans l'industrie automobile.

PART DE MARCHÉ DÉTENUE PAR LES CONCESSIONNAIRES DANS LE MARCHÉ SECONDAIRE



Source : AAIA Channel Forecast Model

La rationalisation du nombre de concessionnaires de véhicules neufs entreprise en Amérique du Nord au cours des deux dernières années semble entraîner un déplacement des réparations vers le marché secondaire. La part de marché de ces derniers est en effet passée de 32,9 % en 2001 à 27,7 % en 2011, soit un déclin de près de 16 % en 10 ans.

Un marché stable et en croissance

Le marché secondaire de l'automobile nord américain est donc un marché stable qui devrait demeurer solide dans les années à venir. Il se distingue par une consolidation ferme en territoire canadien quoique présentant encore quelques possibilités d'acquisitions. Par contre, le marché aux États-Unis reste encore très fragmenté et les occasions de croissance par acquisition de réseaux de distributeurs indépendants y sont très importantes.

Uni-Sélect s'affirme comme un joueur d'importance dans ce marché et concentre ses activités à desservir le marché commercial des grossistes ainsi que celui des ateliers de réparation et de carrosserie.



4. DES SOLUTIONS AXÉES SUR LA CROISSANCE

Uni-Sélect possède un des réseaux de distribution les plus étendus. Parce que couvrant l'ensemble du territoire nord-américain, la Société est en mesure de livrer rapidement et efficacement tous les produits essentiels pour les besoins de sa clientèle de grossistes, d'installateurs et de carrossiers.

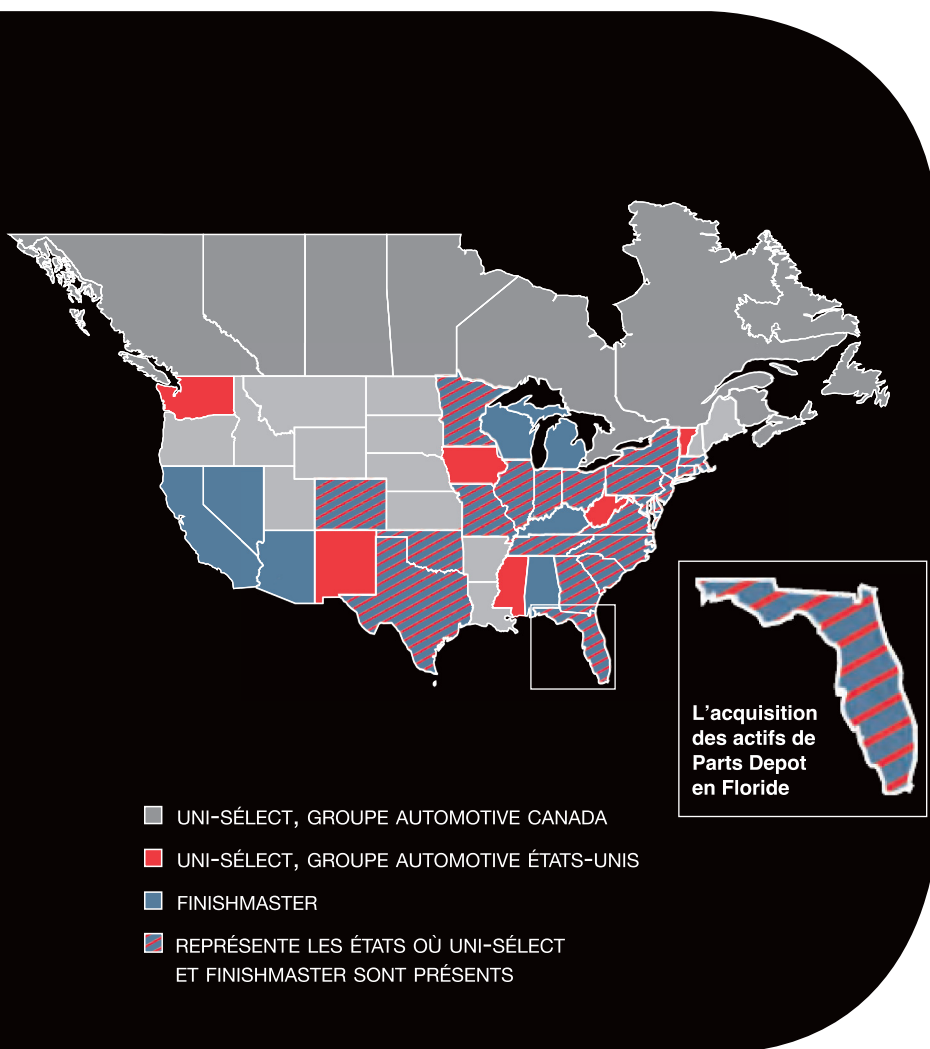
Une expansion imposante

Le réseau de distribution nord-américain d'Uni-Sélect s'est bâti au cours des années selon une politique d'acquisition visant à favoriser l'expansion de l'entreprise, et ce, de façon nettement plus accélérée aux États-Unis au cours de la dernière décennie.

Uni-Sélect a une solide feuille de route en ce qui a trait aux acquisitions rentables et génératrices de synergies. En 2011, Uni-Sélect a réalisé deux acquisitions d'envergure qui augmentent sa portée et son positionnement comme un distributeur de premier choix.

L'acquisition de FinishMaster™ en janvier 2011 représente un acquis de taille tant sur le plan des activités que sur celui du territoire occupé. Uni-Sélect possède déjà une expertise reconnue au Canada dans le secteur de la peinture et des accessoires de carrosserie y détenant 24 % de la part de marché. L'achat de FinishMaster™ s'inscrit donc dans une continuité d'activités et nous permet de nous imposer comme le distributeur indépendant le plus important en Amérique du Nord dans ce secteur.

En effet, présente dans 29 états, FinishMaster™, avec 162 magasins et trois centres de distribution, détient 16 % des parts du marché aux États-Unis. Les revenus de 2011 de FinishMaster™ ont largement dépassé les prévisions établies au moment de l'achat, ceux-ci se chiffrant à près de 465 millions de dollars sur une base annuelle.



De plus, FinishMaster™ a recruté plus de 380 nouveaux clients au cours de l'année. Au chapitre des synergies réalisées, nous avons réussi à dépasser les objectifs fixés pour 2011 grâce à une analyse systématique et rigoureuse des facettes de nos deux organisations susceptibles de produire les synergies anticipées lors de l'acquisition. Nous estimons atteindre et même excéder le montant de synergies prévues pour la fin de 2012.

L'acquisition de certains actifs de Parts Depot en Floride nous ouvre les portes du marché des pièces de remplacement en Floride, 3^e marché aux États-Unis pour ce qui est du nombre de véhicules sur les routes. Avec ses cinq centres de distribution et ses 39 magasins désormais sous bannière Auto-Plus™, l'achat d'éléments d'actifs de Parts Depot constitue une transaction qui devrait générer des revenus annuels de près de 90 millions de dollars.

Plus important encore, ces 39 magasins combinés aux 27 points de vente de notre division de produits de peinture FinishMaster™ déjà présente en Floride et ainsi qu'aux 200 marchands indépendants desservis par nos entrepôts augmenteront sensiblement notre présence sur ce marché. Ils favoriseront la vente croisée de produits de peinture et de pièces de remplacement aux clients respectifs de FinishMaster™ et Auto-Plus™ et nous permettront d'offrir une distribution de produits plus efficace à nos clients de comptes nationaux. Ces acquisitions sont conformes à notre objectif d'ajouter 100 millions de dollars de revenus additionnels par année.

Une offre globale de solutions d'affaires

Uni-Sélect a opté pour une croissance accélérée dans des créneaux prometteurs tels les pièces pour voitures importées et la peinture et les accessoires de carrosserie. Non seulement Uni-Sélect a atteint ses objectifs dans ces deux secteurs mais elle se retrouve désormais en position d'offrir un guichet unique à sa clientèle, puisqu'elle possède toutes les solutions d'affaires essentielles à leur réussite.

Une gamme complète de pièces de remplacement

S'appuyant sur une stratégie de distribution centralisée et efficace, Uni-Sélect est en mesure de livrer à son réseau de grossistes et d'installateurs indépendants des pièces de qualité et de marques nationales reconnues aux performances équivalentes ou supérieures aux pièces d'origine. Ceci vaut autant pour les véhicules domestiques que pour les voitures importées. Plus de 350 000 pièces sont tenues en inventaires dans les centres de distributions Uni-Sélect, avec un accès à près de 2 millions de pièces des manufacturiers.



Ainsi sa filiale Beck/Arnley™ offre un inventaire concurrentiel de produits de haute qualité pour voitures importées, offrant l'apparence, la performance et la facilité d'installation des pièces d'origine, notamment dans les catégories les plus prometteuses et les nouveaux produits. D'année en année, Uni-Sélect augmente la gamme de produits et l'accessibilité des pièces Beck/Arnley™. Ceci représente une offre de plus de 23 000 pièces réparties en six catégories de produits tels les freins, les châssis, la gestion du moteur et de l'embrayage.

Nous constatons déjà les résultats positifs de ces mesures, les ventes de produits Beck/Arnley™ ayant connu une hausse de 15 % en 2011. Nous sommes optimistes quant à la croissance soutenue dans ce secteur puisque Beck/Arnley™, une société qui jouit déjà d'une bonne renommée en tant que fournisseur de pièces de remplacement comparables aux pièces d'origine, est bien positionnée pour devenir un chef de file dans des catégories clés tels les filtres, le châssis et les freins avec une offre pertinente de produits de qualité.

Une emprise sur le secteur de la peinture et de la carrosserie

Avec 24 % de part de marché au Canada et 16 % aux États-Unis, Uni-Sélect occupe une position privilégiée en tant que distributeur indépendant dans le secteur de la peinture et des accessoires de carrosserie en Amérique du Nord.

Le secteur des réparations à la suite de collisions vit de profonds changements avec plusieurs facteurs qui interagissent. Les avancées technologiques et la législation en matière de sécurité des véhicules auront eu pour effet de réduire la sévérité des dommages causés par les collisions de sorte que les propriétaires de véhicules moins endommagés lors de ces incidents sont plus enclins à les faire réparer. Le secteur de la peinture et de la carrosserie est en voie de consolidation autant au Canada qu'aux États-Unis et la position de leader occupée par Uni-Sélect laisse présager de belles opportunités de croissance. La tendance des assureurs à privilégier les réseaux d'ateliers de carrosserie recommandés est également un gage de succès pour Uni-Sélect, qui compte tenu de son expertise canadienne, s'impose comme un consolidateur d'expérience.

L'acquisition de FinishMaster™ sera l'occasion d'étendre notre modèle d'affaires selon lequel Uni-Sélect devient un intermédiaire essentiel offrant des solutions d'affaires rentables pour les assureurs, les carrossiers et ses grossistes indépendants. Nous estimons que l'acquisition de FinishMaster™ offrira des opportunités importantes d'échange d'expertise dans ce secteur.

Un guichet unique

En mesure de fournir à la fois des pièces de remplacement et de la peinture et des accessoires de carrosserie en s'appuyant sur un réseau de distribution performant en Amérique du Nord, Uni-Sélect compte optimiser les possibilités de ventes croisées entre les deux réseaux. Un examen des mécanismes et des processus d'affaires en mesure de faciliter ces échanges de produits est en cours ainsi que l'élaboration de stratégies pour tirer profit du potentiel de ventes des deux secteurs.



Des bannières qui se démarquent de la concurrence

Uni-Sélect a priorisé en 2011 la diffusion de ses programmes performants de bannières pour grossistes et installateurs indépendants dans le but d'atteindre une masse critique visible à l'échelle de l'Amérique du Nord. Uni-Sélect croit fermement en la plus value de ces programmes de bannières classés selon nous, parmi les meilleurs et les plus performants de l'industrie. Ils offrent en effet un soutien technologique de pointe et des programmes de formation, de garantie et de marketing qui favorisent habilement la croissance.

En 2011, Uni-Sélect a accéléré la conversion des grossistes indépendants à la bannière Auto-Plus™ et celle des installateurs à la bannière Auto Service Plus™, et prévoit continuer cette stratégie en 2012. Les résultats obtenus tant sur le plan du nombre de membres acquis que de la hausse de volume de ventes liées à cette fidélisation sont très positifs. Nous avons converti plus de 300 grossistes indépendants en 2011 et avons atteint notre objectif pour l'année de 900 magasins sous la bannière Auto Plus™ aux États-Unis. Nous comptons également 200 installateurs de plus opérant sous la bannière Auto Service Plus™, pour un total de 1 500 installateurs utilisant nos programmes.

Une image de marque

Uni-Sélect s'impose de plus en plus sur le territoire nord-américain. Nous soignons tout particulièrement notre image de marque et avons mis en place des programmes pour augmenter notre notoriété auprès de nos clients actuels et potentiels. En 2011, nous avons entrepris des actions grand public qui ont eu pour effet d'augmenter notre visibilité. Ainsi, nous sommes devenus commanditaire de courses d'accélération NHRA™ et plus de 3 000 clients ont assisté à ces événements dans les localités que nous desservons. Nous avons également mis sur pied pour 2012 une campagne marketing fondée sur l'utilisation des médias sociaux.

Une gamme complète d'équipement et d'outillage pour garagistes

Uni-Sélect est en mesure de fournir aux garagistes et installateurs indépendants tout l'équipement et l'outillage nécessaires pour équiper leurs ateliers. Un spécialiste de l'équipement verra à conseiller l'installateur sur les équipements en catalogue et lui présentera les modalités d'achat ou de location.

Ce marché n'est pas à dédaigner puisqu'il représente 4,3 % de toutes les ventes du marché secondaire de l'automobile, soit près de 10 milliards de dollars. On prévoit une croissance continue de ce marché jusqu'en 2014.

Un réseau de distribution personnalisé

Uni-Sélect a mis au point des méthodes diversifiées pour servir sa clientèle de grossistes et d'installateurs indépendants, de carrossiers et de comptes nationaux.

À ses grossistes indépendants, Uni-Sélect propose deux sources d'approvisionnement : soit directement du manufacturier ou à partir de ses centres de distribution Uni-Sélect positionnés en Amérique du Nord. Le programme d'expédition directe, conçu pour des grossistes indépendants d'envergure, permet à ces derniers de demeurer concurrentiels et de bénéficier du pouvoir d'achat d'Uni-Sélect.

Uni-Sélect dessert également efficacement une quantité appréciable de comptes majeurs, nationaux et régionaux. Au nombre de ceux-ci citons au Canada, les ententes avec LAR, Canadian Tire, Bridgestone, Hydro-Québec ; et aux États-Unis, National Grid ainsi qu'avec les municipalités américaines de Philadelphie





et Dallas et le Boston Fire Department. L'efficacité de son réseau de distribution permet à Uni-Sélect de répondre rapidement aux besoins de cette clientèle grâce à sa présence locale et chaque entente nationale est une occasion de maximiser le volume d'affaires des clients d'Uni-Sélect et de les fidéliser.

À ses installateurs et carrossiers, Uni-Sélect offre un accès à ses produits grâce à son réseau de 462 magasins corporatifs. Ce réseau est composé de deux modèles de magasins. Le premier est entièrement dédié aux ventes commerciales tandis que l'autre a une double vocation s'adressant à une clientèle à la fois d'installateurs et de consommateurs. Le modèle d'affaires pour la vente au détail est calqué sur celui des magasins de Consumer Auto Parts, acquis en 2007. Uni-Sélect a converti 12 magasins au modèle mixte de ventes aux installateurs et consommateurs en 2011 et prévoit que 51 magasins seront de ce type en 2013.

Quel que soit le type de magasins, ils offrent tous les avantages suivants : un inventaire supérieur dû à la qualité de l'assortiment de produits domestiques et importés ; une livraison optimisée due à la force du réseau de distribution Uni-Sélect ; une force de ventes professionnelle en mesure de conseiller adéquatement les clients au comptoir ou par le biais de centres d'appels ; ainsi que des programmes de soutien technique et promotionnel de haut niveau, tels Auto Services Plus™ ou Service Auto expert (SAX).

S'est ajoutée également cette année, la mise en place d'une demi-douzaine de magasins fusionnés Uni-Sélect et FinishMaster™. Au cours des deux prochaines années, une trentaine de magasins seront fusionnés afin d'offrir des pièces automobiles et de la peinture sous le même toit.

Une gestion rigoureuse de tous les aspects des opérations

Uni-Sélect accorde une valeur primordiale au contrôle rigoureux de ses coûts et de ses dépenses. Dans un marché aussi concurrentiel que le nôtre, la gestion intelligente des inventaires et la mise en place de mesures d'amélioration des marges est une priorité. Uni-Sélect a intensifié en 2011 la recherche d'améliorations dans tous ses secteurs d'opérations, autant au chapitre des consolidations d'actifs que de réduction des inventaires. La fermeture et consolidation de nos entrepôts en est un exemple probant. Nous avons en effet fermé les entrepôts de Kelowna et de Burnaby et leur clientèle est désormais desservie par un nouvel entrepôt plus vaste et plus efficace situé à Vancouver. De la même façon, les activités de Régina ont été absorbées par l'entrepôt d'Edmonton et celles de Québec, par celui de Boucherville.



Au sein des entrepôts, Uni-Sélect a implanté un outil de gestion intégré des inventaires ainsi qu'un système de gestion des entrepôts sans papier visant à mieux contrôler la base d'actifs tout en améliorant le service à la clientèle. Dans les magasins, l'intégration des systèmes de point de ventes auxquels s'ajoutent des solutions en ligne de gestion d'inventaire pour les partenaires, a donné des résultats positifs.

Le plus important projet demeure cependant la finalisation du déploiement d'ici 2013 du système de gestion intégré. Ce système SAP sera en mesure de faciliter la gestion de toutes les facettes de l'organisation depuis la gestion des entrepôts et de ses inventaires jusqu'à la gestion des finances, des commandes et des achats. La mise en œuvre de ce progiciel demeure un projet de l'entreprise toute entière et non un simple projet technologique. Consciente que l'implantation vise à changer les processus et façons de faire de toute l'organisation, Uni-Sélect a déployé des efforts considérables pour permettre aux cadres, employés et partenaires de s'approprier le système. Les implantations dans sept entrepôts en 2011 se sont déroulées avec un impact minimal. Suite à des consultations avec les parties intéressées, des modifications et des correctifs ont été apportés qui faciliteront la suite des implantations prévues pour 2012.

Représentant maintenant un investissement total de l'ordre de 90 millions de dollars réparti sur cinq ans, dont 78 millions de dollars ont été investis à ce jour, ce système est porteur de bénéfices quantifiables quant aux marges, aux réductions des coûts d'exploitation et à la gestion des actifs. Il offre également des bénéfices appréciables du point de vue gestion puisqu'il peut donner un portrait plus rapide de la situation en temps réel, faciliter l'intégration des acquisitions et favoriser l'accès à l'information pour la clientèle des entrepôts comme des magasins.



Efficacité des systèmes informatiques

Depuis de nombreuses années déjà, les systèmes informatiques sont considérés chez Uni-Sélect comme des outils de croissance destinés à augmenter l'efficacité du service à la clientèle tout en réduisant les coûts d'exploitation. Présents à tous les niveaux de l'organisation, ces systèmes informatiques de plus en plus performants ont contribué et contribueront dans l'avenir au succès de nos activités de distribution.



En 2012, Uni-Sélect continuera à opérer avec deux systèmes de gestion informatique, étant donné l'implantation graduelle du nouveau système. Les premières économies se réaliseront en cours d'année et la majorité des bénéfices récurrents reliés aux systèmes devraient se matérialiser dès 2013.

Importance des ressources humaines

Favoriser une culture d'excellence et d'efficacité au sein de tous ses employés est au cœur des priorités de gestion d'Uni-Sélect. L'entreprise a connu une augmentation importante de son personnel au cours des cinq dernières années, et une diffusion concertée des valeurs de l'entreprise et des principes qui guident notre action est de rigueur.

Ainsi, le programme Créateur de valeur concrétise la vision d'Uni-Sélect quant au rôle que jouent les employés dans le succès global de l'entreprise. Conçu pour souligner la contribution d'employés performants, ce programme met en évidence les valeurs propres à la culture entrepreneuriale d'Uni-Sélect, soit l'innovation, l'excellence l'engagement et le sens du partenariat. Les quelque 6 600 employés d'Uni-Sélect partagent ces valeurs et les transposent à tous les échelons de l'organisation.

Une attention particulière est apportée à la formation au changement. Des programmes pointus sont en ce moment mis de l'avant pour garantir la collaboration et la compréhension des employés notamment lors de l'implantation du système de gestion intégré. Uni-Sélect a mis sur pied un atelier collaboratif où tous les employés touchés par le système de gestion intégré apprennent à s'initier au changement en construisant en équipe un modèle réduit de voiture. L'apprentissage en groupe permet de comprendre les objectifs recherchés par la Société, de mesurer les avantages futurs du nouveau système, de réaliser les étapes nécessaires à l'implantation quant à leurs rôles et responsabilités et de rassurer tous les intervenants sur le bien-fondé du projet. L'activité est couronnée de succès

autant chez les gestionnaires que les employés : elle s'est déroulée jusqu'à maintenant à Edmonton et Saskatoon au Canada ainsi qu'à Chicago, Memphis et Atlanta aux États-Unis. Tous les centres importants y participeront d'ici la fin de 2012. Au total, 200 voitures seront ainsi construites pour être ensuite remises à des œuvres de bienfaisance pour enfants.

De plus, durant cette période active en changement de toute sorte, l'utilisation des médias sociaux nous aide à garder contact tant avec nos gestionnaires que nos clients.

Préparer la relève est également une priorité. Des programmes de leadership tout comme des programmes d'évaluation en vue de déceler les talents et d'identifier les individus à haut potentiel sont au cœur des activités du service des ressources humaines.

Un souci du développement durable

Uni-Sélect se préoccupe également de développement durable et de questions environnementales. La nature même du marché secondaire de l'automobile est de fournir des pièces de remplacement en mesure de faire fonctionner des véhicules plus longtemps de façon propre et efficace. Notre marché contribue ainsi à une meilleure consommation d'énergie. Uni-Sélect, en collaboration avec Hydro-Québec, participe depuis plus d'un an, à un programme d'évaluation d'une voiture entièrement électrique. De plus, nous souscrivons aux programmes de recyclage de matériaux propres à notre industrie, tels le recyclage des huiles usées, des filtres, du liquide réfrigérant et des batteries.

5. REVUE DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Leviers de croissance : acquisition, intégration et technologies

Les résultats financiers des trois derniers exercices de la Société reflètent les différentes initiatives de la Société afin de réaliser son plan stratégique corporatif et ce, malgré un contexte économique difficile. En effet, la majeure partie des variations observées dans les résultats et les postes de l'état de la situation financière consolidée de la Société entre les exercices 2009, 2010 et 2011 reflète différents objectifs du plan stratégique corporatif tel que le recentrage des activités, l'expansion par acquisitions et alliances stratégiques ainsi que l'amélioration continue de la rentabilité des opérations existantes.

De plus, c'est au cours de ces années que la Société a décidé de procéder au développement d'un progiciel de gestion intégré. Cet investissement technologique permettra à la Société de mieux supporter les opérations actuelles ainsi que la croissance envisagée dans son plan stratégique.

DONNÉES SUR LE TAUX DE CHANGE

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en vigueur, indiqués en dollars américains par tranche de 1,00\$ canadien :

	31 déc. 2011	31 déc. 2010	31 déc. 2009
Moyenne pour la période			
Aux fins de l'état des résultats consolidés	1,01	0,97	0,88
Fin de la période			
Aux fins de l'état de la situation financière consolidée	0,98	1,00	0,95

Puisque la Société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation dans les états financiers consolidés et dans le présent document, sauf indication contraire, les résultats des opérations canadiennes sont convertis en dollar américain au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien sont donc liés à la conversion en dollar américain des résultats de ses opérations canadiennes et n'ont pas d'impact économique réel sur sa performance puisque la plupart de ses revenus et de ses charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de ses résultats à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.



RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS CHOISIS

(provenant d'activités poursuivies)

Exercices terminés les 31 décembre (en milliers de \$US, sauf montants par action)	2011	2010	2009 ⁽²⁾
Ventes			
États-Unis	1 242 279	781 836	773 652
Canada	538 291	503 539	462 930
Total	1 780 570	1 285 375	1 236 582
BAIIA ajusté⁽¹⁾	109 934	80 619	83 880
BAIIA	105 268	75 118	77 333
Résultat ajusté⁽¹⁾	60 482	48 536	41 938
• par action ordinaire, de base	2,79	2,46	2,13
Résultat	56 545	45 094	37 878
• par action ordinaire, de base	2,61	2,29	1,92
Flux de trésorerie disponibles	70 753	43 667	54 800
Dividende en espèces versés par action ordinaire \$CAN	0,48	0,47	0,46
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	21 645 664	19 716 731	19 709 642
DONNÉES RELATIVES À LA SITUATION FINANCIÈRE (aux 31 décembre)			
Fonds de roulement	495 846	371 903	377 758
Actif total	1 247 221	805 527	741 121
Endettement total net	359 596	189 678	163 148
Avoir des actionnaires total	472 557	381 969	356 314

(1) Le BAIIA et le résultat provenant d'activités poursuivies ont été ajustés des frais que la Société juge non caractéristiques des opérations régulières. Ces frais sont donc exclus afin de présenter des mesures comparables. Pour plus de détails, voir la section « Analyse des résultats » et « Renseignements complémentaires à la conformité aux IFRS ».

(2) Les résultats de 2009 n'ont pas été redressés selon les IFRS (l'obligation de redresser les états financiers portant seulement sur l'exercice comparatif antérieur, soit 2010 dans le cas présent). Toutefois, suite à l'analyse des résultats de 2010, les ajustements aux résultats liés à la conversion aux IFRS devraient être négligeables, et par conséquent ne devraient pas induire le lecteur en erreur. (Voir la note 30 aux états financiers consolidés pour plus de détails à cet effet.)

Une analyse plus détaillée de l'évolution des résultats d'exploitation et de l'état de la situation financière consolidée entre les exercices 2011 et 2010 est fournie dans les rubriques qui suivent. Une analyse détaillée de l'évolution des résultats d'exploitation et de l'état de la situation financière consolidée entre les exercices 2010 et 2009 est incluse dans le rapport de gestion du rapport annuel 2010, disponible sur le site Internet SEDAR (www.sedar.com).

EXERCICE 2009

Positionnement

Cet exercice a été pour la Société une année importante dans son cheminement afin de réaliser son plan stratégique corporatif. En effet, Uni-Sélect a exécuté plusieurs décisions stratégiques afin de se donner les leviers nécessaires pour poursuivre sa croissance principalement par voie d'acquisitions, fusions et alliances.

Dans cette optique, Uni-Sélect a procédé au rachat des actions détenues par les actionnaires minoritaires aux États-Unis, ce qui a fait en sorte de faire passer sa participation dans cette filiale à 100%. Cette situation permet une meilleure flexibilité au niveau administratif et financier dans le cadre de son développement des affaires.

Dans une optique de recentrage de ses activités, la Société a procédé à la cession des opérations du secteur Poids Lourds, ainsi qu'à la cession de 14 magasins corporatifs au Canada, principalement en Ontario et au Québec. Ces derniers avaient été acquis pour faciliter la succession d'entreprises de clients, ou pour aider des membres en difficultés financières, afin de préserver la part de marché. La Société a donc conclu des ententes avec des partenaires d'affaires afin de conserver ces activités à l'intérieur de son réseau.

Par ailleurs, la Société a poursuivi l'intégration des récentes acquisitions ainsi que le déploiement de la ligne de produits Beck/Arnley™ dans le réseau canadien et américain.

Afin d'améliorer la gestion des éléments du fonds de roulement et des flux monétaires découlant des opérations, la Société a négocié un programme de financement des fournisseurs (*pour plus d'information à cet effet, voir la section sur les Sources de financement*), a mis en place une nouvelle structure de financement permettant de réduire la dépense d'impôts et a réduit les inventaires excédentaires tout en s'assurant de conserver le même niveau de service à la clientèle.

EXERCICE 2010

Projets et réalisations

L'année 2010 a été marquée, entre autres, par le développement du progiciel de gestion intégré, la création d'une base de données unique et l'implantation du module financier.

Au cours de cet exercice, la Société a également pleinement bénéficié du rachat des actionnaires minoritaires de sa filiale américaine ainsi que de la réduction du taux d'impôt suite à l'implantation de la structure de financement et a poursuivi l'assainissement de ses opérations avec des cessions de magasins au Canada et des fermetures de locations dans des régions à faible potentiel aux États-Unis.

Les bénéfices récurrents reliés à ces initiatives ont toutefois été en partie réduits par les investissements reliés à la poursuite de la mise en place du progiciel de gestion intégré, lequel, en regard de la portion opérationnelle, commencera à porter fruit au cours des exercices subséquents seulement.

Quant à la fin d'exercice, elle a été clôturée par l'annonce de l'acquisition de FinishMaster, Inc. qui a été officialisée au début de l'exercice suivant.

EXERCICE 2011

Acquisitions, intégration et technologie

Le tableau suivant présente les différentes initiatives entreprises en 2011 ainsi que leurs impacts financiers pour la Société.

FAITS SAILLANTS	IMPACT – QUATRIÈME TRIMESTRE	IMPACT – EXERCICE
Acquisition de FinishMaster, Inc. , le plus important distributeur de peinture et d'accessoires de carrosserie indépendant aux États-Unis. L'acquisition a été complétée le 11 janvier 2011	Ventes de 116 \$ millions	Ventes de 452 \$ millions
Acquisition, à la fin d'octobre 2011, de certains actifs de Parts Depot Inc situés en Floride , incluant 39 magasins corporatifs et 5 entrepôts et autres acquisitions	Ventes de 15 \$ millions	Ventes de 15 \$ millions
Mise en place d'une facilité de crédit afin de financer les acquisitions majeures telles que FinishMaster™ et Parts Depot.	Majoration du crédit bancaire : 50 \$ millions suite à l'acquisition de certains actifs de Parts Depot	Nouvelle entente de crédit : 450 \$ millions Émission de débetures convertibles, net des frais : 49,7 \$ millions Émissions d'actions, net des frais : 49,6 \$ millions
Acquisition et fermeture de magasins	Nouveau magasin : 1 Magasins fermés : 3 (2 fusionnés avec 2 de FinishMaster™) Magasins acquis : 2	Nouveaux magasins : 2 Magasins fermés : 10 (3 fusionnés avec 3 de FinishMaster™) Magasins acquis : 5
Réorganisation du réseau de distribution au Canada	Frais de réorganisation du réseau : 0,3 \$ million Fermeture de 3 centres de distribution, ainsi que le déménagement pour fins d'agrandissement d'un 4 ^e afin d'optimiser son réseau	Frais de réorganisation du réseau : 1,5 \$ million
Disposition de deux immeubles	Gain net sur la cession d'immobilisations corporelles : 1,7 \$ million	
Signature d'ententes d'approvisionnement nationales	Nouvelles ententes dont National Grid aux États-Unis et Hydro-Québec au Canada Renouvellement d'ententes : Ville de Philadelphie aux États-Unis et Canadian Tire Corporation au Canada	
Développement et déploiement du progiciel de gestion intégré. Les activités suivent leur cours tel que prévu.	6,8 \$ millions de dépenses en capital et 1,1 \$ million de dépenses d'opération ont été encourues	26,4 \$ millions de dépenses en capital et 3,1 \$ millions de dépenses d'opération ont été encourues

Le déploiement du module opérationnel du progiciel de gestion intégré a débuté, tel que prévu en avril 2011 avec un entrepôt pilote au Canada ainsi qu'un aux États-Unis avec ses 9 magasins corporatifs y étant rattachés. La première, d'une série de six implantations du progiciel de gestion intégré, est opérationnelle depuis novembre 2011 et comprend 5 entrepôts et 12 magasins corporatifs. Le déploiement se poursuivra de façon graduelle et sera complété au cours du premier trimestre de 2013.

6. ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Les résultats de la période démontrent la capacité de la Société à intégrer les acquisitions et en maximiser les synergies potentielles.

(en milliers de \$US, sauf les pourcentages)	Quatrième trimestre			Exercice		
	2011	2010	%	2011	2010	%
Ventes						
États-Unis	313 169	180 846	73,2	1 242 279	781 836	58,9
Canada	123 481	124 570	(0,9)	538 291	503 539	6,9
	436 650	305 416	43,0	1 780 570	1 285 375	38,5
BAIIA	21 361	14 180	50,6	105 268	75 118	40,1
Marge du BAIIA	4,9 %	4,6 %		5,9 %	5,8 %	
Ajustements ⁽¹⁾	1 371	1 116		4 666	5 501	
BAIIA ajusté	22 732	15 296	48,6	109 934	80 619	36,4
Marge du BAIIA ajustée	5,2 %	5,0 %		6,2 %	6,3 %	

(1) Pour plus de détails, voir le tableau ci-après et la section « Renseignements complémentaires à la conformité aux IFRS ».

Le tableau suivant présente les différents ajustements servant au calcul du BAIIA ajusté.

TABLEAU DES AJUSTEMENTS

(en milliers de \$US)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2011	2010	2011	2010
Frais liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré ⁽¹⁾	1 066	774	3 141	4 624
Frais de réorganisation du réseau et fermetures et cessions de magasins ⁽²⁾	305	342	1 525	877
Total des ajustements	1 371	1 116	4 666	5 501

(1) Comprend notamment les frais liés à la conversion des données, à la formation des employés et au déploiement dans les différents sites.

(2) Comprend notamment l'assumption des baux, la main-d'œuvre et les frais de transport nécessaire à la relocation des inventaires, les pertes et radiations des immobilisations.

VENTES

Croissance organique de 2,5% pour l'exercice 2011 comparativement à 1,8% réalisée lors de l'exercice 2010.

Cette croissance organique est la conséquence des initiatives suivantes :

- Le recrutement de nouveaux clients dans le secteur des produits de peinture et d'accessoires pour carrossiers ;
- La signature d'ententes d'approvisionnement nationales ;
- Le déploiement additionnel des lignes de produits Beck/Arnley™ pour voitures importées ;
- Le recours accru aux produits de marque maison AutoExtra™.

QUATRIÈME TRIMESTRE	EXERCICE
<p>L'augmentation de 43,0% des ventes au cours du quatrième trimestre de 2011 comparativement au trimestre correspondant de 2010 est principalement due aux facteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'acquisition de FinishMaster, Inc. qui a eu un impact positif de 34,5% ; • L'acquisition de Parts Depot qui a eu une contribution de 4,8% ; et • Une croissance organique de 3,4%, soit 4,2% aux États-Unis et 1,6% au Canada. <p>Ces éléments ont été en partie compensés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une journée de facturation en moins au Canada ; • L'effet de la variation de la devise canadienne comparée à la devise américaine qui a eu un impact défavorable de 1,3 million de dollars sur les ventes ; • La perte des ventes provenant de la fermeture de magasins non rentables et/ou dans des régions à faible potentiel aux États-Unis ainsi que la cession de magasins. 	<p>L'augmentation de 38,5% des ventes au cours de l'exercice 2011 comparativement à l'exercice 2010 est principalement due aux facteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'acquisition de FinishMaster, Inc. qui a eu un impact positif de 32,5% ; • L'acquisition de Parts Depot qui a eu une contribution de 1,2% ; • Une croissance organique de 2,5%, soit 2,1% aux États-Unis et 3,5% au Canada ; • L'effet de la variation de la devise canadienne comparée à la devise américaine qui a eu un impact positif de 21,6 millions de dollars sur les ventes. <p>Ces éléments ont été en partie compensés par la perte des ventes provenant de la fermeture de magasins non rentables et/ou dans des régions à faible potentiel aux États-Unis ainsi que la cession de magasins.</p>

BAIIA AJUSTÉ

QUATRIÈME TRIMESTRE

La marge du BAIIA ajusté du quatrième trimestre de 2011 se chiffre à 5,2% comparativement à 5,0% pour le trimestre correspondant de 2010.

Cette amélioration de la marge du BAIIA ajusté est principalement attribuable à une amélioration de la marge brute due à :

- Une hausse du profit sur inventaire provenant d'augmentations de prix tant aux États-Unis qu'au Canada ;
- Une amélioration des conditions d'achats obtenus des principaux fournisseurs ;
- Une marge additionnelle sur des inventaires achetés à rabais.

L'apport des activités de FinishMaster™ et de Parts Depot ainsi qu'une réduction des coûts d'opérations des magasins qui ont été cédés et/ou fermés en 2010 ont également eu un impact favorable sur la marge du BAIIA.

D'autre part, certains éléments ont eu un impact défavorable sur la marge du BAIIA ajusté compensant en partie les facteurs mentionnés précédemment :

- Un changement défavorable dans le mix de clientèle desservie, ainsi qu'une pression sur les prix de vente due aux conditions économiques et à la concurrence ;
- Des frais de maintenance informatique plus élevés relatifs au progiciel de gestion intégré, notamment relatifs à l'hébergement des serveurs pendant la période de transition des systèmes.

EXERCICE

La marge du BAIIA ajusté de l'exercice 2011 se chiffre à 6,2% en baisse de 0,1% par rapport à celle de l'exercice 2010.

Cette diminution est principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux énumérés dans le trimestre. La contribution des récentes acquisitions ayant eu, toute proportion gardée, un impact plus grand sur le trimestre que sur l'exercice.

De plus, l'exercice a été impacté négativement par l'augmentation du prix de l'énergie qui a engendré une hausse des dépenses de livraison et des services publics. La mise en place de mesures correctives au cours de l'exercice, telle que la réorganisation des routes de livraison, a permis de résorber cet impact négatif au cours du quatrième trimestre.

ANALYSE DES AUTRES POSTES ET DONNÉES RELATIVES AUX RÉSULTATS CONSOLIDÉS

GAIN NET SUR LA CESSION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers de \$US)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2011	2010	2011	2010
Gain net sur la cession d'immobilisations corporelles	–	–	1 728	–

Au cours du premier trimestre, la Société a procédé à la disposition de deux immeubles. Le gain net résultant de ces transactions est présenté de façon distincte à l'état des résultats consolidés.

FRAIS CONNEXES À DES ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

(en milliers de \$US)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2011	2010	2011	2010
Frais connexes à des acquisitions d'entreprises	301	–	3 277	–

QUATRIÈME TRIMESTRE

Les frais enregistrés au quatrième trimestre sont relatifs à l'acquisition, à la fin octobre, de certains actifs de Parts Depot situés en Floride.

EXERCICE

En plus d'inclure les frais relativement à l'acquisition de certains actifs de Parts Depot, les frais de l'exercice incluent également les frais relatifs à l'acquisition de FinishMaster™ effectuée en début d'année.

Selon les IFRS, ces frais sont maintenant enregistrés directement aux résultats, alors que selon l'ancien référentiel comptable, ils étaient considérés comme un écart d'acquisition. Ces frais sont présentés de façon distincte à l'état des résultats consolidés (*Pour plus d'information à cet effet, voir les notes 3 et 8 aux États financiers consolidés*).

CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

(en milliers de \$US)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2011	2010	2011	2010
Charges financières, montant net	4 559	2 245	17 283	6 948

QUATRIÈME TRIMESTRE

L'augmentation des charges financières du quatrième trimestre 2011 comparativement au trimestre correspondant de 2010 est principalement attribuable au financement des acquisitions de FinishMaster™ et de Parts Depot.

La hausse des taux d'intérêts, suite au renouvellement de l'entente bancaire, a également eu un impact défavorable.

(Pour plus de détails à cet effet voir la note 6 aux États financiers consolidés)

EXERCICE

L'augmentation des charges financières pour l'exercice 2011 comparativement à l'exercice 2010 est essentiellement attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés pour le trimestre.

Ces éléments ont toutefois été quelque peu amoindris par les intérêts capitalisés en regard du développement du système de gestion intégré. La capitalisation des intérêts a cessé au moment du déploiement de la première vague d'implantation en novembre.

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

(en milliers de \$US)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2011	2010	2011	2010
Dotation aux amortissements	5 738	2 701	22 166	12 132

QUATRIÈME TRIMESTRE

L'augmentation de la dotation aux amortissements pour le quatrième trimestre 2011 comparativement au trimestre correspondant de 2010, autant sur immobilisations corporelles qu'incorporelles, est essentiellement attribuable aux actifs nouvellement acquis de FinishMaster™ et Parts Depot.

EXERCICE

L'augmentation de la dotation aux amortissements pour l'exercice 2011 comparativement à l'exercice 2010 s'explique essentiellement de la même façon que le trimestre.

Par ailleurs, la Société a procédé aux tests de dépréciation des « écarts d'acquisition » et des « immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée » en date du 1^{er} octobre 2011, et il y a été déterminé qu'il n'y avait pas de perte de valeur à constater.

(Pour plus de détails sur la dotation aux amortissements ainsi que sur les tests de dépréciation, voir la section 13 du rapport de gestion « Utilisation d'estimations » ainsi que les notes 3 et 7 aux États financiers consolidés)

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

(en milliers de \$US,
sauf les pourcentages)

	Quatrième trimestre		Exercice	
	2011	2010	2011	2010
Impôts sur le résultat	(896)	(886)	8 290	11 210
<i>Taux d'impôt sur le résultat effectif</i>	(8,3%)	(9,6%)	12,9%	20,0%

QUATRIÈME TRIMESTRE

Le quatrième trimestre enregistre un revenu d'impôts conséquemment au fait que le résultat de la structure de financement se matérialise de façon linéaire, contrairement au résultat d'opération qui suit une certaine saisonnalité.

La hausse du taux d'impôt effectif pour le quatrième trimestre 2011 comparativement au trimestre correspondant de 2010 s'explique essentiellement par un changement dans la pondération géographique, en partie compensée par la structure de financement mise en place à la fin 2009 qui a été bonifiée en janvier dernier avec l'apport de financement additionnel pour financer l'acquisition de FinishMaster™.

EXERCICE

La diminution du taux d'impôt effectif pour l'exercice 2011 comparativement à l'exercice 2010 s'explique principalement par la structure de financement mise en place à la fin 2009 qui a été bonifiée en janvier dernier avec l'apport de financement additionnel pour financer l'acquisition de FinishMaster™, en partie compensée par un changement dans la pondération géographique.

(Pour plus de détails sur le taux d'impôt, voir la note 12 aux états financiers consolidés)

RÉSULTAT ET RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente une conciliation du résultat ajusté et du résultat par action ajusté.

(en milliers de \$US, sauf les pourcentages et montants par actions)

	Quatrième trimestre			Exercice		
	2011	2010	%	2011	2010	%
Résultat net attribuable aux actionnaires, tel que présenté	11 746	9 326	25,9	56 545	44 180	28,0
Perte provenant d'activités abandonnées	–	914		–	914	
Résultat provenant d'activités poursuivies	11 746	10 240	14,7	56 545	45 094	25,4
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles, net d'impôts	–	–		(1 665)	–	
Frais reliés aux acquisitions d'entreprises, nets d'impôts	161	–		2 535	–	
Éléments non récurrents, nets d'impôts	901	608		3 067	3 442	
Résultat ajusté	12 808	10 848	18,1	60 482	48 536	24,6
Résultat net attribuable aux actionnaires, tel que présenté	0,54	0,47	14,9	2,61	2,24	16,5
Perte par action provenant d'activités abandonnées	–	0,05		–	0,05	
Résultat par action provenant d'activités poursuivies	0,54	0,52	3,8	2,61	2,29	14,0
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles, net d'impôts	–	–		(0,08)	–	
Frais reliés à l'acquisition d'entreprise, nets d'impôts	0,01	–		0,12	–	
Éléments non récurrents, nets d'impôts	0,04	0,03		0,14	0,17	
Résultat par action ajusté	0,59	0,55	7,3	2,79	2,46	13,4
Effet dilutif des débetures convertibles ⁽¹⁾ et des options	–	–		(0,02)	–	
Résultat par action ajusté dilué	0,59	0,55	7,3	2,77	2,46	12,6

(1) Pour plus d'information sur l'effet dilutif des débetures convertibles voir la note 10 aux états financiers consolidés.

7. FLUX DE TRÉSORERIE, STRUCTURE DE FINANCEMENT ET SITUATION FINANCIÈRE

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant démontre la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie disponibles ainsi que son habileté à synchroniser les entrées et les sorties de fonds.

(en milliers de \$US)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2011	2010	2011	2010
BAIIA	21 361	14 180	105 268	75 118
Autres éléments hors caisse	(177)	213	210	814
Intérêts payés	(2 549)	(2 424)	(14 865)	(6 939)
Impôts payés	(199)	(7 038)	(9 158)	(17 123)
Achat de diverses immobilisations corporelles	(2 745)	(1 844)	(10 702)	(8 203)
Flux de trésorerie disponibles	15 691	3 087	70 753	43 667
Augmentation de la dette à long terme	45 559	297	373 033	322
Émission de débentures convertibles, nette des frais	–	–	49 741	–
Émission d'actions, nette des frais	235	–	49 596	89
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	–	506	5 984	1 606
Produit de la cession d'entreprises	–	729	157	2 914
Total des fonds générés au cours de la période	61 485	4 619	549 264	48 598
Clients et autres débiteurs	31 774	8 220	3 640	(9 714)
Stocks	(47 626)	(19 145)	(63 940)	(24 642)
Frais payés d'avance	1 203	(860)	3 827	(2 046)
Créditeurs et charges à payer et provisions	9 547	3 222	22 089	11 883
Éléments du fonds de roulement	(5 102)	(8 563)	(34 384)	(24 519)
Acquisitions d'entreprises (incl. les frais connexes)	(32 907)	–	(258 885)	(4 008)
Remboursement de la dette à long terme	(1 640)	(17)	(198 585)	(90)
Développement d'immobilisations incorporelles	(3 690)	(8 622)	(24 847)	(37 119)
Augmentation (diminution) nette des dettes bancaires	(10 736)	10 658	(10 681)	11 118
Versement de dividendes	(2 590)	(2 177)	(10 270)	(8 858)
Avances à des marchands membres nettes des dépôts	(2 256)	(165)	(8 705)	791
Total des fonds utilisés au cours de la période	(58 921)	(8 886)	(546 357)	(62 685)
Autres	(1 137)	(1 110)	(1 615)	(678)
Trésorerie au début de la période	244	5 756	379	15 144
Trésorerie à la fin de la période	1 671	379	1 671	379

Les plus importants flux de trésorerie sont étroitement liés aux deux principales activités dans lesquelles la Société s'est engagée au cours de l'exercice, soient :

- 1) La croissance par i) l'acquisition de FinishMaster, Inc. et de certains actifs de Parts Depot en Floride, ce qui a requis le renouvellement de l'entente bancaire et ii) l'obtention d'une nouvelle dette à long terme qui a servi en partie au iii) remboursement de la dette à long terme existante. Pour compléter le financement, la Société a également fait iv) l'émission de débentures convertibles et v) l'émission d'actions;
- 2) Le développement et la mise en place d'un progiciel de gestion intégré (Développement d'immobilisations incorporelles).

Voici plus en détail les différents éléments qui ont généré/utilisé des mouvements de trésorerie :

Flux de trésorerie disponibles

La hausse des flux de trésorerie disponibles est principalement attribuable à la performance des opérations de FinishMaster™ qui a surpassé son coût de financement. De plus, la bonification de la structure de financement a permis d'abaisser le taux d'impôt corporatif et par conséquent de réduire les sorties de fonds afférentes.

Nouvelle dette à long terme

Cette dette à long terme résulte de la nouvelle facilité de crédit; le produit net ayant servi au remboursement de l'ancienne facilité de crédit, au financement d'une partie de l'acquisition de FinishMaster™ et de certains actifs de Parts Depot. *(Pour plus d'information sur la facilité de crédit, voir la section « source de financement » et la note 18 aux états financiers consolidés)*

Émission de débentures convertibles et émission d'actions

Afin de compléter son financement pour l'acquisition de FinishMaster™ la Société a émis des débentures convertibles ainsi que procédé à une émission d'actions. *(Pour plus d'information les notes 18 et 20 aux États financiers consolidés)*

Éléments du fonds de roulement

Clients et autres débiteurs : La variation est due essentiellement à la saisonnalité.

Stocks : La hausse des inventaires est due principalement à des achats spéciaux faits en fin d'exercice chez certains fournisseurs afin de profiter de remises ponctuelles, tel qu'en 2010, ainsi que pour faire face à la haute saison et éviter les délais de livraison.

Créditeurs et charges à payer et provisions : L'augmentation des comptes à payer en 2011 est principalement liée aux achats spéciaux précédemment cités ainsi qu'à l'utilisation additionnelle du programme de financement des comptes fournisseurs.

Remboursement de la dette à long terme

En janvier dernier, la société a renégocié toutes ses ententes de crédit et a repayé l'ancienne dette à même le produit d'émission de la nouvelle facilité de crédit.

Acquisition d'entreprises

Correspond principalement à l'acquisition de FinishMaster™ telle qu'annoncée le 11 janvier dernier ainsi qu'à celle de certains actifs de Parts Depot. *(Pour plus de détails à cet effet, voir la note 8 aux états financiers consolidés)*

Développement d'immobilisations incorporelles

Les coûts engagés dans le développement d'immobilisations incorporelles sont presque exclusivement liés au développement du progiciel de gestion intégré. La première vague d'implantation opérationnelle a débuté en novembre.

Achat de divers actifs immobilisés

Ces achats comprennent principalement le renouvellement de la flotte de véhicules, le renouvellement du parc informatique, ainsi que l'équipement nécessaire à l'aménagement d'un nouvel entrepôt.

Versement de dividendes

Le versement de dividendes aux détenteurs d'actions ordinaires, soit 0,12 \$ CAN par action pour le trimestre et 0,48 \$ CAN pour l'exercice.

SOURCES DE FINANCEMENT ET BESOIN DE FONDS

La Société a les outils en main pour supporter financièrement ses initiatives

SOURCES DE FINANCEMENT

FACILITÉ DE CRÉDIT

Le 6 janvier 2011, une nouvelle entente de financement sans garantie ni sûreté, d'une durée de cinq ans, a remplacé les facilités de crédit existantes de la Société. Cette entente a par ailleurs été amendée en octobre, suite à l'acquisition de certains actifs de Parts Depot, afin d'augmenter le montant disponible pour donner à la Société plus de flexibilité. La nouvelle entente possède deux composantes. La première composante est un prêt à terme de 200 000 \$, payable en versements trimestriels croissants et portant intérêt à LIBOR plus 2,3%. La deuxième composante est une facilité de crédit rotative à long terme de 250 000 \$ portant intérêt à taux variable. *(Pour plus d'information sur la facilité de crédit, voir la note 18 aux États financiers consolidés)*

Au 31 décembre, la Société dispose d'un montant disponible de 82 000 \$ en facilité de crédit non encore utilisée (147 000 \$ au 31 décembre 2010).

PROGRAMME DE FINANCEMENT DES COMPTES FOURNISSEURS

La Société bénéficie d'un programme de financement de ses comptes fournisseurs. Selon ce programme, les institutions financières font des paiements accélérés escomptés aux fournisseurs, et la Société, de son côté, effectue le paiement complet à l'institution financière, en fonction des termes prolongés conclus avec les fournisseurs.

Au 31 décembre 2011, ces ententes permettent à la Société de reporter 55 357 \$ (41 523 \$ au 31 décembre 2010) de déboursés pour lesquels les termes de paiements ont été prolongés. Ces montants sont présentés dans les créditeurs et charges à payer et provisions réguliers à l'état de la situation financière consolidée. Ce programme est disponible à demande et peut-être modifié par l'une ou l'autre des parties. Au 31 décembre 2011, la Société a une limite autorisée de 75 000 \$ pour ce programme.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Pour financer une partie de l'acquisition de FinishMaster™ la Société a émis des débentures convertibles subordonnées, non garanties, portant intérêt à un taux annuel de 5,9%. Les débentures sont convertibles au gré du détenteur à un taux de conversion de 41,76 \$CAN par action. *(Pour plus d'information sur les débentures convertibles, voir la note 18 aux États financiers consolidés)*

INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de taux d'intérêt auquel l'expose sa dette. Elle n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ou de spéculation. En 2008, la Société s'est engagée dans divers contrats de swap de taux d'intérêts dans le cadre de son programme de gestion des taux d'intérêts variables de sa dette et du coût d'emprunt global correspondant. Ces contrats, au montant nominal de 120 000 \$, portent intérêts à un taux moyen de 3,68% et viennent à échéance en une série de trois tranches égales de 40 000 \$. La première tranche de 40 000 \$ est venue à échéance en 2011; les deux tranches restantes venant à échéance en 2012 et 2013 respectivement. *(Pour plus d'information sur les instruments financiers, voir la note 27 aux États financiers consolidés)*

Par ailleurs, en novembre, la Société a conclu de nouveaux contrats de swap de taux d'intérêts, effectifs à compter du 4 janvier 2012, pour une valeur nominale totale de 80 000 \$, portant intérêts à un taux moyen de 0,97 % et venant à échéance en 2016.

Le tableau suivant présente un sommaire des swaps de taux d'intérêts contractés avec leurs échéances respectives :

Montant nominal à la signature	Montant au 31 décembre 2011	Taux fixe moyen	Échéance				
			2012	2013	2014	2015	2016
120 000	80 000	3,68 %	40 000	40 000	–	–	–
80 000	80 000	0,97 %	–	–	–	–	80 000
200 000	160 000		40 000	40 000	–	–	80 000

BESOINS DE FONDS

Avec sa capacité à générer des liquidités et les facilités de crédit en main, la Société dispose des fonds nécessaires pour couvrir ses divers besoins de fonds requis dans le cadre de ses opérations régulières, dont principalement :

	Exercice 2012
L'achat de divers actifs immobilisés, dont principalement le développement du matériel informatique et la modernisation du parc de véhicules aux États-Unis	30 000 \$
Le paiement de la portion court terme de la dette à long terme	16 000 \$
Le paiement des dividendes, selon sa politique	11 000 \$
L'implantation d'un progiciel de gestion intégré	7 000 \$
Ainsi que le paiement de ses diverses obligations opérationnelles et contractuelles	

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles et les paiements estimés futurs d'intérêts des passifs financiers au 31 décembre 2011 :

(en milliers de \$US)	Montant nominal	Échéance de moins d'un an	1 an à 3 ans	Plus de 3 ans
Instruments financiers non dérivés				
Dettes bancaires	497	514	–	–
Créditeurs et charges à payer et provisions	301 415	301 415	–	–
Dividendes à payer	2 552	2 552	–	–
Dette à long terme	352 873	25 872	84 934	291 855
Débetures convertibles	47 225	3 000	9 001	52 355
Intérêts	2 333	2 333	–	–
Dépôts de garantie des marchands membres	7 897	300	158	7 877
	714 792	335 986	94 093	352 087
Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture	2 505	2 283	645	–
	717 297	338 269	94 738	352 087

STRUCTURE DE CAPITAL

Flexibilité et rendement pour les actionnaires

La stratégie de gestion de capital de la Société permet d'optimiser la structure de capital de façon à la rendre la plus flexible possible afin de pouvoir profiter des opportunités stratégiques qui se présentent tout en minimisant les coûts y afférents et en maximisant le rendement pour les actionnaires. La Société adapte la gestion du capital en fonction de la variation de la conjoncture économique et des risques liés aux actifs sous-jacents.

ENDETTEMENT

La Société cherche à maintenir les objectifs suivants :

- Un ratio d'endettement total net (de la trésorerie) sur le capital investi total inférieur à 45% ;
- Un ratio de la dette à long terme sur l'avoir des actionnaires total inférieur à 125% ;
- Un ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA maximum de 3,5.

Ces ratios ne représentent pas les calculs exigés pour le respect des engagements bancaires, mais ceux que la Société juge pertinents de maintenir afin de s'assurer de la flexibilité de sa structure de capital. Toutefois, aux fins de conformité, la Société réévalue régulièrement les exigences de son crédit bancaire afin de s'assurer qu'elles soient respectées.

Au 31 décembre 2011, la Société rencontre toutes les exigences requises. (*Pour plus de détails sur la gestion du capital, voir la note 26 des États financiers consolidés*)

(en milliers de \$US, sauf les pourcentages)	Objectif	31 déc. 2011	31 déc. 2010
Dette à long terme		360 770	178 602
Endettement total net		359 596	189 678
Avoir des actionnaires total		472 557	381 969
<i>Ratio d'endettement total net sur le capital investi</i>	<i>Inférieur à 45 %</i>	40,9 %	33,2 %
<i>Ratio de la dette à long terme sur l'avoir des actionnaires total</i>	<i>Inférieur à 125 %</i>	69,4 %	46,8 %
<i>Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA</i>	<i>Maximum 3,5</i>	3,31	2,53

La variation des ratios d'endettement est directement attribuable aux facteurs suivants :

Une hausse de l'endettement suite au financement de l'acquisition de FinishMaster™ et de certains actifs de Parts Depot et à la hausse du fond de roulement, en partie compensée par une hausse des capitaux propres suite aux émissions de débetures convertibles et d'actions afin de compléter le financement.

CAPITAUX PROPRES

Selon sa politique de gestion du capital, la Société cherche à atteindre les rendements suivants :

- Un rendement sur l'avoir des actionnaires total moyen de 9% supérieur au taux d'intérêt sans risque ;
- Un dividende correspondant à environ 20% du résultat net de l'année précédente.

Rendement sur avoir des actionnaires total moyen

Le rendement sur l'avoir des actionnaires total moyen de 2011 est demeuré inchangé par rapport à 2010, soit 12,5 % ; les résultats provenant de FinishMaster™ ayant été suffisant pour compenser le coût de financement additionnel et la hausse de l'avoir des actionnaires total générée par l'émission d'actions nécessaire à son acquisition.

RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL-ACTIONS

(en milliers d'actions)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2011	2010	2011	2010
Nombre d'actions en circulation	21 637	19 708	21 637	19 708
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	21 653	19 708	21 646	19 717

En date du 8 mars 2012, la Société a en circulation 21 636 267 actions et des options non exercées portant sur 61 769 actions. *(De l'information supplémentaire sur le régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés cadres et des membres de la direction en date du 31 décembre 2011 est présentée à la note 20 aux états financiers consolidés contenue dans le rapport annuel.)*

Émission d'actions

Pour compléter le financement de l'acquisition de Finishmaster, Inc., la Société a procédé à l'émission de 1 983 750 actions ordinaires. L'impact monétaire sur le capital action a été une augmentation de 49 980 \$ représentant un produit d'émission de 49 361 \$ net de frais de transactions et de 619 \$ d'économie d'impôt différé relié aux frais d'émission d'actions.

Offre publique de rachat dans le cours normal

Pour la période terminée le 31 décembre 2011, la Société a racheté 70 800 actions ordinaires pour une contrepartie en espèces de 1 855 \$ incluant une prime de 1 481 \$ appliquée contre le résultat non distribué. En 2010, la Société avait racheté 14 700 actions ordinaires pour une contrepartie en espèces de 366 \$ incluant une prime au rachat d'actions de 330 \$ appliquée contre le résultat non distribué.

Dividendes

La Société a versé 10 270 \$ en dividendes (0,48 \$CAN par action) au cours de l'exercice 2011, comparativement à 8 858 \$ (0,47 \$CAN par action) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010. Cette hausse est attribuable au nombre d'actions en circulation ainsi qu'à l'augmentation du résultat net. Le quatrième dividende trimestriel de 2011 de 0,12 \$CAN par action a été déclaré le 8 novembre 2011 et a été payé le 20 janvier 2012 aux actionnaires inscrits en date du 31 décembre 2011. La Société a par ailleurs déclaré en date du 8 mars 2012 un dividende de 0,13 \$CAN par action, qui sera versé le 20 avril 2012 aux actionnaires inscrits le 31 mars 2012.

SITUATION FINANCIÈRE

Les principales variations des différents postes de l'état de la situation financière consolidée proviennent de l'acquisition de FinishMaster™ et de certains actifs de Parts Depot, ainsi que de la variation du taux de change.

Le tableau suivant présente une analyse des principaux postes qui ont varié à l'état de la situation financière consolidée.

(en milliers de \$US)	31 déc. 2011	31 déc. 2010	Écart	Impact des acquisitions ou cessions d'entreprises	Impact du taux de change	Écart net	Explication des écarts nets
Fonds de roulement excluant la trésorerie, les dettes bancaires et la portion court terme des dettes à long terme	510 366	383 248	127 118	83 301	(1 265)	45 082	L'augmentation s'explique principalement par la hausse des stocks suite aux achats spéciaux faits en fin d'exercice ainsi qu'à la préparation à la haute saison, compensée en partie par l'augmentation de l'utilisation du programme de financement des comptes fournisseurs.
Immobilisations corporelles	43 134	32 472	10 662	11 278	(30)	(586)	S'explique principalement par les acquisitions de véhicules en partie compensées par la cession de deux immeubles ainsi que l'amortissement de la période.
Immobilisations incorporelles	156 958	61 181	95 777	78 302	(367)	17 842	S'explique principalement par le développement du progiciel de gestion intégré.
Écarts d'acquisition	184 734	94 725	90 009	90 681	(672)	–	–
Avantages postérieurs à l'emploi	24 590	15 413	9 177	–	(255)	9 432	La variation est due à la hausse du déficit actuariel.
Dettes à long terme, incluant portion à court terme	353 013	170 879	182 134	158 616	(688)	24 206	L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse du fond de roulement, en partie compensée par les flux de trésoreries générées par l'exploitation.
Débiteures convertibles	47 225	–	47 225	47 495	(1 091)	821	S'explique principalement par l'amortissement des frais de financement comptabilisés en réduction de la dette.
Passif d'impôts différés	34 077	17 830	16 247	12 206	–	4 041	L'augmentation s'explique par les écarts temporaires de l'exercice.
Capital action	88 940	39 099	49 841	49 980	–	(139)	S'explique principalement par le rachat d'actions en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société a encouru des dépenses de loyer de 854 \$ (845 \$ en 2010) au cours du quatrième trimestre et 3 500 \$ (3 304\$ en 2010) pour l'exercice au profit de Clarit Realty, Ltd, une société contrôlée par un membre du conseil d'administration. Ces ententes ont été conclues dans le cours normal des activités de la Société, sont négociées à la valeur d'échange et comportent des durées variables allant jusqu'à 5 ans.

9. RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS

Les résultats trimestriels sont en quelque sorte affectés par la saisonnalité. La Société réalise des profits dans chacun des trimestres, mais historiquement, les deuxième et troisième trimestres ont été plus fertiles en ventes que les premier et quatrième. Il convient de noter que, pour l'année 2011, les résultats incluent les ventes de FinishMaster™ acquis le 11 janvier, auxquelles s'ajoutent les ventes des activités acquises de Parts Depot au quatrième trimestre, affectant par le fait même toute comparaison avec les trimestres de l'exercice antérieur.

Le tableau suivant résume les principales informations financières tirées des états financiers consolidés intermédiaires pour chacun des huit derniers trimestres.

(en milliers de \$US, sauf montant par action et pourcentages)	2011				2010			
	4 ^e trimestre	3 ^e trimestre	2 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	4 ^e trimestre	3 ^e trimestre	2 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
Ventes								
États-Unis	313 169	322 901	324 774	281 435	180 846	204 753	210 348	185 889
Canada	123 481	149 590	149 871	115 349	124 570	130 564	138 836	109 569
	436 650	472 491	474 645	396 784	305 416	335 317	349 184	295 458
BAIIA ajusté	22 732	30 759	33 304	23 139	15 296	25 613	24 750	14 960
Marge du BAIIA ajustée	5,2 %	6,5 %	7,0 %	5,8 %	5,0 %	7,6 %	7,1 %	5,1 %
BAIIA	21 361	29 904	32 303	21 700	14 180	23 542	23 591	13 805
Résultat ajusté provenant d'activités poursuivies	12 808	17 186	19 141	11 347	10 848	14 485	15 266	7 937
Résultat provenant d'activités poursuivies	11 746	16 633	18 504	9 662	10 240	13 152	14 519	7 183
Résultat net	11 746	16 633	18 504	9 662	9 326	13 152	14 519	7 183
Résultat ajusté de base par action provenant d'activités poursuivies	0,59	0,79	0,88	0,53	0,55	0,73	0,77	0,40
Résultat de base par action provenant d'activités poursuivies	0,54	0,77	0,85	0,45	0,52	0,67	0,74	0,36
Résultat net de base par action	0,54	0,77	0,85	0,45	0,47	0,67	0,74	0,36
Résultat net dilué par action	0,54	0,75	0,84	0,45	0,47	0,67	0,74	0,36
Dividende versé par action (\$CAN)	0,120	0,120	0,120	0,117	0,117	0,117	0,117	0,117
Taux de change moyen des résultats	0,98	1,02	1,03	1,01	0,99	0,96	0,97	0,96

10. GESTION DES RISQUES

Uni-Sélect maintient à jour son système d'analyse et de contrôle des risques opérationnels, stratégiques et financiers mis en place au cours des dernières années. Ainsi, la Société gère de façon continue et met en place de nombreuses activités dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux mentionnés ci-dessous.

Risques liés à l'industrie et au contexte économique

Le marché de la distribution de pièces de remplacement et accessoires pour véhicules moteurs est en partie tributaire du contexte économique, de l'ampleur du parc automobile, de son utilisation et de l'accès à la technologie. D'autres facteurs plus structurants tels l'inflation, le prix du carburant, la variation des taux de change et des taux d'intérêts peuvent également avoir un impact sur les résultats de la Société.

Conjoncture économique

La conjoncture économique a un impact modéré sur les ventes de pièces de remplacement pour automobiles et l'exploitation de la Société. En effet, bien qu'elle en soit en partie tributaire, l'industrie des pièces de remplacement est beaucoup moins affectée par la situation économique actuelle que ne l'est celle de la vente de véhicules neufs, puisque la décision d'effectuer une réparation à un véhicule est moins discrétionnaire et moins onéreuse que celle d'acheter un nouveau véhicule. De plus, environ 52 % du chiffre d'affaires de Uni-Sélect provient de la vente de pièces de remplacement cruciales au bon fonctionnement des véhicules moteurs et par conséquent moins aléatoire que la vente d'accessoires par exemple.

Croissance du parc automobile

Même si la croissance du parc nord-américain de véhicules est relativement modeste, la réduction des ventes de véhicules neufs, en 2008 et 2009, a entraîné un vieillissement du parc automobile, engendrant une augmentation de la demande de pièces de remplacement.

L'industrie de l'après-marché partage certains fournisseurs avec les manufacturiers automobiles de sorte que le ralentissement de la demande pour les véhicules neufs et les fermetures d'usine de montage de véhicules en Amérique du Nord pourraient affecter négativement la santé financière de ces fournisseurs. Afin de réduire ce risque, la Société passe en revue les résultats financiers de ses principaux fournisseurs et revoit régulièrement la diversification de ses sources d'approvisionnement.

La multiplication des modèles de véhicules au cours des dernières années et leur durée de vie plus longue entraînent une prolifération du nombre de pièces, ce qui impose des contraintes financières aux distributeurs et aux marchands qui doivent maintenir un plus large éventail de pièces pour assurer une disponibilité adéquate. Ce facteur est en partie atténué par le fait que les manufacturiers intègrent aux véhicules un contenu technologique de plus en plus sophistiqué, faisant en sorte que chaque pièce remplit plus de rôles et coûte plus cher à réparer, ce qui est favorable à l'industrie des pièces de remplacement.

L'accroissement du nombre de véhicules de marques étrangères dans le parc nord-américain est également à l'origine de la multiplication des modèles et la prolifération des pièces. Cette situation, conjuguée à la complexité technologique et au contenu électronique plus important dans les véhicules favorise les concessionnaires automobiles lorsque les consommateurs font le choix d'un fournisseur de services pour l'entretien de leur véhicule. En contrepartie, toute rationalisation au chapitre des concessionnaires pourrait entraîner un déplacement de l'entretien et des réparations vers le réseau d'après-marché.

Distribution par les fabricants directement aux consommateurs

Les activités de distribution de peinture sont tributaires de l'approvisionnement en produits par la Société de quelques grands fournisseurs. Rien ne garantit que ces fournisseurs approvisionnent la Société en peinture à des conditions favorables dans l'avenir. Il est possible que ces fournisseurs distribuent leurs produits directement aux clients de la Société, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur la rentabilité de l'entreprise. Afin de réduire ce risque, Uni-Sélect maintient des relations d'affaires harmonieuses avec les grands fabricants de peinture et offre des programmes de fidélisation à ses clients carrossiers, créant ainsi de la valeur pour ces derniers.

Produits

Uni-Sélect distribue en premier lieu des pièces et des produits de manufacturiers nord-américains reconnus et bien établis. Ces manufacturiers assument en général la responsabilité pouvant découler des produits défectueux, mal conçus ou non-conformes à l'usage auquel ils sont destinés. Uni-Sélect importe, dans une moindre mesure, divers produits et pièces de sources étrangères; en ce qui concerne ces pièces, le succès d'un éventuel recours contre un fournisseur ou un manufacturier est aléatoire. La Société bénéficie d'assurances responsabilités.

De plus, la logistique du transport entre le pays d'origine et les marchés desservis augmente les risques de rupture de stocks.

Technologie

Le développement technologique continu des dernières années impose aux distributeurs et aux grossistes d'offrir un perfectionnement continu à leur personnel ainsi que l'accès à de nouveaux outils de diagnostic. Uni-Sélect gère l'impact potentiel de ces tendances par l'ampleur et la qualité des programmes de formation et de support qu'elle offre aux grossistes indépendants, à leur personnel et à leurs clients. Elle offre à ses clients un accès à des technologies modernes et performantes en matière de gestion des données, gestion d'entrepôts et de télécommunication.

Inflation

En ce qui a trait à l'inflation, la direction estime qu'elle a un impact négligeable sur les résultats de la Société, étant donné que l'augmentation du prix des marchandises imposée par les manufacturiers est transmise aux consommateurs. Cependant, une inflation faible ou une déflation de la valeur des pièces de rechange sur le marché peuvent avoir une incidence négative sur la rentabilité de ses centres de distribution. Afin de réduire le risque de déflation de la valeur des pièces en inventaire, la Société a des ententes de compensation avec la majorité de ses fournisseurs.

Prix du carburant

Il existe un lien direct entre le prix du pétrole et le kilométrage parcouru, de même qu'il existe un lien direct entre le kilométrage parcouru et le taux d'usure et de réparation des véhicules. Le prix du carburant a également un effet sur les coûts de livraison de la Société aux États-Unis.

Taux de change

La fluctuation du taux de change entre les devises canadienne et américaine peut avoir un impact sur la valeur des ventes consolidées en dollars américains de la Société et sur sa rentabilité. L'impact potentiel sur sa rentabilité est diminué du fait que la Société bénéficie, en quelque sorte, d'une protection naturelle de par la répartition de ses ventes et de ses achats entre les deux devises. La plus récente analyse de la Société démontre qu'une variation de 0,01 \$ du dollar canadien par rapport au dollar américain, aurait un impact de 0,014 \$ par action sur les résultats de la Société. Cet impact est strictement de nature comptable et n'affecte en rien les flux monétaires.

Taux d'intérêt

L'importance des flux de trésorerie générés par l'exploitation et la contribution annualisée des activités acquises aux résultats année après année, mettent la Société relativement à l'abri des risques associés à une hausse prononcée des taux d'intérêt. La Société a contracté des contrats en vue d'échanger les taux variables sur 160 000 \$ de dettes contre des taux fixes. Toute chose étant égale par ailleurs, une variation favorable ou défavorable de 0,25 % du taux de base aurait un impact d'environ 0,015 \$ par action sur les résultats.

Risques environnementaux

L'activité de distribution de peinture comporte certains risques environnementaux. L'endommagement ou la destruction des entrepôts, spécialisés dans l'entreposage de ces produits, notamment par un incendie, entraînant un rejet ou un déversement de peinture pourrait avoir des conséquences environnementales par la pollution de l'air ou des sols, entre autres. Ces entrepôts spécialisés sont en général bien pourvus d'équipement visant à réduire ces risques, notamment de systèmes de gicleurs de pointe et de bassins de rétention en cas de déversement accidentel.

Risques liés au modèle d'affaires et à la stratégie d'Uni-sélect

Dans le marché des pièces de remplacement pour véhicules, le modèle d'affaires d'Uni-Sélect, qui consiste à desservir principalement des grossistes indépendants (plutôt qu'un réseau de succursales corporatives), impose à la Société des exigences particulières afin d'assurer la loyauté et la pérennité de son réseau de clients. C'est pourquoi l'approche fondamentale de la Société est de favoriser la croissance, la compétitivité et la rentabilité de ses grossistes indépendants au moyen d'une solution d'affaires totale incluant des bonnes conditions d'achat, une gestion proactive de la sélection de produits, des services de distribution d'une grande efficacité, des programmes marketing novateurs et une série de services de support, dont en formation et en financement. Dans le contexte de consolidation de l'industrie, qui se fait aussi au niveau des grossistes, la Société a développé des programmes visant à faciliter l'expansion par acquisition de ces derniers.

D'autre part, face au vieillissement des propriétaires de magasins de pièces de remplacement, Uni-Sélect a aussi mis en place des programmes de succession permettant aux grossistes désireux de prendre leur retraite de vendre leur commerce à un membre de leur famille, à un employé ou à un autre client du réseau Uni-Sélect. Le cas échéant, Uni-Sélect peut décider de racheter le commerce de ce grossiste afin de protéger son réseau de distribution.

La stratégie de croissance par acquisition de la Société, surtout aux États-Unis, comporte sa part de risques. Uni-Sélect a développé une expertise à ce chapitre, ayant mené à bien l'acquisition et l'intégration de plusieurs dizaines d'entreprises au cours des cinq dernières années seulement, incluant les deux plus importantes acquisitions de son histoire. Pour limiter son risque, la Société poursuit notamment une stratégie d'acquisition ciblée et sélective, applique des procédures de vérification diligente sévère et conçoit des plans d'intégration détaillés. Finalement, Uni-Sélect dispose d'une équipe multidisciplinaire afin de bien évaluer et gérer les risques particuliers des marchés où elle s'implante, en particulier aux États-Unis.

Les systèmes d'opérations et systèmes financiers

La stratégie de croissance par acquisition de la Société a entraîné la multiplication de systèmes opérationnels aux États-Unis. Au cours des derniers exercices, la Société a été en mesure d'intégrer toutes ses acquisitions dans le système financier principal mais a dû maintenir les systèmes opérationnels établissant les interfaces requises dans les circonstances.

Afin de poursuivre sa croissance, la direction a sélectionné en 2009 le logiciel SAP et a procédé avec succès au déploiement du module financier en juillet 2010. Au cours de l'exercice 2011, la Société a procédé avec succès au déploiement, dans 7 centres de distribution et 21 magasins, des modules opérationnels. En 2012 et 2013, la Société poursuivra le déploiement de son progiciel intégré de gestion de façon graduelle et ordonnée.

En plus de faciliter la gestion de toutes les facettes de l'organisation, ce système consolidera plusieurs applications opérationnelles et financières ainsi que leurs interfaces et ajoutera plusieurs contrôles automatisés qui font présentement l'objet de contrôles compensatoires. Enfin la standardisation des processus facilitera la gestion quotidienne des opérations.

La phase de développement ayant été complétée en 2011, seul un risque d'implantation persiste. L'incapacité à poursuivre le déploiement et intégrer ces systèmes dans un délai raisonnable pourrait nuire à la capacité de la Société d'atteindre les résultats financiers escomptés.

Ressources humaines

Durant cette période active en changement, Uni-Sélect doit attirer, former et retenir un grand nombre d'employés compétents, tout en contrôlant la masse salariale. Les coûts de main-d'œuvre sont sujets à de nombreux facteurs externes, tel que les taux de rémunération et de bénéfices marginaux et la disponibilité de ressources compétentes localement et en temps opportun. L'incapacité à attirer, former et retenir des employés pourrait avoir un impact sur la capacité de croissance et la performance financière de la Société.

11. VISION 2012

La mission d'Uni-Sélect ainsi que sa vision restent inchangées en 2012.

Au cours du prochain exercice, la Société continuera de mettre l'emphase sur les éléments suivants :

- Maintenir les efforts afin d'accroître le rendement des opérations existantes par le biais d'une croissance des ventes, l'amélioration de la productivité et des conditions d'achats et le contrôle des coûts ;
- Continuer l'intégration des activités de FinishMaster™ ainsi que de celles reliés aux actifs nouvellement acquis de Parts Depot ; et,
- Poursuivre le déploiement ordonné du nouveau progiciel de gestion intégré.

La direction est confiante de continuer à améliorer sa profitabilité. Cet accroissement combiné à une saine gestion des actifs et du fonds de roulement entrainera une réduction de la dette au niveau auquel nous avons habitué nos investisseurs et actionnaires.

12. UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AU JUGEMENT

Pour dresser ses états financiers conformément aux IFRS, la direction de la Société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers consolidés alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents si les estimations étaient modifiées.

Les renseignements concernant les plus importants jugements, estimations et hypothèses des états financiers de la Société sont présentés aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés, dont les principaux sont décrits dans le texte qui suit.

Écarts d'acquisition et marques de commerce non amortissables

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût d'acquisition d'entreprises sur le montant net des valeurs attribuées aux éléments de l'actif acquis et du passif pris en charge. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils ont subi une dépréciation. Le test de dépréciation consiste en une comparaison de la juste valeur des unités génératrice de trésorerie « UGT » de la Société avec leur valeur comptable. Lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa juste valeur, la Société compare la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'UGT à sa valeur comptable. Une perte de valeur est constatée aux résultats pour un montant égal à l'excédent. La juste valeur d'une UGT est calculée en fonction de l'évaluation des flux de trésorerie actualisés. Selon les résultats du dernier test de dépréciation effectué par la Société au cours du quatrième trimestre de 2011 et compte tenu des diverses hypothèses et estimations utilisées, cette dernière a conclu qu'aucune perte de valeur n'existait.

Les marques de commerce non amortissables sont également soumises à un test de dépréciation sur une base annuelle, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable ne sera peut-être pas recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable de l'actif dépasse la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif. Le montant de la perte est quantifié en comparant la valeur comptable de l'actif et sa juste valeur. La juste valeur est calculée en fonction des flux de trésorerie actualisés. Selon les résultats du dernier test de dépréciation effectué par la Société et compte tenu des diverses hypothèses et estimations utilisées, cette dernière a conclu qu'aucune perte de valeur n'existait.

Autres actifs à long terme

Les autres actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque les événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur comptable des autres actifs à long terme n'est pas recouvrable si elle excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de l'actif. Dans un tel cas, une perte de valeur doit être constatée et correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif à long terme sur sa juste valeur.

Provision pour stocks excédentaires ou désuets

Les stocks sont évalués au moindre des éléments suivants : la valeur de réalisation nette ou le coût calculé selon la méthode du premier entré, premier sorti. La Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans l'état de la situation financière consolidé. La direction doit faire des estimations et porter des jugements au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

Impôts sur le résultat

La Société détermine au meilleur de sa connaissance ses impôts exigibles et différés. Dans le cours normal des affaires, il existe de nombreux facteurs pouvant avoir des répercussions sur le taux d'imposition effectif puisque les conséquences fiscales de certaines transactions et de certains calculs demeurent incertaines. En tout temps, la Société peut faire l'objet d'une vérification par les différentes

autorités fiscales de chacune des juridictions dans lesquelles elle mène ses activités. Un certain nombre d'années peuvent s'écouler avant qu'une question particulière pour laquelle la Société a établi une provision fasse l'objet d'une vérification et qu'elle soit résolue. Le nombre d'années durant lesquelles une vérification fiscale est en cours dépend de la juridiction fiscale. La direction est d'avis que ses estimations sont raisonnables et reflètent le dénouement le plus probable des éventualités fiscales connues, bien que leur résolution finale soit difficile à prévoir. Si le résultat d'une vérification fiscale concluait à un traitement différent de celui utilisé par la direction, la provision pourrait devoir être rajustée.

Avantages sociaux futurs

Le coût des régimes de retraite et l'obligation au titre des prestations de retraite définies sont déterminés par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode est fondée sur les hypothèses économiques et démographiques les plus probables selon la direction concernant le rendement prévu à long terme des actifs des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des participants. L'utilisation d'hypothèses différentes pourrait générer des valeurs comptables différentes pour les prestations définies et ainsi affecter la charge au titre des régimes à prestations déterminées.

Remises de fournisseurs

Uni-Sélect négocie des ententes d'approvisionnement avec ses fournisseurs qui prévoient le paiement de rabais liés au volume d'achats effectués. Conséquemment, les ententes d'approvisionnement entre Uni-Sélect et ses clients canadiens et certains clients américains comprennent aussi le paiement de rabais liés au volume d'achats de ces clients. Les ententes d'approvisionnement avec les fournisseurs sont revues périodiquement et les niveaux des rabais peuvent être ajustés selon les conditions de marché qui prévalent. Uni-Sélect modifie aussi périodiquement les niveaux de rabais consentis à ses clients selon les conditions de marché pour le type de produit concerné. Uni-Sélect comptabilise les rabais accordés à ses clients en diminution de ses revenus. Les rabais gagnés des fournisseurs sont comptabilisés en diminution du coût des ventes. Le rabais net applicable à un type de produit est déduit de l'évaluation des stocks en fin de période.

13. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) sont en application depuis le 1^{er} janvier 2011 et remplacent les normes canadiennes. Cette mise en application a été rendue obligatoire pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, suite à l'annonce du Conseil des normes comptables de l'ICCA en février 2008. Les IFRS sont établies par le Conseil des normes comptables internationales

Les différentes prises de positions et impacts ont été discutés dans le rapport de gestion du 31 décembre 2010 qui se trouve sur le site SEDAR à l'adresse : www.sedar.com. Toutefois, suite à la complétion du travail d'analyse, certaines modifications ont été apportées (*pour plus de détails à cet effet, voir la note 30 aux États financiers consolidés*). Les états financiers de l'exercice précédent ainsi que l'état de la situation financière consolidée d'ouverture en date du 1^{er} janvier 2010 ont été redressés.

À la note 30 aux états financiers consolidés, la Société présente les choix qu'elle a fait en regard de l'IFRS 1 « Première adoption des Normes internationales d'information financière », laquelle permet certaines exemptions. Dans cette note, la Société présente également la réconciliation des PCGR Canadiens aux IFRS des états de la situation financière et de l'équité aux 1^{er} janvier 2010 et 31 décembre 2010, ainsi que les résultats et le résultat global pour la période se terminant le 31 décembre 2010.

14. CONVENTIONS COMPTABLES FUTURES

États financiers consolidés

En mai 2011, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié la norme IFRS 10 « États financiers consolidés ». Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables par son implication avec l'entreprise détenue et a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc » et des parties de IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ».

Coentreprises

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 11 « Coentreprises » qui remplace l'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et la SIC-13 « Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte surtout sur les droits et les obligations inhérents à une coentreprise, plutôt que sur la forme légale, comme c'est actuellement le cas pour l'IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation pour les participations dans des coentreprises en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. La Société utilise à l'heure actuelle la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais devra appliquer la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon la méthode de mise en équivalence, la quote-part de la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur une ligne, respectivement dans l'état de la situation financière consolidée, l'état du résultat et l'état du résultat global consolidé.

Divulgence des participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 12 « Divulgence des participations dans d'autres entités ». IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les activités hors bilan. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également d'importantes exigences de divulgation supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations de la Société dans d'autres entités.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». IFRS 13 est une norme globale, ayant un effet sur toutes les normes IFRS qui traite d'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date d'évaluation. Elle établit également des divulgations sur l'évaluation de la juste valeur. Selon les normes IFRS en vigueur, les lignes directrices sur l'évaluation et la divulgation de la juste valeur sont réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui, dans des nombreux cas, ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou des divulgations cohérentes.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a publié un amendement à l'IAS 19 « Avantages du personnel », relatif à la comptabilisation des régimes à prestations définies et aux indemnités de fin de contrat de travail. Cet amendement élimine certaines options de présentation actuellement permises en vertu de l'IAS 19 et exige la présentation de divulgations supplémentaires concernant les risques découlant des régimes à prestations définies.

Toutes les normes ci-haut doivent être appliquées pour les périodes comptables commençant le ou après le 1^{er} janvier 2013, mais l'adoption anticipée est autorisée. La Société n'a pas encore évalué l'impact de ces normes ou déterminé si elle les adoptera de façon anticipée.

Instruments financiers – Présentation

L'IASB a publié un amendement à l'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation », portant sur la signification du terme « actuellement titulaire d'un droit de compensation opposable » et l'application de réalisation et de règlement simultanés, pour appliquer les exigences de compensation. Cette norme est applicable pour les périodes comptables commençant le ou après le 1^{er} janvier 2014. La Société n'a pas encore évalué l'impact de cette norme.

Instruments financiers

IFRS 9 a été publiée en novembre 2009. La norme décrit le classement et l'évaluation des actifs financiers et remplace les modèles d'évaluation de l'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » pour les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte comptant seulement deux catégories : coût amorti et juste valeur par le biais du résultat net.

IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres et ces instruments sont soit comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net soit à la juste valeur par le biais du résultat global. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat global, les dividendes, dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un retour sur l'investissement, sont comptabilisés au résultat net ; toutefois, les autres profits ou pertes (incluant les pertes de valeur) liés à ces instruments sont laissés indéfiniment au cumul des autres éléments du résultat global.

En décembre 2011, la date applicable pour cette norme a été amendée pour les périodes comptables ouvertes à compter du ou après le 1^{er} janvier 2015, avec l'adoption anticipée autorisée. La Société n'a pas encore évalué l'impact de cette norme ou déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

Instruments financiers – Informations à fournir

L'IASB a publié un amendement à l'IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » exigeant la présentation de divulgations supplémentaires concernant le transfert d'actifs financiers. Cet amendement s'applique aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2011.

L'IASB a publié un amendement à l'IFRS 7, exigeant des divulgations sur tous les instruments financiers comptabilisés qui sont compensés selon les directives de l'IAS 32 ou qui sont sujet aux accords généraux applicables de compensation. Cet amendement s'applique pour les périodes comptables ouvertes à compter du ou après le 1^{er} janvier 2013.

La Société n'a pas encore évalué l'impact de cette norme.

Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a publié un amendement à l'IAS 1 « Présentation des états financiers ». L'amendement prévoit que les autres éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés dans le résultat net au cours de périodes subséquentes soient regroupées séparément des éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net au cours de périodes subséquentes. Cet amendement s'applique aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2012.

15. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À LA CONFORMITÉ AUX IFRS

Le tableau suivant présente les différentes définitions des termes utilisés par la direction qui ne sont pas définis selon les IFRS.

Croissance organique	Cette mesure consiste à quantifier l'augmentation des ventes consolidées pro forma entre deux périodes données, en excluant l'impact des acquisitions, des ventes et fermetures de magasins, des variations du taux de change et, lorsqu'il y a lieu, du nombre différent de journées de facturation. Uni-Sélect utilise cette mesure car elle aide à juger de l'évolution intrinsèque des ventes générées par sa base opérationnelle par rapport au reste du marché. La détermination du taux de croissance organique, qui est fondée sur des constats raisonnables aux yeux de la direction, pourrait différer des taux de croissance organique réels.
BAIIA	Cette mesure représente le résultat avant les postes suivants : gain sur la cession d'immobilisations corporelles, frais connexes à des acquisitions d'entreprises, charges financières, dotation aux amortissements, impôts sur le résultat, pertes provenant d'activités abandonnées et résultats attribuables aux participations sans contrôles. Il s'agit d'un indicateur financier largement accepté de la capacité d'une société à rembourser et à assumer ses dettes. Les investisseurs ne doivent pas le considérer comme un critère remplaçant les ventes ou le résultat net, ni comme un indicateur des résultats d'exploitation ou de flux de trésorerie, ni comme un paramètre de mesure de liquidité mais plutôt comme une information complémentaire.
Marge du BAIIA	Ce ratio correspond au BAIIA divisé par les ventes.
BAIIA ajusté, résultat ajusté et résultat ajusté par action	<p>La Direction utilise le BAIIA ajusté, le résultat ajusté ainsi que le résultat ajusté par action pour évaluer le BAIIA, le résultat net et le résultat par action provenant d'activités poursuivies, compte non tenu de certains ajustements, déduction faite des impôts sur le résultat (pour le résultat ajusté et le résultat ajusté par action), qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société. Selon la Direction, ces mesures sont plus représentatives de la performance opérationnelle de la Société et plus appropriées pour fournir de l'information additionnelle.</p> <p>Ces ajustements correspondent entre autres aux frais non capitalisés liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré, ainsi que les frais de réorganisation du réseau et de fermeture et de cessions de magasins.</p> <p>Le fait d'exclure ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.</p>
Flux de trésorerie disponibles	<p>Cette mesure correspond au BAIIA moins les éléments suivants : les autres éléments hors-caisse selon l'état des flux de trésorerie, les intérêts payés, les impôts payés et les acquisitions d'immobilisations corporelles. Uni-Sélect considère les flux de trésorerie disponibles comme un important indicateur de la solidité financière et du rendement des opérations, car ils révèlent le montant des fonds disponibles pour gérer la croissance du fonds de roulement, payer les dividendes, rembourser la dette, réinvestir dans la Société et profiter des différentes opportunités de marché qui se présentent.</p> <p>Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations dans les éléments du fonds de roulement (dont les clients et autres débiteurs, les stocks et les créditeurs et charges à payer et provisions) et autres fonds générés et utilisés selon l'état des flux de trésorerie. Par conséquent ils ne devraient pas être considérés comme une alternative à l'état des flux de trésorerie consolidé ou comme mesure de liquidité mais comme information additionnelle.</p>
Endettement total net	Cette mesure comprend les dettes bancaires, la dette à long terme et les dépôts de garantie des marchands membres (incluant les portions à court terme), nets de la trésorerie.
Coefficient d'endettement total net sur le capital investi total	Ce coefficient correspond à l'endettement total net divisé par la somme de l'endettement total net, des débentures convertibles et de l'avoir des actionnaires total.
Dettes à long terme / Avoir des actionnaires total	Ce ratio correspond à la somme de la dette à long terme et des dépôts de garantie des marchands membres (incluant les portions à court terme) divisé par la somme des débentures convertibles et de l'avoir des actionnaires total.
Dettes financées par emprunt sur le BAIIA	Ce ratio correspond à l'endettement total net sur le BAIIA.

16. EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Depuis 2008, la direction planifie et effectue une vérification relativement au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs « le règlement 52 109 ». Ces travaux sont effectués selon le cadre de contrôle reconnu COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission).

Les efforts de cet exercice ont porté sur la mise à jour de la documentation et l'évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes à l'égard de l'information financière et ceci, incluant les opérations de FinishMaster™ acquise en janvier 2011.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Uni-Sélect a poursuivi son évaluation continue des contrôles et procédures de communication de l'information conformément aux exigences du Règlement 52-109.

Au 31 décembre 2011, le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information sont efficaces.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Uni-Sélect a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2011 conformément aux exigences du Règlement 52-109. Cette évaluation a permis au président et chef de la direction et au vice-président et chef de la direction financière de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information

financière sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers consolidés d'Uni-Sélect ont été établis conformément aux IFRS. Au fil des années, plusieurs contrôles compensatoires ont été ajoutés aux divers contrôles automatisés des systèmes en place afin de palier aux risques que pourraient engendrer les interfaces entre les systèmes, lesquels sont en processus de changement.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, aucun changement important aux contrôles internes à l'égard de l'information financière n'a été fait qui aurait eu une incidence importante ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante sur ces contrôles.

Le président et chef de la direction,



Richard G. Roy, FCA

Le vice-président et chef de la direction financière,



Denis Mathieu, CA

Approuvé par le Conseil d'administration le 8 mars 2012.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

SOMMAIRE

- 57 RAPPORT DE LA DIRECTION
- 58 RAPPORT DE L'AUDITEUR
INDÉPENDANT
- 59 ÉTATS DES RÉSULTATS
CONSOLIDÉS
- 60 ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL
CONSOLIDÉ
- 61 ÉTATS DES VARIATIONS
DES CAPITAUX PROPRES
CONSOLIDÉS
- 62 ÉTATS DES FLUX
DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS
- 63 ÉTATS DE LA SITUATION
FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
- 64 NOTES COMPLÉMENTAIRES
AUX ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS



RAPPORT DE LA DIRECTION

Relativement aux états financiers consolidés

Les états financiers consolidés d'Uni-Sélect Inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et ont été approuvés par le conseil d'administration le 8 mars 2012.

Uni-Sélect Inc. maintient des systèmes de contrôles internes qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude de l'information financière et la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société.

Le conseil d'administration s'acquitte de sa responsabilité relative aux états financiers consolidés, compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité de vérification. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction et l'auditeur indépendant, a révisé les états financiers consolidés d'Uni-Sélect Inc. et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-inclus ont été audités par l'auditeur indépendant de la Société, Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L., comptables agréés.

Le président et chef de la direction,



Richard G. Roy, FCA

Le vice-président et chef de la direction financière,



Denis Mathieu, CA

Boucherville
Le 8 mars 2012

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de Uni-Sélect Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société Uni-Sélect Inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1^{er} janvier 2010 et les états consolidés des résultats, du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société Uni-Sélect Inc. aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1^{er} janvier 2010 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C.R. L.¹

Montréal
Le 8 mars 2012

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 10019

UNI-SÉLECT INC.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

des exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010
(en milliers de dollars américains, à l'exception des résultats par action)

	Note	2011	2010
		\$	\$
Ventes		1 780 570	1 285 375
Résultat avant les postes suivants :		105 268	75 118
Gain net sur la cession d'immobilisations corporelles		(1 728)	—
Frais connexes à des acquisitions d'entreprises	8	3 277	—
Charges financières, montant net	6	17 283	6 948
Dotations aux amortissements	7	22 166	12 132
Résultat avant impôt sur le résultat		64 270	56 038
Impôt sur le résultat	12		
Exigible		(5 444)	13 837
Différé		13 734	(2 627)
		8 290	11 210
Résultat provenant d'activités poursuivies		55 980	44 828
Perte provenant d'activités abandonnées	9	—	(914)
Résultat net		55 980	43 914
Attribuable aux actionnaires ordinaires		56 545	44 180
Attribuable aux participations sans contrôle		(565)	(266)
		55 980	43 914
Résultat par action	10		
De base			
Résultat provenant d'activités poursuivies		2,61	2,29
Résultat provenant d'activités abandonnées		—	(0,05)
Résultat net		2,61	2,24
Dilué			
Résultat provenant d'activités poursuivies		2,59	2,29
Résultat provenant d'activités abandonnées		—	(0,05)
Résultat net		2,59	2,24
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	10		
De base		21 646	19 717
Dilué		22 871	19 725

Les états des résultats consolidés par nature, tel qu'exigés par les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), sont présentés à la note 29.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

UNI-SÉLECT INC.
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

des exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010
(en milliers de dollars américains)

	Note	2011	2010
		\$	\$
Résultat net		55 980	43 914
Autres éléments du résultat global			
Portion efficace des variations de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (déduction faite des impôts de 254 \$ (935 \$ en 2010)).		(685)	(2 975)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie transférée aux résultats (déduction faite des impôts de 875 \$ (1 070 \$ en 2010)).		2 372	2 974
		1 687	(1)
Gains de change latents sur la conversion des états financiers à la monnaie de présentation.		5 051	382
Gains (Pertes) de change non réalisé(e)s sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères.		(5 222)	7 834
Pertes actuarielles des régime de retraite à prestations définies (déduction faite des impôts de 2 601 \$ (1 184 \$ en 2010)).	22	(7 069)	(3 217)
Autres éléments du résultat global		(5 553)	4 998
Résultat global		50 427	48 912
Attribuable aux actionnaires ordinaires		50 992	49 178
Attribuable aux participations sans contrôle		(565)	(266)
		50 427	48 912

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

UNI-SÉLECT INC.
ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

des exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010
(en milliers de dollars américains)

	Note	Capital- actions	Cumul des autres éléments du résultat global (note 21)	Composante capitaux propres des débentures convertibles et surplus d'apport	Résultats non distribués	Total	Participations sans contrôle	Capitaux propres totaux
Solde au 1^{er} janvier 2010		39 046	(3 515)	298	306 119	341 948	3 256	345 204
Résultat net		—	—	—	44 180	44 180	(266)	43 914
Autres éléments du résultat global		—	8 215	—	(3 217)	4 998	—	4 998
Total du résultat global		—	8 215	—	40 963	49 178	(266)	48 912
<i>Contributions et distributions aux actionnaires</i>								
Émission d'actions	20	89	—	—	—	89	—	89
Rachats d'actions	20	(36)	—	—	(330)	(366)	—	(366)
Dividendes		—	—	—	(8 957)	(8 957)	—	(8 957)
Paiements fondés sur des actions	20	—	—	77	—	77	—	77
		53	—	77	(9 287)	(9 157)	—	(9 157)
<i>Variation des intérêts dans des filiales qui ne résultent pas en une perte de contrôle</i>								
Rachat des participations sans contrôle	8	—	—	—	—	—	(508)	(508)
Écart de conversion sur les participations sans contrôle		—	—	—	—	—	141	141
Solde au 31 décembre 2010		39 099	4 700	375	337 795	381 969	2 623	384 592
Résultat net		—	—	—	56 545	56 545	(565)	55 980
Autres éléments du résultat global		—	1 516	—	(7 069)	(5 553)	—	(5 553)
Total du résultat global		—	1 516	—	49 476	50 992	(565)	50 427
<i>Contributions et distributions aux actionnaires</i>								
Émission d'actions	20	50 215	—	—	—	50 215	—	50 215
Émission de débentures convertibles	18	—	—	1 687	—	1 687	—	1 687
Rachats d'actions	20	(374)	—	—	(1 481)	(1 855)	—	(1 855)
Dividendes		—	—	—	(10 528)	(10 528)	—	(10 528)
Paiements fondés sur des actions	20	—	—	77	—	77	—	77
		49 841	—	1 764	(12 009)	39 596	—	39 596
<i>Variation des intérêts dans des filiales qui ne résultent pas en une perte de contrôle</i>								
Rachat des participations sans contrôle	8	—	—	—	—	—	(1 009)	(1 009)
Écart de conversion sur les participations sans contrôle		—	—	—	—	—	(16)	(16)
Solde au 31 décembre 2011		88 940	6 216	2 139	375 262	472 557	1 033	473 590

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

UNI-SÉLECT INC.
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

des exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010
(en milliers de dollars américains)

	Note	2011	2010
		\$	\$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Résultat provenant d'activités poursuivies		55 980	44 828
Éléments hors caisse			
Dotation aux amortissements	7	22 166	12 132
Impôt sur le résultat		8 290	11 210
Charges financières, montant net	6	17 283	6 948
Gain net sur la cession d'immobilisations corporelles	15	(1 728)	—
Autres éléments hors-caisse		210	814
Variations d'éléments du fonds de roulement	11	(34 384)	(24 519)
Intérêts payés		(14 865)	(6 939)
Impôt sur le résultat payé		(9 158)	(17 123)
Flux de trésorerie liés aux activités poursuivies		43 794	27 351
Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées		—	(2 105)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		43 794	25 246
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'entreprises	8	(255 608)	(4 008)
Rachat de participations sans contrôle	8	(636)	(255)
Produit de la cession d'entreprises	8	157	2 914
Solde de prix d'achat		737	1 557
Placements et avances aux marchands membres		(11 073)	(2 601)
Encaissements d'avances aux marchands membres		2 368	3 392
Acquisition d'immobilisations corporelles		(10 702)	(8 203)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		5 984	1 606
Développement d'immobilisations incorporelles	16	(24 847)	(37 119)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(293 620)	(42 717)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation (Diminution) nette des dettes bancaires		(10 681)	11 118
Augmentation de la dette à long terme		373 033	322
Remboursement sur la dette à long terme		(198 585)	(90)
Dépôts de garantie des marchands membres		147	319
Émission de débentures convertibles, déduction faite des frais d'émission	18	49 741	—
Émission d'actions, déduction faite des frais d'émission	20	49 596	89
Rachats d'actions	20	(1 855)	(366)
Dividendes versés		(10 270)	(8 858)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		251 126	2 534
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie		(8)	172
Augmentation (Diminution) nette de la trésorerie		1 292	(14 765)
Trésorerie au début		379	15 144
Trésorerie à la fin		1 671	379

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

UNI-SÉLECT INC.
ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1^{er} janvier 2010
(en milliers de dollars américains)

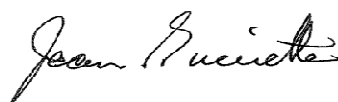
	Note	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
		\$	\$	\$
ACTIF				
Actifs courants				
Trésorerie		1 671	379	15 144
Clients et autres débiteurs	13	198 495	157 219	143 742
Impôts sur le résultat à recevoir		25 234	7 020	3 687
Stocks		579 246	404 336	375 255
Frais payés d'avance		11 358	7 492	6 052
Actifs liés aux activités abandonnées	9	—	—	2 863
Total des actifs courants		816 004	576 446	546 743
Placements et avances aux marchands membres	14	22 149	16 854	16 082
Immobilisations corporelles	15	43 134	32 472	35 075
Immobilisations incorporelles	16	156 958	61 181	29 418
Écarts d'acquisition	16	184 734	94 725	89 777
Actif d'impôts différés	12	24 242	23 849	18 216
TOTAL DE L'ACTIF		1 247 221	805 527	735 311
PASSIF				
Passifs courants				
Dettes bancaires		497	11 455	42
Créditeurs et charges à payer et provisions	17	301 415	190 525	174 947
Dividendes à payer		2 552	2 294	2 195
Versements sur la dette à long terme et sur les dépôts de garantie des marchands membres		15 694	269	385
Passifs liés aux activités abandonnées	9	—	—	1 532
Total des passifs courants		320 158	204 543	179 101
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	22	24 590	15 413	10 464
Dettes à long terme	18	337 319	170 610	170 373
Débetures convertibles	18	47 225	—	—
Dépôts de garantie des marchands membres	19	7 757	7 723	6 963
Instruments financiers dérivés	27	2 505	4 816	4 951
Passif d'impôts différés	12	34 077	17 830	18 255
TOTAL DU PASSIF		773 631	420 935	390 107
CAPITAUX PROPRES				
Capital-actions	20	88 940	39 099	39 046
Surplus d'apport		452	375	298
Composante capitaux propres des débetures convertibles	18	1 687	—	—
Résultats non distribués		375 262	337 795	306 119
Cumul des autres éléments du résultat global	21	6 216	4 700	(3 515)
TOTAL DE L'AVOIR DES ACTIONNAIRES		472 557	381 969	341 948
Participations sans contrôle		1 033	2 623	3 256
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		473 590	384 592	345 204
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		1 247 221	805 527	735 311

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le conseil,



Jean-Louis Dulac
Administrateur



Jean Guénette
Administrateur

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

1 - STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

Uni-Sélect Inc. (« la Compagnie ») est une société domiciliée au Canada et constituée en vertu de la Partie IA de la Loi sur les Sociétés (Québec). La Compagnie est la société-mère ultime d'un groupe d'entreprises comprenant la Compagnie et ses filiales (collectivement désignées la « Société »). La Société est une entreprise de distribution en gros et de commercialisation de pièces de rechange, de peinture, de revêtement et d'accessoires pour véhicules moteurs. Le siège social de la Société est situé au 170, boul. Industriel, Boucherville, Québec, Canada.

Les états financiers consolidés de la Société présentent les activités et la situation financière de la Compagnie et de toutes ses filiales ainsi que la participation de la Société dans des coentreprises.

Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole UNS.

2 - BASE D'ÉTABLISSEMENT

(a) Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ce sont les premiers états financiers annuels consolidés de la Société qui ont été établis conformément aux IFRS et l'IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière » a été appliqué.

La note 30 explique dans quelle mesure la transition aux IFRS a eu une incidence sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie des états financiers consolidés de la Société. Cette note présente un rapprochement des capitaux propres et du résultat global pour les périodes comparatives ainsi que des capitaux propres à la date de transition aux IFRS telle que présentée selon les Principes comptables généralement reconnus du Canada (référentiel comptable antérieur « PCGR Canadiens ») à ceux présentés pour ces exercices et à la date de transition selon les IFRS.

La publication des états financiers consolidés a été approuvée par le conseil d'administration le 8 mars 2012.

(b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis au coût historique sauf pour ce qui est des instruments financiers dérivés qui sont évalués à la juste valeur, des provisions qui sont évaluées selon la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle et les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi qui sont comptabilisés comme le total net des actifs du régime, majoré du coût des services passés non comptabilisés, diminué de la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations définies.

(c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments inclus aux états financiers de chacune des entités de la Société sont mesurés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (« la monnaie fonctionnelle »). Les monnaies fonctionnelles de la Société sont le dollar canadien pour les entités au Canada et le dollar américain pour les entités aux États-Unis. Les états financiers consolidés sont présentés en dollars américains qui représente la monnaie de présentation de la Société. La monnaie de présentation de la Société diffère de la monnaie fonctionnelle de la société-mère, car suite à l'acquisition réalisée au début de l'année 2011, la direction est d'avis que l'utilisation du dollar américain comme monnaie de présentation est plus représentative compte tenu qu'approximativement 70 % des ventes sont désormais générées aux États-Unis.

(d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la direction de la Société a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes complémentaires. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers consolidés alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptable de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants:

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

2 - BASE D'ÉTABLISSEMENT (suite)

Regroupement d'entreprises: À la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprise, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs assumés à leur juste valeur basé sur les estimés des flux de trésorerie futurs actualisés. La valeur comptabilisée des écarts d'acquisition est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur des écarts d'acquisition à la date d'acquisition ou le résultat net des années subséquentes. Voir la note 8 pour les renseignements sur les regroupement d'entreprises complétés durant les deux derniers exercices.

Constatation des ventes: Des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, garanties et remises sur ventes et rabais volumes. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Évaluation des stocks: La Société utilise des estimations pour déterminer la valeur de réalisation nette des stocks en considérant la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, rabais volume et autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique et les hypothèses de la direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Immobilisations corporelles et incorporelles: Des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Contrats de location: La Société établit un jugement pour déterminer le classement de ses actifs loués au début du contrat. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Dépréciation des écarts d'acquisition et autres actifs à long terme: La Société utilise des estimations et hypothèses pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des montants recouvrables des actifs à long terme et de la juste valeur de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT »). La nature long terme de ces estimations exige que la direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats opérationnels. Des jugements importants sont aussi requis dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir un impact important sur les actifs comptabilisés dans l'état de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices terminés le 31 décembre 2011 et 2010, aucune perte de valeur ou reprise de pertes antérieures n'ont été comptabilisées dans les actifs à long terme de la Société. Voir la note 16 pour plus de renseignements.

Impôt sur le résultat: La Société estime ses actifs et passifs d'impôts différés fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles sont censées se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent provoquer des écarts importants entre ces estimations et les montants matérialisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi: Des hypothèses et estimations importantes sont requises dans la constatation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La direction estime ses obligations au titre des prestations déterminées annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier dû aux incertitudes reliés aux estimations. Les estimation de ces obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation et de mortalité que la direction considère raisonnables. Elle prend aussi en considération l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires, de l'âge de retraite des employés et des taux d'actualisation. Les taux d'actualisation sont déterminés à une date rapprochée de la fin d'exercice en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les avantages seront payés et qui ont des termes se rapprochant des termes des obligations au titre des prestations définies relatives. Des incertitudes quant aux estimations existent et celles-ci peuvent varier d'une façon importante dans les évaluations futures des obligations au titre de prestations définies de la Société. Voir la note 22 pour les renseignements sur les hypothèses et estimations utilisées durant les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

2 - BASE D'ÉTABLISSEMENT (suite)

Provisions: La Société établit un jugement important pour déterminer l'existence d'obligations légales et implicites et la probabilité que ces obligations produisent une sortie de trésorerie. Les estimations et hypothèses sont utilisées pour déterminer le montant à comptabiliser et l'impact de la valeur temps de l'argent. Les montants estimés des provisions à comptabiliser sont fondés, le cas échéant, sur l'expérience historique, les estimations les plus probables de la direction et les estimations actuarielles indépendantes. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Dépréciation d'actifs financiers (incluant les débiteurs): La Société établit un jugement important pour déterminer l'existence d'un événement générateur de pertes qui indique une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à cet actif. Des estimations et hypothèses sont utilisées pour déterminer le montant de dépréciation et sont fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la direction. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. La provision pour mauvaises créances associée avec les créances clients exige un jugement important pour déterminer le recouvrement de ces créances clients. Des estimations sont utilisées pour déterminer le montant recouvrable des mauvaises créances fondées sur l'expérience historique spécifique au client. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Comptabilité de couverture: Au début de la relation de couverture, la Société établit un jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise. La Société utilise aussi des estimations et hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la direction des risques spécifiques à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture. La comptabilité de couverture est terminée lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir un impact important sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour des fins de spéculation.

3 - MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes présentées dans les présents états financiers consolidés et pour l'établissement de l'état de la situation financière consolidée d'ouverture en IFRS au 1^{er} janvier 2010 pour les besoins de la transition aux IFRS, sauf indication contraire.

Méthode de consolidation

(i) Regroupements d'entreprises

Acquisitions survenues à compter du 1^{er} janvier 2010

Dans le cas des acquisitions survenues à compter du 1^{er} janvier 2010, la Société évalue les écarts d'acquisition comme la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, diminuée du montant net comptabilisé (généralement la juste valeur) des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris, tous ces éléments étant évalués à la date d'acquisition. Lorsque l'excédent est négatif, un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement au résultat net.

La Société choisit d'évaluer, transaction par transaction, à la date d'acquisition, toute participation ne donnant pas le contrôle soit à la juste valeur, soit à la valeur correspondant à la quote-part de l'actif net identifiable comptabilisé.

Les coûts de transaction, autres que ceux liés à l'émission de titres de créance ou de capitaux propres, que la Société assume dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

La contrepartie éventuelle est comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition, et les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées à l'état des résultats consolidés.

Acquisitions survenues avant le 1^{er} janvier 2010

Dans le cadre de sa transition aux IFRS, la Société a choisi de ne retraiter que les regroupements d'entreprises qui ont eu lieu à compter du 1^{er} janvier 2010 (note 30). Dans le cas des acquisitions qui sont survenues avant le 1^{er} janvier 2010, les écarts d'acquisition représentent le montant comptabilisé par la Société en vertu des PCGR canadiens.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

3 - MÉTHODES COMPTABLES (suite)

(ii) Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par la Société. La Société détient le contrôle lorsqu'elle a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les états financiers consolidés comprennent les comptes des filiales depuis la date de la prise du contrôle jusqu'à la date de la perte du contrôle. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées, au besoin, afin qu'elles cadrent avec celles adoptées par la Société.

(iii) Coentreprises

Les coentreprises sont des entreprises dont les activités sont contrôlées conjointement par la Société, aux termes d'un accord contractuel. Les états financiers consolidés comprennent les quotes-parts des éléments d'actif, de passif, des produits et des charges des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation, depuis la date à laquelle la Société commence à exercer un contrôle conjoint jusqu'à la date à laquelle elle cesse d'exercer un contrôle conjoint. Ces quotes-parts étant comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle poste par poste.

(iv) Transactions éliminées au moment de la consolidation

Les soldes et les transactions intragroupe, ainsi que les profits et pertes latents qui découlent de transactions intragroupe, sont éliminés aux fins de l'établissement des états financiers consolidés.

Constatation des ventes

La Société comptabilise ses ventes à la suite de la livraison de la marchandise à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des provisions pour droit de retour et garanties et autres remises sur ventes et rabais volume, lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur, qu'il n'y a plus d'intervention continue de la direction en ce qui concerne les biens, que le recouvrement de la contrepartie est probable et que le montant des produits peut être évalué de façon fiable.

La Société offre à ses clients un droit de retour sur les ventes de biens et certaines garanties. Au moment où la Société constate la vente, elle comptabilise des provisions relatives aux droits de retours et garanties, lesquelles sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la direction.

Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante des activités de la Société qui représente une ligne d'activités ou une zone géographique principale et distincte dont la Société s'est séparée. Le classement en tant qu'activité abandonnée s'effectue au moment de la sortie ou à la date à laquelle l'activité répond aux critères de classement comme détenue en vue de la vente, selon la première des deux éventualités. Lorsqu'une activité est classée comme activité abandonnée, l'état comparatif des résultats consolidés est retraité afin de refléter l'activité comme si elle avait été abandonnée dès le début de la période comparative.

Stocks

Les stocks se composent seulement de produits finis et sont évalués au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti et comprend les coûts d'acquisition, déduction faite des rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cadre normal des affaires, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Investissements dans des clients

La Société effectue des paiements au comptant et procède à la consignation ou à l'investissement de stocks et de matériel auprès de certains clients en contrepartie de quoi ces clients signent des ententes d'achat pluriannuelles qui incluent des dommages-intérêts en cas de manquement d'un client à son engagement. Ces montants sont capitalisés et amortis à hauteur de leur valeur nette de réalisation sur la durée de l'engagement d'achat.

L'amortissement est porté en diminution des ventes et du résultat net.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

3 - MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Le coût diminué de la valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est amorti en fonction de la durée d'utilité estimée selon les méthodes d'amortissement, les taux annuels et les périodes qui suivent:

	Méthodes	Taux et périodes
Pavage	Dégressif	8 %
Bâtiments	Linéaire et dégressif	2,5 % à 5 %
Mobilier et équipements	Linéaire et dégressif	10 % à 20 %
Logiciel d'exploitation et matériel roulant	Dégressif	30 %
Équipement informatique	Linéaire	20 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée des baux
Véhicules en vertu des contrats de location-financement	Linéaire	20 %

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées à chaque fin d'exercice.

Immobilisations incorporelles

La Société comptabilise, à titre d'immobilisations incorporelles générées à l'interne, les coûts directement attribuables à l'acquisition et au développement d'un logiciel de gestion intégré et aux coûts d'emprunt afférents.

Afin de mieux refléter le rythme de consommation des avantages attendus, la Société amortit son logiciel et les coûts attribués sur une base linéaire de dix ans. La période d'amortissement commence lorsque l'actif est prêt pour l'utilisation et cesse lorsque l'actif est comptabilisé comme un actif détenu en vue de la vente ou est décomptabilisé.

Les marques de commerce qui ont toutes été acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises, sont identifiées comme ayant une durée d'utilité indéterminée sur la base des attentes de profitabilité à long terme et du positionnement général des marques de commerce en termes de notoriété et de volume. Elles sont évaluées au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Les marques de commerce ne sont pas amorties, mais sont plutôt soumises à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable peut ne pas être recouvrable.

Les autres immobilisations incorporelles incluant celles qui ont été acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur et sont amorties en fonction de la durée d'utilité estimée selon les méthodes d'amortissement, les taux annuels et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Taux et périodes
Relations clients	Linéaire	4 à 20 ans
Autres logiciels	Linéaire et dégressif	7 ans et 14 % à 30 %

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées à chaque fin d'exercice. Toutes les dotations aux amortissements sont incluses dans l'état des résultats consolidés de la Société.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent les avantages économiques futurs résultant d'un regroupement d'entreprises qui ne sont pas identifiés individuellement et comptabilisés séparément. Voir la section sur les regroupements d'entreprises (note 3(i)) pour l'information quant au calcul initial de l'écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition sont évalués au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

3 - MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres actifs non courants

Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont revues à chaque fin d'exercice afin de déterminer si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT correspondante pourrait ne pas être recouvrable. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT est estimée. Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation présentent des indices de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée en appliquant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs. Pour les besoins des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition acquis lors d'un regroupement d'entreprises sont affectés à l'UGT ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Chaque unité ou groupe d'unités auxquels l'écart d'acquisition est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel et représente le niveau le plus bas auquel les écarts d'acquisition font l'objet d'un suivi pour les besoins de gestion interne.

Les actifs de support de la Société ne génèrent pas d'entrées de trésorerie distinctes. S'il existe un indice qu'un actif de support a pu se déprécier, la valeur recouvrable est déterminée pour l'UGT à laquelle l'actif de support appartient.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les données utilisées pour les procédures de tests de dépréciation proviennent directement du dernier budget et du plan stratégique approuvés de la Société. Les taux d'actualisation sont déterminés individuellement pour chaque UGT et reflètent l'appréciation de la direction du profil de risques spécifique à chaque UGT.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées au titre d'une UGT sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable des écarts d'acquisition, puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata.

Les pertes de valeur au titre des écarts d'acquisition ne sont pas reprises. En ce qui a trait aux autres actifs, les pertes de valeur comptabilisées au cours des années antérieures sont évaluées à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Actifs loués

Les contrats de location aux termes desquels la Société conserve la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location-financement. Les autres contrats de location sont des contrats de location simple et les actifs loués ne sont pas comptabilisés à l'état de la situation financière consolidée de la Société.

Les paiements versés aux termes d'un contrat de location simple sont comptabilisés au résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Tout profit résultant d'une cession-bail classée comme un contrat de location simple est comptabilisé immédiatement au résultat net si le prix de vente est égal ou inférieur à la juste valeur. Tout profit résultant d'une cession-bail classée comme un contrat de location-financement est différé et amorti sur la durée du bail.

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
aux 31 décembre 2011 et 2010
(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

3 - MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés au résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est l'impôt qui sera vraisemblablement payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de fin d'exercice, et il comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement à des années antérieures.

L'impôt différé des actifs et des passifs aux fins de l'information financière est déterminé en fonction des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Il est mesuré en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles sont censées se résorber.

Toutefois, aucun impôt différé n'est constaté lors de la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ou lors de la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs à moins qu'il résulte d'une transaction qui est soit un regroupement d'entreprises, ou qui affecte le bénéfice imposable ou le résultat. L'impôt différé au titre des différences temporelles liées à des placements dans des filiales et coentreprises n'est pas comptabilisé si la Société est en mesure de contrôler l'inversement de ces différences temporelles et s'il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un futur prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés peuvent être compensés si la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et passifs d'impôts exigibles, et si les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable, ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs d'impôt exigible et les actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Un actif d'impôts différés est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporelles déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque fin d'exercice. Ils sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable et les actifs d'impôt différé qui n'avaient jusque-là pas été comptabilisés sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'ils seront réalisés.

Les variations des actifs ou passifs d'impôts différés sont comptabilisées au résultat net en tant que composante de la charge ou produit d'impôt, sauf dans la mesure où l'impôt différé se rapporte à des éléments comptabilisés aux autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auxquels cas l'impôt différé sera également comptabilisé respectivement aux autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres.

Monnaie étrangère

(i) Transactions en monnaie étrangère et conversion des états financiers

Les états financiers de chacune des filiales de la Société sont mesurés en utilisant la monnaie fonctionnelle de l'entité tel que présenté dans la note 2(c). Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle de l'entité au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les profits et pertes de change résultant du règlement de ces transactions ainsi que de la réévaluation des actifs et passifs monétaires qui ne sont pas libellés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité sont comptabilisés à l'état des résultats consolidés à l'exception des profits et pertes de change latents sur la dette désignée comme élément de couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères, lesquels sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et sont transférés au résultat net seulement lorsqu'une diminution de l'investissement net dans ces filiales étrangères est réalisée. Une filiale étrangère est une entité qui est une filiale, une entreprise étrangère est une entreprise associée ou une coentreprise de l'entité avec une monnaie fonctionnelle autre que celle de l'entité présentant l'information financière.

En raison du changement de la monnaie de présentation adopté le 1^{er} janvier 2011 (note 4), les actifs et passifs des activités canadiennes, incluant les écarts d'acquisition et les ajustements à la juste valeur résultant d'une acquisition, sont convertis à la monnaie de présentation au taux de change de la date de fin d'exercice lors de la consolidation. Les produits et charges des activités canadiennes sont convertis à la monnaie de présentation au taux de change moyen des exercices. Le taux de change en vigueur au 31 décembre 2011 était 1,0176 \$CAN pour 1 \$US. Le taux de change moyen pour l'exercice 2011 était 0,9891 \$CAN pour 1 \$US.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

3 - MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les écarts de conversion sont comptabilisés et présentés dans les autres éléments du résultat global et la réserve au titre de l'écart de conversion des capitaux propres. Toutefois, si l'établissement est une filiale qui n'est pas entièrement détenue, alors la quote-part connexe à l'écart de conversion sera allouée aux participations sans contrôle. Lorsqu'une filiale étrangère fait l'objet d'une disposition de sorte que le contrôle, l'influence notable ou le contrôle conjoint est terminé, le montant cumulé de la réserve sous-jacente aux filiales étrangères est reclassé au résultat net au titre de profit ou perte résultant de la sortie. Lorsque la Société se sépare seulement d'une partie de sa participation dans une filiale qui inclut une filiale étrangère, la portion connexe de ce montant cumulé est réallouée aux participations sans contrôle. Lorsque la Société se sépare d'une partie seulement d'une entreprise associée ou d'une coentreprise qui inclut des filiales étrangères, tout en conservant une influence notable ou un contrôle conjoint, la portion connexe au montant cumulé est reclassée au résultat net.

(ii) Couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères

La Société applique la comptabilité de couverture aux écarts de conversion entre la monnaie fonctionnelle de l'établissement à l'étranger et la monnaie fonctionnelle de la société-mère. Les écarts de conversion découlant de la conversion de la dette désignée comme couverture d'un investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour la partie efficace de la couverture, et sont présentés dans le compte des écarts de conversion cumulés. Dans la mesure où la couverture est inefficace, ces écarts sont comptabilisés au résultat net. Dans le cas de la sortie d'une portion de la partie couverte d'un investissement net, le montant cumulé connexe des écarts de conversion est transféré au résultat net en tant que profit ou perte résultant de la sortie.

Les profits ou pertes de change découlant d'un élément monétaire, qui est à recevoir ou à payer à un établissement à l'étranger, dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un futur prévisible et qui constitue en substance une part de l'investissement net dans cet établissement à l'étranger, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

Un régime à cotisations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations définies à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de verser des cotisations supplémentaires. La Société verse des cotisations à plusieurs autres régimes d'avantages qui sont considérés comme des régimes à cotisations définies. Les cotisations versées à ces régimes sont comptabilisées en charges dans les périodes au cours desquelles les services sont rendus par les membres du personnel. Un régime à prestations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi autre qu'un régime à cotisations définies. Pour tous les régimes à prestations définies, les méthodes comptables suivantes ont été retenues:

- L'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculée en estimant le montant des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures diminué des coûts des services passés non reconnus et de la juste valeur des actifs des régimes;
- Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédits projetées. Les calculs tiennent compte des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes de retraite, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés et le taux d'actualisation;
- Aux fins de la détermination du rendement prévu des actifs des régimes de retraite, ces actifs sont évalués à leur juste valeur;
- Quand il y a amélioration des prestations de retraite, la quote-part des avantages complémentaires au titre des services passés rendus par les membres du personnel est comptabilisée au résultat net, selon le mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel. Dans la mesure où des droits à prestations sont acquis immédiatement, la charge correspondante est comptabilisée immédiatement au résultat net;
- Les gains actuariels (pertes actuarielles) résultent de l'écart entre le rendement à long terme réel des actifs des régimes au cours d'une période et le rendement prévu pendant cette période, ou des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. Les gains actuariels (pertes actuarielles) sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global et les résultats non distribués.

La charge au titre des avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée au titre des « avantages du personnel » aux états financiers consolidés.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

3 - MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Avantages du personnel à court terme

Les obligations au titre des avantages à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et sont comptabilisées en charges à mesure que les services correspondant sont rendus. Un passif égal au montant que la Société s'attend à payer aux termes de plans d'intéressement et d'attribution de primes à court terme est comptabilisé si la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite de payer ce montant au titre des services passés rendus par les membres du personnel et si une estimation fiable de l'obligation peut être effectuée.

Provisions

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de manière fiable, et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées en utilisant un taux avant impôt reflétant les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, la désactualisation de la provision dû à l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge financière. Les provisions sont revues à chaque date de fin d'exercice et ajustées pour refléter la meilleure estimation. Étant donné la faible importance relative des montants en cause, les provisions sont présentées avec les « créateurs et charges à payer et provisions » aux états de la situation financière consolidée.

Instruments financiers

(i) Instruments financiers non dérivés

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Un actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé lorsqu'il est éteint, annulé ou expiré.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur majorés de leurs coûts de transaction à l'exception des actifs financiers et passifs financiers par le biais du résultat net qui sont initialement évalués à la juste valeur et leur évaluation subséquente dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après. Leur classement dépend des objectifs visés lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et leur désignation par la Société.

La Société a effectué les classements suivants :

- Les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. La trésorerie, les clients et autres débiteurs et les placements et avances aux marchands membres sont classés comme prêts et créances. Après la comptabilisation initiale, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des provisions pour perte de valeur. L'actualisation est omise lorsque son effet est négligeable;
- Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui sont soit désignés à cette catégorie ou qui ne se qualifient pas pour inclusion dans les autres catégories d'actifs financiers. Les placements et avances aux marchands membres sont classés comme actifs financiers disponibles à la vente et sont évalués au coût diminué des charges de perte de valeur puisque leur juste valeurs ne peuvent pas être estimés de façon fiable;
- Les dettes bancaires, les créateurs et charges à payer et provisions, les dividendes à payer, la dette à long terme, les débetures convertibles et les dépôts de garantie des marchands membres sont classés comme passifs évalués au coût amorti. Les évaluations subséquentes sont comptabilisées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

3 - MÉTHODES COMPTABLES (suite)

(ii) Dépréciation d'actifs financiers (incluant les clients et autres débiteurs)

Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un événement générateur de pertes s'est produit après la comptabilisation initiale de l'actif et a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier et que celui-ci peut être estimé de façon fiable.

Une indication objective de dépréciation des actifs financiers (y compris d'un titre de capitaux propres) peut inclure un défaut de paiement par un débiteur, la restructuration d'un montant dû à la Société selon des modalités que cette dernière n'aurait pas envisagées dans d'autres circonstances, des indices qu'un débiteur ou émetteur demande une protection de faillite, ou la disparition d'un marché actif pour un actif financier. De plus, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur d'un placement dans un titre de capitaux propres en-dessous de son coût constitue également une indication objective de dépréciation.

Le montant d'une perte de valeur sur un actif financier évalué au coût amorti correspond à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Les pertes de valeur sont portées directement en diminution de la valeur comptable de tous les actifs financiers à l'exception des créances clients pour lesquelles la valeur comptable est réduite via l'utilisation d'un compte de provision pour mauvaises créances. Lorsque la créance client est considérée comme irrécouvrable, elle est radiée à l'encontre du compte de provision pour mauvaises créances. Les recouvrements ultérieurs de montants antérieurement radiés sont portés au crédit et enregistré à l'encontre du compte de provision pour mauvaises créances. Les variations de la valeur comptable du compte de provision pour mauvaises créances sont comptabilisées au résultat net. Les intérêts liés à l'actif déprécié continuent d'être comptabilisés par le biais de la désactualisation. Si le montant de la perte de valeur diminue à la suite d'un événement subséquent, la diminution de la perte de valeur est reprise et comptabilisé au résultat net.

(iii) Instruments financiers composés

Les instruments financiers composés émis par la Société comprennent les débetures convertibles qui peuvent être converties en actions au gré du détenteur et dont le nombre d'actions faisant l'objet d'une émission ne varie pas en fonction des fluctuations de leur juste valeur.

La composante passif d'un instrument financier composé est comptabilisée initialement à la juste valeur d'un passif similaire qui ne comporte aucune option de conversion en capitaux propres. La composante capitaux propres est comptabilisée initialement au titre de la différence nette d'impôts entre la juste valeur de l'instrument financier composé dans son ensemble et la juste valeur de la composante passif. Les coûts de transaction directement attribuables sont affectés aux composantes passif et capitaux propres au prorata de leur valeur comptable initiale.

Après la comptabilisation initiale, la composante passif d'un instrument financier composé est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La composante capitaux propres d'un instrument financier composé n'est pas réévaluée après la comptabilisation initiale. Lorsque et si l'option de conversion est exercée, la composante capitaux propres des débetures convertibles sera transférée au capital-actions. Si l'option de conversion expire sans être exercée, la composante capitaux propres des débetures convertibles sera transférée au surplus d'apport. Aucun gain ou perte est comptabilisé lors de la conversion ou l'expiration de l'option de conversion.

Les intérêts, dividendes, profits et pertes liés au passif financier sont comptabilisés au résultat net.

(iv) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Un traitement comptable spécifique est appliqué aux dérivés désignés comme éléments de couverture dans le cadre de relations de couverture de flux de trésorerie. Pour être admissible à la comptabilité de couverture, la relation de couverture doit satisfaire à plusieurs conditions strictes en matière de documentation, de probabilité de réalisation de l'élément couvert et d'efficacité de la couverture. Tous les autres instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Lors de la désignation de la couverture, la Société établit une documentation formalisée décrivant la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, y compris les objectifs en matière de gestion des risques et de stratégie de couverture, ainsi que les méthodes qui serviront à évaluer l'efficacité de la relation de couverture. La Société évalue, aussi bien au début de la couverture que de façon continue, si l'on s'attend à ce que les instruments de couverture soient « hautement efficaces » pour compenser les variations de flux de trésorerie des éléments couverts respectifs pendant la période pour laquelle la couverture est désignée et si les résultats réels de chaque opération de couverture se situent dans un intervalle compris entre 80 et 125 %. Pour les couvertures de flux de trésorerie, une transaction prévue qui fait l'objet de la couverture doit être hautement probable et doit comporter une exposition aux variations de flux de trésorerie qui pourrait, au final, affecter le résultat net présenté.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

3 - MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les instruments financiers dérivés sont utilisés dans le but de réduire le risque de taux d'intérêt sur la dette de la Société. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Les dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur; les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées comme il est décrit ci-dessous.

Couvertures de flux de trésorerie

La politique de la Société désigne en bonne et due forme chaque instrument financier dérivé comme couverture de flux de trésorerie d'une dépense en intérêt prévue hautement probable. La partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et présentée dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres. Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est sorti et inclut au résultat net de la même période que celle au cours de laquelle les flux de trésorerie couverts influent le résultat sous le même élément de l'état du résultat que l'élément couvert. Toute partie inefficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée immédiatement au résultat net. La Société estime que les instruments financiers dérivés sont efficaces comme couvertures, tant lors de la mise en place de la couverture que pendant la durée de l'instrument, puisque pour toute la durée jusqu'à l'échéance, le montant de capital nominal et le taux d'intérêt de référence des instruments concordent tous avec les conditions de l'instrument d'emprunt couvert.

La Société utilise des contrats de swap de taux d'intérêt dans le cadre de son programme de gestion des taux d'intérêt variables de sa dette et du coût d'emprunt global correspondant. Les contrats de swap de taux d'intérêt donnent lieu à l'échange périodique de paiements d'intérêts sans échange de capital nominal sur lequel les paiements sont fondés, et ils sont comptabilisés à titre d'ajustement des intérêts débiteurs couverts sur l'instrument d'emprunt. Le montant correspondant à payer des contreparties ou à recevoir des contreparties est pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus.

Si l'instrument de couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, s'il arrive à maturité ou s'il est vendu, résilié, exercé ou si l'entité annule la désignation, la comptabilité de couverture cessera d'être pratiquée, de manière prospective. Le profit ou la perte cumulé comptabilisé antérieurement dans les autres éléments du résultat global et qui est présenté dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres y est maintenu jusqu'à ce que la transaction prévue influe sur le résultat. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le solde des autres éléments du résultat global est alors comptabilisé immédiatement au résultat net. Dans d'autres cas, le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est transféré au résultat net dans la même période que celle au cours de laquelle l'élément couvert influe sur le résultat net.

(v) Produits financiers et charges financières

Les produits financiers comprennent les produits d'intérêts tirés de la trésorerie et des avances aux marchands membres. Les produits d'intérêts courus sont comptabilisés au résultat net, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les charges financières comprennent les charges d'intérêts sur les dettes bancaires, la dette à long terme, les dépôts de garantie des marchands membres, les intérêts nominaux et la charge de désactualisation sur les débentures convertibles, l'amortissement des coûts de transaction encourus dans le cadre de transactions d'emprunts, le reclassement au résultat net des pertes réalisées sur les instruments financiers dérivés, la désactualisation des provisions et les pertes de valeur comptabilisées sur des actifs financiers. Les coûts d'emprunt qui ne sont pas directement attribuables à l'acquisition d'un actif qualifié sont comptabilisés au résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts d'emprunt directement attribuables au développement du logiciel de gestion intégré (c.-à-d. actif qualifié) pour lesquels la date de commencement pour l'inscription à l'actif est postérieure ou égale au 1^{er} janvier 2010, sont incorporés au coût de l'immobilisation incorporelle jusqu'à ce que les activités à la préparation de son utilisation soient pratiquement terminées.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

3 - MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Capital-actions

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options sur actions sont comptabilisés en réduction du capital-actions, après déduction de toute incidence fiscale.

Lorsque des actions comptabilisées dans les capitaux propres sont rachetées, le montant de la contrepartie payée, qui comprend les coûts directement attribuables, après déduction de toute incidence fiscale, est comptabilisé en réduction du capital-actions et des résultats non distribués. Les actions rachetées sont classées à titre d'actions propres et sont comptabilisées en réduction du total du capital-actions. Lorsque des actions propres sont vendues ou réémises par la suite, le montant reçu est comptabilisé comme une augmentation des capitaux propres, et l'excédent ou le déficit qui découle de la transaction est comptabilisé dans les résultats non distribués.

Cumul des autres éléments du résultat global

Le cumul des autres éléments du résultat global comprend les différents éléments suivants présentés dans l'avoir des actionnaires:

Écarts de conversion cumulés

Les écarts de conversion cumulés comprennent tous les écarts de conversion découlant de la conversion des états financiers des activités canadiennes à la monnaie de présentation de la Société, ainsi que la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets de la Société dans des filiales étrangères.

Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie

La réserve de couverture comprend la portion efficace du changement net cumulé de la juste valeur des éléments de couverture de flux de trésorerie afférents aux transactions qui n'ont pas encore eu lieu.

Résultats non distribués

Pertes actuarielles cumulées des régimes à prestations définies

Les pertes actuarielles cumulées comprennent toutes les pertes actuarielles nettes d'impôts des régimes à prestations définies comptabilisées après la date de transition aux IFRS. Ces pertes sont appliquées en réduction des résultats non distribués.

Surplus d'apport

Le surplus d'apport inclut les charges reliées aux options d'achat d'actions non exercées et les primes de rachat d'actions ordinaires de la Société.

Régime de rémunération à base d'actions

La Société mesure le coût des options d'achat d'actions octroyées aux employés sur la base de la juste valeur des options à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes et une charge de rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits aux options, soit cinq ans, avec une augmentation correspondante comptabilisée au surplus d'apport. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charges dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition des droits. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la contrepartie payée et de la portion correspondante préalablement comptabilisée au surplus d'apport. Aucun des régimes de la Société ne présente d'options de règlement au comptant.

Résultat par action et information relative au nombre d'actions en circulation

Le résultat par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net disponible pour les porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le résultat dilué par action est calculé en tenant compte de la dilution qui pourrait survenir si les titres visant à émettre des actions ordinaires étaient exercés en actions ordinaires au plus tard entre le début de la période et la date de leur émission. La Société a deux catégories d'actions ordinaires potentiellement dilutives: les débetures convertibles et les options d'achat d'actions. S'il est déterminé, après avoir appliqué la méthode de la « conversion hypothétique », que la conversion a un effet dilutif, les débetures convertibles sont réputées avoir été converties en actions ordinaires et le résultat net est ajusté pour éliminer les intérêts diminués de l'incidence fiscale. Pour les options d'achat d'actions, un calcul est effectué pour déterminer le nombre d'actions qui aurait été acquis à la juste valeur (déterminée comme étant la moyenne annuelle du cours du marché des actions de la Société) en tenant compte de la valeur monétaire des droits de souscriptions attachés aux options d'achat d'actions ordinaires en circulation. Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé avec le nombre d'actions qui auraient été émises supposant l'exercice des options d'achat d'actions. Les actions ordinaires potentiellement dilutives sont déterminées de manière indépendante pour chaque période présentée.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

4 - CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Changement de monnaie de présentation

Le 1^{er} janvier 2011, la Société a changé sa monnaie de présentation du dollar canadien (\$CAN) au dollar américain (\$US). La monnaie de présentation d'une société est la monnaie dans laquelle la Société décide de présenter ses états financiers. Compte tenu que près de 70 % des ventes de la Société sont réalisées aux États-Unis, la Société a changé la monnaie de présentation de ses informations financières afin de mieux refléter sa situation financière et sa performance financière.

Afin d'établir les informations comparatives des états financiers consolidés en dollar US, la Société a comptabilisé ce changement de monnaie de présentation selon les directives des IFRS ce qui implique que le capital-actions a été converti au taux d'origine où 1 \$CAN = 0,7786 \$US, les résultats non distribués ont été convertis au taux d'origine au 1er janvier 2010 où 1 \$CAN = 0,7852 \$US et les revenus et les dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 ont été convertis au taux moyen annuel de 2010 où 1 \$CAN = 0,9705 \$US.

Suite à ce changement, les écarts de conversion résultant de la conversion des entités ayant une monnaie fonctionnelle en dollar canadien à la monnaie de présentation sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et présentés dans l'élément d'écart de conversion distinct au sein des capitaux propres. La méthode de conversion utilisée ci-haut est la même que celle présentée à la note 3(i) sous la rubrique « monnaie étrangère ».

Modifications comptables futures

(i) États financiers consolidés

En mai 2011, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié la norme IFRS 10 « États financiers consolidés ». Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables par son implication avec l'entreprise détenue et a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc » et des parties de IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ».

(ii) Coentreprises

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 11 « Coentreprises » qui remplace l'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et la SIC-13 « Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte surtout sur les droits et les obligations inhérents à une coentreprise, plutôt que sur la forme légale, comme c'est actuellement le cas pour l'IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation pour les participations dans des coentreprises en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. La Société utilise à l'heure actuelle la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais devra appliquer la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon la méthode de mise en équivalence, la quote-part de la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur une ligne, respectivement dans l'état de la situation financière consolidée, l'état du résultat et l'état du résultat global consolidé.

(iii) Divulgence des participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 12 « Divulgence des participations dans d'autres entités ». IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les activités hors bilan. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également d'importantes exigences de divulgation supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations de la Société dans d'autres entités.

(iv) Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». IFRS 13 est une norme globale, ayant un effet sur toutes les normes IFRS, qui traite d'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date d'évaluation. Elle établit également des divulgations sur l'évaluation de la juste valeur. Selon les normes IFRS en vigueur, les lignes directrices sur l'évaluation et la divulgation de la juste valeur sont réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui dans des nombreux cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou des divulgations cohérentes.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

4 - CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES (suite)

(v) Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a publié un amendement à l'IAS 19 « Avantages du personnel », relatif à la comptabilisation des régimes à prestations définies et aux indemnités de fin de contrat de travail. Cet amendement élimine certaines options de présentation actuellement permises en vertu de l'IAS 19 et exige la présentation de divulgations supplémentaires concernant les risques découlant des régimes à prestations définies.

Toutes les normes ci-haut doivent être appliquées pour les périodes comptables commençant le ou après le 1^{er} janvier 2013, mais l'adoption anticipée est autorisée. La Société n'a pas encore évalué l'impact de ces normes ou déterminé si elle les adoptera de façon anticipée.

(vi) Instruments financiers - Présentation

L'IASB a publié un amendement à l'IAS 32 « Instruments financiers: Présentation », portant sur la signification du terme « actuellement titulaire d'un droit de compensation opposable » et l'application de réalisation et de règlement simultanés pour appliquer les exigences de compensation. Cette norme est applicable pour les périodes comptables commençant le ou après le 1^{er} janvier 2014. La Société n'a pas encore évalué l'impact de cette norme.

(vii) Instruments financiers

IFRS 9 a été publiée en novembre 2009. La norme décrit le classement et l'évaluation des actifs financiers et remplace les modèles d'évaluation de l'IAS 39 « Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation » pour les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte comptant seulement deux catégories : coût amorti et juste valeur par le biais du résultat net.

IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres et ces instruments sont soit comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais du résultat global. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat global, les dividendes, dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un retour sur l'investissement, sont comptabilisés au résultat net; toutefois, les autres profits ou pertes (incluant les pertes de valeur) liés à ces instruments sont laissés indéfiniment au cumul des autres éléments du résultat global.

En décembre 2011, la date applicable pour cette norme a été amendée pour les périodes comptables commençant le ou après le 1^{er} janvier 2015, avec l'adoption anticipée autorisée. La Société n'a pas encore évalué l'impact de cette norme ou déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

(viii) Instruments financiers - Informations à fournir

L'IASB a publié un amendement à l'IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » exigeant la présentation de divulgations supplémentaires concernant le transfert d'actifs financiers. Cet amendement s'applique aux périodes comptables commençant le 1^{er} juillet 2011.

L'IASB a publié un amendement à l'IFRS 7, exigeant des divulgations sur tous les instruments financiers comptabilisés qui sont compensés selon les directives de l'IAS 32 ou qui sont sujet aux accords généraux applicables de compensation. Cet amendement s'applique pour les périodes comptables commençant le ou après le 1^{er} janvier 2013.

La Société n'a pas encore évalué l'impact de cette norme.

(ix) Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a publié un amendement à l'IAS 1 « Présentation des états financiers ». L'amendement prévoit que les autres éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés dans le résultat net au cours de périodes subséquentes soient regroupés séparément des éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net au cours de périodes subséquentes. Cet amendement s'applique aux périodes comptables commençant le 1^{er} juillet 2012.

UNI-SÉLECT INC.
 NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

5 - PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

La quote-part de la Société dans les ventes, le résultat avant charges financières et dotation aux amortissements et le résultat net relativement à ses participations dans des coentreprises s'élèvent à 19 202 \$, 1 101 \$ et 1 016 \$ respectivement au cours de l'exercice 2011 (16 233 \$, 995 \$, 694 \$ au cours de l'exercice 2010).

Les ventes de la Société incluent des ventes effectuées à des coentreprises pour un montant de 7 818 \$ au cours de l'exercice 2011 (6 675 \$ au cours de l'exercice 2010).

La quote-part de la Société dans les engagements de ces coentreprises représente 1 782 \$ au cours de l'exercice 2011 (688 \$ au cours de l'exercice 2010).

6 - CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

	2011	2010
	\$	\$
Intérêts sur la dette bancaire	944	1 282
Intérêts sur la dette à long terme	10 232	2 502
Intérêts sur les débentures convertibles	3 046	—
Charge de désactualisation sur les débentures convertibles	443	—
Amortissement des frais de financement	1 464	333
Intérêts sur les dépôts de garantie des marchands membres	153	120
Reclassement dans le résultat net des pertes réalisées sur les instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie	3 247	4 044
	<u>19 529</u>	<u>8 281</u>
Intérêts capitalisés	(1 886)	(1 099)
Total des charges financières	<u>17 643</u>	<u>7 182</u>
Produit d'intérêts des marchands membres	(360)	(234)
	<u><u>17 283</u></u>	<u><u>6 948</u></u>

7 - DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	2011	2010
	\$	\$
Immobilisations corporelles	11 940	9 091
Immobilisations incorporelles	10 226	3 041
	<u><u>22 166</u></u>	<u><u>12 132</u></u>

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

8 - REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET RACHATS DE PARTICIPATIONS SANS CONTRÔLE

Acquisitions d'entreprises

2011

Le 11 janvier 2011, dans sa stratégie de croissance par acquisitions, la Société a procédé à l'acquisition de la totalité des actions en circulation de FinishMaster, Inc. (« FinishMaster »), une compagnie située aux États-Unis. FinishMaster est le plus important distributeur indépendant nord-américain de peinture, de revêtement et d'accessoires liés à la peinture dans l'industrie des collisions automobiles. Le prix d'acquisition, qui a été réglé en trésorerie, s'est élevé à 221 774 \$, incluant la prise en charge d'une dette d'une valeur de 57 565 \$.

Les frais connexes à l'acquisition, s'élevant à 2 976 \$, ne sont pas inclus dans la contrepartie transférée et ont été comptabilisés en charge à l'état des résultats consolidés.

L'allocation du prix d'acquisition est présentée dans le tableau qui suit. L'allocation a été complétée durant le quatrième trimestre résultant en une augmentation des écarts d'acquisition de 2 281 \$.

Les écarts d'acquisition comptabilisés à l'acquisition sont principalement attribuables aux synergies qui devraient résulter du regroupement d'entreprises et de l'intégration de la main d'œuvre de FinishMaster, qui ne peut pas être comptabilisée à titre d'immobilisation incorporelle. Il n'est pas attendu que l'écart d'acquisition résultant de ce regroupement d'entreprises soit déductible fiscalement.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, l'acquisition a contribué à hauteur de 452 303 \$ aux ventes et 13 075 \$ au résultat net, déduction faite des frais de financement et autres frais connexes à l'acquisition. Si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2011 au lieu du 11 janvier 2011, la direction estime que les ventes et résultat net additionnels se seraient chiffrés à 11 847 \$ et 8 \$, respectivement. Pour établir ces montants, la direction a supposé que les ajustements de juste valeur qui ont été effectués à la date d'acquisition auraient été les mêmes si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2011.

À la date d'acquisition, FinishMaster occupent des installations et utilisent de l'équipement et des véhicules en vertu des contrats de location qui ont des paiements annuels d'environ 8 570 \$ en 2012, 6 659 \$ en 2013, 5 015 \$ en 2014, 3 551 \$ en 2015, 2 323 \$ en 2016 et 3 239 \$ pour 2017 et les années subséquentes.

Le 26 octobre 2011, la Société a complété l'acquisition de certains actifs de Parts Depot Inc., en Floride incluant trente-neuf magasins corporatifs et cinq entrepôts pour un coût d'acquisition de 31 241 \$. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, l'acquisition a contribué à hauteur de 14 786 \$ aux ventes et à une perte de 102 \$, déduction faite des frais connexes à l'acquisition. De plus, la marge additionnelle du stock acquis à un prix réduit a contribué à hauteur de 1 781 \$ au résultat net. La juste valeur des actifs nets acquis et excédant le prix d'achat payé a contribué à hauteur de 1 702 \$ additionnel au résultat net. Les frais connexes à l'acquisition, s'élevant à 301 \$, ne sont pas inclus dans la contrepartie transférée et ont été comptabilisés en charge à l'état des résultats consolidés.

Durant l'exercice, la Société a complété des acquisitions d'actifs et de passifs de compagnies dont les activités sont situées aux États-Unis et au Canada. Le coût total de ces acquisitions au montant de 4 248 \$ a été attribué aux actifs et passifs courants sur la base de leur juste valeur. La Société n'a encouru aucun coûts de transaction externe liés à ces acquisitions et les contributions aux ventes et au résultat net sont négligeables.

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

8 - REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET RACHATS DE PARTICIPATIONS SANS CONTRÔLE (suite)

Les justes valeurs comptabilisées, à la date d'acquisition, pour chaque catégorie d'actifs et de passifs sont les suivantes :

	FinishMaster Inc.		Autres		Total
	Montants pré- acquisition	Ajustement à la valeur juste	Juste valeur à la date d'acquisition	Juste valeur à la date d'acquisition	Juste valeur à la date d'acquisition
	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie	1 473	—	1 473	182	1 655
Clients et autres débiteurs	38 715	—	38 715	6 991	45 706
Stocks	85 890	—	85 890	27 528	113 418
Frais payés d'avance	12 429	(5 639)	6 790	474	7 264
Total des actifs courants	138 507	(5 639)	132 868	35 175	168 043
Immobilisations corporelles	9 707	—	9 707	1 621	11 328
Immobilisations incorporelles	110 239	(35 339)	74 900	3 459	78 359
Actif d'impôts différés	7 066	2	7 068	—	7 068
Autres éléments d'actif à long terme	10 023	(10 023)	—	—	—
Total des actifs non courants	137 035	(45 360)	91 675	5 080	96 755
Créditeurs et charges à payer et provisions	79 016	225	79 241	2 092	81 333
Versements sur la dette à long terme	1 434	—	1 434	—	1 434
Total des passifs courants	80 450	225	80 675	2 092	82 767
Dette à long terme	1 540	—	1 540	—	1 540
Passif d'impôts différés	11 564	(493)	11 071	1 135	12 206
Total des passifs non courants	13 104	(493)	12 611	1 135	13 746
Actifs et passifs nets identifiables			131 257	37 028	168 285
Écarts d'acquisition			90 517	(1 539)	88 978
Contrepartie totale			221 774	35 489	257 263
Trésorerie acquise			1 473	182	1 655
Sortie de fonds nette des acquisitions			220 301	35 307	255 608

2010

La Société a acquis les actions d'une société pour une contrepartie en espèces de 4 008 \$. L'excédent du coût d'acquisition sur la valeur des actifs nets a été imputé à l'écart d'acquisition.

UNI-SÉLECT INC.
 NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

8 - REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET RACHATS DE PARTICIPATIONS SANS CONTRÔLE (suite)

Dispositions d'entreprises et d'éléments d'actifs

2011

Durant l'exercice, la Société a cédé les éléments d'actif et de passif d'une entreprise dont les activités sont situées aux États-Unis. Les actifs nets ont été cédés pour une contrepartie en espèces de 157 \$.

2010

Dans le cadre de transactions distinctes, la Société a cédé certains éléments d'actif et de passif de quatre magasins et ses participations dans quatre magasins. Les actifs nets ont été cédés pour une contrepartie en espèces de 3 256 \$ dont 398 \$ est à recevoir au 31 décembre 2010. Les actions ont été cédées pour une contrepartie en espèces de 56 \$.

Rachat de participations sans contrôle

2011

Durant l'exercice, dans le cadre de cinq transactions distinctes, la Société a augmenté de 9,61 % sa participation dans sa filiale, Uni-Sélect Pacific Inc., pour une contrepartie en espèces totale de 1 009 \$, dont 373 \$ est payable au 31 décembre 2011. La contrepartie payée pour ces transactions a été basée sur la valeur comptable tel que stipulé dans la convention entre actionnaires. À la suite de ces transactions, la participation de la Société dans sa filiale est passée de 78,85 % à 88,46 %.

2010

Au cours de l'exercice 2010, la Société a augmenté de 3,85 % sa participation dans sa filiale, Uni-Sélect Pacific Inc., pour une contrepartie en espèces totale de 508 \$, dont 253 \$ est payable au 31 décembre 2010. La contrepartie payée pour ces transactions a été basée sur la valeur comptable tel que stipulé dans la convention entre actionnaires. À la suite de ces transactions, la participation de la Société dans sa filiale est passée de 75 % à 78,85 %.

9 - ABANDON D'ACTIVITÉS

En 2009, la Société a procédé à la cession des éléments d'actif et de passif de sa filiale Palmar Inc., qui composait entièrement l'ancien secteur d'exploitation Poids Lourd Canada.

Au 31 décembre 2010, Palmar Inc., a été liquidée dans sa société-mère, Uni-Sélect Inc. Par conséquent, les actifs et passifs ont été reclassés dans leurs catégories respectives à l'état de la situation financière consolidée du 31 décembre 2010.

Le tableau suivant fournit les résultats des activités abandonnées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010:

	2010
	\$
Perte avant éléments non-récurrents et impôts sur les bénéfices	—
Éléments non-récurrents ⁽¹⁾	<u>(1 020)</u>
Perte avant impôts sur le résultat	(1 020)
Impôts sur le résultat	<u>(106)</u>
Perte liée aux activités abandonnées	<u><u>(914)</u></u>

⁽¹⁾ Principalement reliés aux pertes nettes futures attendues des obligations des loyers à long terme.

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 aux 31 décembre 2011 et 2010
 (en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

10 - RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat de base et dilué par action:

	2011	2010
	\$	\$
Résultat provenant d'activités poursuivies attribuable aux actionnaires ordinaires utilisé pour le résultat de base par action	56 545	45 094
Perte provenant d'activités abandonnées attribuable aux actionnaires ordinaires utilisé pour le résultat de base par action	—	(914)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires utilisé pour le résultat de base par action	<u>56 545</u>	<u>44 180</u>
Incidence de la conversion des débetures convertibles	2 790	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires utilisé pour le résultat dilué par action	<u>59 335</u>	<u>44 180</u>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le résultat de base par action	21 645 664	19 716 731
Incidence de la conversion des débetures convertibles	1 218 853	—
Incidence de la levée des options d'achat d'actions	6 624	8 694
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le résultat dilué par action	<u>22 871 141</u>	<u>19 725 425</u>
Résultat de base par action		
Provenant d'activités opérationnelles	2,61	2,29
Provenant d'activités abandonnées	—	(0,05)
	<u>2,61</u>	<u>2,24</u>
Résultat dilué par action		
Provenant d'activités opérationnelles	2,59	2,29
Provenant d'activités abandonnées	—	(0,05)
	<u>2,59</u>	<u>2,24</u>

11 - INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Les variations des éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2011	2010
	\$	\$
Clients et autres débiteurs	3 640	(9 714)
Stocks	(63 940)	(24 642)
Frais payés d'avance	3 827	(2 046)
Créditeurs et charges à payer et provisions	22 089	11 883
	<u>(34 384)</u>	<u>(24 519)</u>

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles de 533 \$ et 4 167 \$, respectivement, (877 \$ et 2 889 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010) demeurent impayées et n'ont eu aucun effet sur la trésorerie.

UNI-SÉLECT INC.
 NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 aux 31 décembre 2011 et 2010
 (en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

12 - IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Charge d'impôt

	2011	2010
	\$	\$
Impôt exigible		
Période courante	(5 304)	13 612
Ajustement des périodes antérieures	31	225
Comptabilisation des pertes fiscales non comptabilisées antérieurement	(171)	—
	<u>(5 444)</u>	<u>13 837</u>
Impôt différé		
Création et reprise des différences temporelles	13 749	(2 227)
Diminution du taux d'imposition	12	(349)
Variation des différences temporelles déductibles non comptabilisées	187	—
Comptabilisation des pertes fiscales non comptabilisées antérieurement	(214)	(51)
	<u>13 734</u>	<u>(2 627)</u>
Charge d'impôt sur le résultat excluant l'impôt sur la vente des activités abandonnées	<u>8 290</u>	<u>11 210</u>
Charge d'impôts sur le résultat provenant d'activités opérationnelles	8 290	11 210
Charge d'impôts sur le résultat provenant d'activités abandonnées (excluant le gain sur la vente)	—	(106)
Total de la charge d'impôts sur le résultat	<u>8 290</u>	<u>11 104</u>

Le taux d'imposition effectif s'établit comme suit

	2011	2010
	%	%
Taux d'impôts combiné canadien de la Société	28,31	29,46
Taux d'imposition différents appliqués dans le pays de domiciliation fiscale des établissements étrangers	7,52	5,57
Profit reporté à des années ultérieures à taux moindre	(0,65)	(0,83)
Gains en capital imposés à un taux moindre	(0,71)	—
Charges non-déductibles fiscalement	1,19	0,35
Bénéfice fiscal provenant d'une structure de financement	(22,18)	(13,28)
Comptabilisation des gains d'impôts non comptabilisés antérieurement	—	(0,89)
Pertes à des taux d'imposition plus élevés et autres	(0,58)	(0,38)
Charge d'impôts sur le résultat	<u>12,90</u>	<u>20,00</u>

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

12 - IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (suite)

Actifs et passifs d'impôts différés comptabilisés

31 décembre 2011

	Solde de début	Comptabilisés au résultat net	Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	Comptabilisés aux capitaux propres	Acquisitions et dispositions	Écarts de conversion	Solde de fin
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Pertes autres qu'en capital reportées	5 380	(2 962)	—	—	41	(5)	2 454
Revenu imposable au cours du prochain exercice	(8 741)	1 151	—	—	—	111	(7 479)
Provisions déductibles au cours du prochain exercice	9 030	(3 671)	—	—	6 894	16	12 269
Immobilisations corporelles	(4 420)	(1 361)	—	—	(53)	56	(5 778)
Provision pour régime de retraite	4 199	(340)	2 601	—	—	(103)	6 357
Frais de financement	(3)	(777)	—	619	133	3	(25)
Éléments de couverture de flux de trésorerie	1 300	(875)	254	—	—	—	679
Frais de réseau	2 636	(2 668)	—	—	—	32	—
Provision pour incitatifs de performance	707	193	—	—	—	(19)	881
Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	(4 007)	(2 428)	—	—	(12 153)	11	(18 577)
Débitures convertibles	—	115	—	(619)	—	61	(443)
Autre	(62)	(111)	—	—	—	—	(173)
Actifs (Passifs) d'impôts différés	<u>6 019</u>	<u>(13 734)</u>	<u>2 855</u>	<u>—</u>	<u>(5 138)</u>	<u>163</u>	<u>(9 835)</u>

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

12 - IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (suite)

31 décembre 2010

	Solde de début	Comptabilisés au résultat net	Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	Comptabilisés aux capitaux propres	Acquisitions et dispositions ⁽¹⁾	Écarts de conversion	Solde de fin
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Pertes autres qu'en capital reportées	2 481	670	—	—	2 285	(56)	5 380
Revenu imposable au cours du prochain exercice	(10 694)	3 065	—	—	—	(1 112)	(8 741)
Provisions déductibles au cours du prochain exercice	7 282	1 735	—	—	—	13	9 030
Immobilisations corporelles	(3 929)	(362)	—	—	—	(129)	(4 420)
Provision pour régime de retraite	2 820	30	1 184	—	—	165	4 199
Frais de financement	(90)	89	—	—	—	(2)	(3)
Éléments de couverture de flux de trésorerie	1 435	(1 070)	935	—	—	—	1 300
Frais de réseau	2 522	—	—	—	—	114	2 636
Provision pour incitatifs de performance	650	26	—	—	—	31	707
Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	(2 602)	(1 408)	—	—	—	3	(4 007)
Autre	86	(148)	—	—	—	—	(62)
Actifs (Passifs) d'impôts différés	(39)	2 627	2 119	—	2 285	(973)	6 019

⁽¹⁾ Représente des pertes autres qu'en capital reportées des activités abandonnées.

Présentation aux états financiers consolidés

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Actif d'impôts différés	24 242	23 849	18 216
Passif d'impôts différés	(34 077)	(17 830)	(18 255)
	<u>(9 835)</u>	<u>6 019</u>	<u>(39)</u>

13 - CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
	\$	\$	\$
Comptes-clients	192 723	153 681	138 723
Solde de prix de vente, taux variant entre 0 % et le taux préférentiel majoré de 4 %	—	906	1 982
Portion des placements et avances aux marchands membres encaissable à court terme (Note 14)	5 772	2 632	3 037
	<u>198 495</u>	<u>157 219</u>	<u>143 742</u>

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

14 - PLACEMENTS ET AVANCES AUX MARCHANDS MEMBRES

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
	\$	\$	\$
Actions privilégiées, taux variant entre le taux préférentiel majoré de 1 % et 12,25 %, encaissables par versements mensuels, échéant à différentes dates jusqu'en 2018	1 345	1 447	1 685
Actions de sociétés et avances aux marchands membres, taux moyen variant entre 0 % et 11,06 % (0 % et 11,22 % au 31 décembre 2010, 0 % et 12,62 % au 1 ^{er} janvier 2010), encaissables par versements mensuels, échéant à différentes dates jusqu'en 2018	19 680	18 039	17 434
Investissements dans des clients, aucun intérêt	6 896	—	—
	27 921	19 486	19 119
Portion à court terme	5 772	2 632	3 037
	22 149	16 854	16 082

15 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain et pavage	Bâtiments	Mobilier et équipement	Équipement informatique et logiciels d'exploitation	Matériel roulant	Améliorations locatives	Total
Coût	1 221	12 113	31 333	21 707	13 184	8 146	87 704
Cumul de l'amortissement	(262)	(6 364)	(21 305)	(12 398)	(7 778)	(4 522)	(52 629)
Solde au 1 ^{er} janvier 2010	959	5 749	10 028	9 309	5 406	3 624	35 075
Dotation aux amortissements	(11)	(369)	(2 014)	(3 176)	(2 275)	(1 246)	(9 091)
Dispositions	(64)	(7)	(45)	(28)	(177)	(8)	(329)
Dispositions d'entreprises	—	(12)	(14)	(13)	(96)	(5)	(140)
Acquisitions	174	2 775	1 209	752	867	532	6 309
Écart de conversion	43	316	152	70	31	36	648
Variations totales	142	2 703	(712)	(2 395)	(1 650)	(691)	(2 603)
Coût	1 386	15 470	33 210	22 609	13 129	8 717	94 521
Cumul de l'amortissement	(285)	(7 018)	(23 894)	(15 695)	(9 373)	(5 784)	(62 049)
Solde au 31 décembre 2010	1 101	8 452	9 316	6 914	3 756	2 933	32 472
Dotation aux amortissements	(12)	(517)	(2 272)	(4 064)	(3 380)	(1 695)	(11 940)
Dispositions	(321)	(3 198)	(323)	(11)	(257)	(26)	(4 136)
Acquisitions via regroupements d'entreprises	454	3 970	1 030	3 320	610	1 944	11 328
Acquisitions	—	203	3 841	1 748	9 027	784	15 603
Écart de conversion	(7)	(38)	(98)	(22)	(16)	(12)	(193)
Variations totales	114	420	2 178	971	5 984	995	10 662
Coût	1 479	16 634	39 425	27 066	22 837	11 078	118 519
Cumul de l'amortissement	(264)	(7 762)	(27 931)	(19 181)	(13 097)	(7 150)	(75 385)
Solde au 31 décembre 2011	1 215	8 872	11 494	7 885	9 740	3 928	43 134

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

16 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET ÉCARTS D'ACQUISITION

	Immobilisations incorporelles			Écarts d'acquisition	
	Marque de commerce	Relations clients et autres	Logiciels	Total	
Coût	750	6 454	38 556	45 760	89 777
Cumul de l'amortissement	—	(1 012)	(15 330)	(16 342)	—
Solde au 1 ^{er} janvier 2010	750	5 442	23 226	29 418	89 777
Dotation aux amortissements de l'exercice	—	(356)	(2 685)	(3 041)	—
Développement à l'interne ⁽¹⁾	—	—	31 047	31 047	—
Acquisitions	—	—	1 800	1 800	—
Acquisitions via regroupements d'entreprises	—	—	—	—	3 409
Intérêts capitalisés ⁽²⁾	—	—	1 099	1 099	—
Résultat du produit de la cession d'une entreprise	—	—	—	—	(241)
Écart de conversion	—	60	798	858	1 780
Variations totales	—	(296)	32 059	31 763	4 948
Coût	750	6 524	71 656	78 930	94 725
Cumul de l'amortissement	—	(1 378)	(16 371)	(17 749)	—
Solde au 31 décembre 2010	750	5 146	55 285	61 181	94 725
Dotation aux amortissements de l'exercice	—	(6 613)	(3 613)	(10 226)	—
Développement à l'interne ⁽¹⁾	—	—	26 064	26 064	—
Acquisitions	—	35	26	61	—
Acquisitions via regroupements d'entreprises	7 900	70 335	124	78 359	90 679
Intérêts capitalisés	—	—	1 886	1 886	—
Écart de conversion	—	(19)	(348)	(367)	(670)
Variations totales	7 900	63 738	24 139	95 777	90 009
Coût	8 650	76 867	99 072	184 589	184 734
Cumul de l'amortissement	—	(7 983)	(19 648)	(27 631)	—
Solde au 31 décembre 2011	8 650	68 884	79 424	156 958	184 734

⁽¹⁾ Les logiciels comprennent la partie capitalisée (71 801 \$ au 31 décembre 2011 et 45 384 \$ au 31 décembre 2010) des coûts liés à l'acquisition et au développement interne d'un logiciel de gestion intégré qui sera complètement achevé au cours des prochaines années. L'amortissement du volet financier a débuté lorsqu'il a été prêt à mettre en service au cours de l'exercice 2010. L'amortissement des volets opérationnels des différents sites a commencé lorsque les éléments ont été prêts à mettre en service au début de 2011.

⁽²⁾ Le taux d'intérêt capitalisé au 31 décembre 2011 est 4,03 % (3,86 % au 31 décembre 2010).

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

16 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET ÉCARTS D'ACQUISITION (suite)

Tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie ayant de l'écart d'acquisition

Aux fins de tests de dépréciation, l'écart d'acquisition est attribué aux deux UGT, Canada et États-Unis, qui représentent le niveau le plus bas de la Société auquel l'écart d'acquisition fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne.

Les valeurs recouvrables des UGT de la Société sont fondées sur leur valeurs d'utilité et sont déterminées avec l'assistance des évaluateurs indépendants. Les valeurs comptables des unités étaient inférieures aux valeurs recouvrables et aucune perte de valeur n'est comptabilisée.

La valeur d'utilité a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs qui devraient être générés par l'usage continu des unités. La valeur d'utilité au cours de l'exercice 2011 a été déterminée de manière semblable à 2010. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur les principales hypothèses suivantes:

- Les flux de trésorerie estimatifs sont fondés sur l'expérience passée, les résultats d'activités actuelles et le plan d'affaires quinquennal pour 2010 et 2011. Les flux de trésorerie pour les cinq prochaines années sont extrapolés en utilisant un taux de croissance constant de 1,5 % (2 % en 2010) pour les activités canadiennes et de 2,5 % (3 % en 2010) pour les activités américaines; taux qui n'excède pas les taux de croissance moyen à long terme de l'industrie.
- Les taux d'actualisation avant impôt sont de 9,9 % (10,1 % en 2010) pour les activités canadiennes et 9,5 % (10,1 % en 2010) pour les activités américaines sont utilisés pour déterminer le montant recouvrable des unités. Les taux d'actualisation ont été fondés sur l'expérience passée et le coût moyen pondéré du capital de l'industrie qui est basé sur une série possible de levier d'endettement de 30 % à un taux d'intérêt du marché de 5,3 % (6 % en 2010) pour les activités au Canada et 5,5% (6,5% en 2010) pour les activités aux États-Unis.

Les valeurs assignées aux hypothèses principales représentent l'évaluation de la direction sur les tendances futures de l'industrie de pièces pour véhicules moteurs et sont fondées sur des sources externes et internes. L'analyse de sensibilité démontre qu'aucun changement raisonnable dans les hypothèses ne ferait en sorte que la valeur comptable de chaque UGT n'excède sa valeur recouvrable.

17 - PROVISIONS

Dans le cours normal de ses activités, la Société réclame des remboursements de ses fournisseurs pour des retours annuels de stock, des programmes de remplacement de marchandises, des erreurs d'expédition et d'établissements de prix et pour d'autres ajustements. La Société comptabilise une provision pour refléter l'incertitude sous-jacente au recouvrement de ces types de réclamations, basée sur l'historique de règlement pour des réclamations similaires et sur les estimations les plus probables de la direction concernant les paiements futurs requis pour régler les réclamations en cours à chaque date de clôture. En raison du nombre important de réclamations similaires et à l'indisponibilité d'informations ponctuelles concernant les flux de trésorerie probables à déboursier pour chacune des réclamations en cours, la provision est évaluée sur la valeur totale des réclamations incertaines plutôt que sur une base individuelle.

En raison de la nature à court terme des provisions pour ces réclamations, elles sont présentées dans le passif courant avec les « créiteurs et charges à payer et provisions » dans l'état de la situation financière consolidée.

	2011	2010
	\$	\$
Solde au 1 ^{er} janvier	8 557	4 585
Augmentation des provisions	1 514	5 958
Réductions résultant des règlements	(107)	—
Réductions résultant des radiations	(8 650)	(1 986)
Solde au 31 décembre	<u>1 314</u>	<u>8 557</u>

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

18 - FACILITÉS DE CRÉDIT, DETTE À LONG TERME ET DÉBENTURES CONVERTIBLES

Facilités de crédit

2011

Le 6 janvier 2011, une nouvelle entente de financement non garantie, qui avait été négociée et mise en place avant le 31 décembre 2010, a remplacé les facilités de crédit dont disposait la Société. Cette nouvelle entente de financement comprend deux composantes. La première est un prêt à terme de 200 000 \$US remboursable par versements trimestriels croissants et portant intérêt au taux LIBOR majoré de 2,3 %. La seconde est une facilité de crédit rotatif de 200 000 \$US, disponible en dollars canadiens ou américains et portant intérêt au taux LIBOR majoré de 2,3 %. Ces deux composantes sont comptabilisées net des frais de financement et la charge d'intérêt est comptabilisée selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le 5 décembre 2011, la facilité de crédit rotatif à long terme a été augmentée à 250 000 \$US afin de financer l'acquisition de Parts Depot Inc., et de rembourser le montant de 10 076 \$CAN prélevé le 5 décembre 2011 de la facilité de crédit d'exploitation de sa filiale. Les montants prélevés sur le prêt à terme et le crédit rotatif s'élèvent à 194 375 \$US et 155 770 \$US, respectivement au 31 décembre 2011. La Société a aussi émis des lettres de crédit par l'entremise de sa facilité de crédit rotatif afin de garantir le paiement de certains passifs de ses filiales. Au 31 décembre 2011, les lettres de crédit en cours s'élèvent à 11 969 \$. Voir la note 24 pour plus de renseignements.

2010

Au cours de l'exercice 2010, la Société disposait de deux facilités de crédit pour un montant total de 336 764 \$US. La première facilité de crédit, au montant de 324 773 \$US, était octroyée à la société-mère et la seconde, au montant de 12 000 \$CAN, à une filiale. La première facilité de crédit était composée d'un crédit rotatif au montant de 234 836 \$US échéant en octobre 2011. Cette facilité de crédit comprenait également un crédit d'exploitation de 89 937 \$US échéant en octobre 2011 servant aussi à l'émission de lettres de crédit. Cette facilité de crédit a été refinancée par une nouvelle facilité de crédit qui a été mise en place avant la fin de l'exercice. Au 31 décembre 2010, les lettres de crédit émises totalisent 7 970 \$. La facilité de crédit de 324 773 \$US pouvant prélevée en dollars canadiens ou américains. La deuxième facilité de crédit de 12 000 \$CAN était un crédit d'exploitation remboursable sur demande. Elle était garantie par l'ensemble des actifs de la filiale dont la valeur comptable était de 30 711 \$. Cette seconde facilité ne pouvait être prélevée qu'en dollars canadiens.

Coentreprises

Les lignes de crédit autorisées pour les coentreprises de la Société s'élèvent à 1 179 \$ (1 199 \$ en 2010). Ces lignes de crédit portent intérêt à des taux variables et sont renouvelables annuellement à leurs dates anniversaires. Au 31 décembre 2011, les taux d'intérêt varient de 3,5 % à 3,75 % (3,5 % à 3,75 % au 31 décembre 2010).

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

18 - FACILITÉS DE CRÉDIT, DETTE À LONG TERME ET DÉBENTURES CONVERTIBLES (suite)

Dettes à long terme

	Échéance	Taux d'intérêt nominal	Court terme	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
			\$	\$	\$	\$
Prêt à terme, taux d'intérêt variable, désigné comme couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères - 194 375 \$US	2016	1,97 %	13 125	191 772	—	—
Facilité de crédit rotatif, taux d'intérêt variable, désigné comme couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères - 155 770 \$US	2016	2,6 % à 5,05 %	—	154 434	—	—
Crédit rotatif, taux d'intérêt variable, désigné comme couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères, net de frais de financement ⁽¹⁾ - 170 800 \$US	2011	3,86 %	—	—	170 550	170 271
Effets à payer, avec ou sans garanties, remboursables par versements mensuels	2013	0 % à 7,25 %	868	2 479	170	227
Contrats de location-financement, taux variable		1,9 % à 2,25 %	1 561	4 188	—	—
				352 873	170 720	170 498
Versements exigibles à court terme				15 554	110	125
			15 554	337 319	170 610	170 373

⁽¹⁾ Les taux d'intérêt considèrent les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de taux d'intérêts tel que mentionné à la note 27.

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

18 - FACILITÉS DE CRÉDIT, DETTE À LONG TERME ET DÉBENTURES CONVERTIBLES (suite)

Débetures convertibles

2011

Le 6 janvier 2011, la Société a également émis des débetures subordonnées non garanties convertibles portant intérêt à un taux de 5,9 % annuellement, payable semi-annuellement les 31 janvier et 31 juillet de chaque année. Les débetures sont convertibles au gré du porteur en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 41,76 \$CAN par action, représentant un taux de 23,9 actions ordinaires par tranche de 1 000 \$CAN de capital de débetures convertibles. Les débetures convertibles, dont l'échéance est le 31 janvier 2016, peuvent être rachetées par la Société, dans certaines situations, après le 31 janvier 2014. La composante capitaux propres des débetures représente la différence entre la juste valeur des débetures convertibles dans leur ensemble et la juste valeur de la composante passif.

	2011
	\$
Émission le 6 janvier	52 041
Charges financières et coûts de transaction	(2 300)
Produit net d'émission	<u>49 741</u>
Comptabilisation de la composante capitaux propres ⁽¹⁾	(2 306)
Charge de désactualisation	443
Amortissement des frais de financement	426
Écarts de conversion	(1 079)
Solde au 31 décembre	<u><u>47 225</u></u>

⁽¹⁾ Une incidence fiscale de 619 \$ a aussi été comptabilisée dans la composante capitaux propres des débetures convertibles.

Les remboursements de capital sur la dette à long terme et les débetures convertibles, excluant les montants relatifs aux contrats de location-financement se présentent comme suit:

	2012	2013	2014	2015	2016	Par la suite
	14 116	15 620	15 273	20 739	333 414	378

La valeur actualisée des paiements minimum de location pour les contrats de location-financement est présentée comme suit:

	31 décembre 2011	31 décembre 2010
	\$	\$
Moins d'un an	1 561	—
Entre un an et cinq ans	2 627	—
Plus de cinq ans	—	—
	<u><u>4 188</u></u>	<u><u>—</u></u>

Au 31 décembre 2011, la valeur comptable des actifs loués, qui sont présentés sous la rubrique « équipement automobile » avec les « immobilisations corporelles », était de 4 381 \$.

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

19 - DÉPÔTS DE GARANTIE DES MARCHANDS MEMBRES

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
	\$	\$	\$
Dépôts de garantie des marchands membres	7 897	7 882	7 223
Versements exigibles à court terme	140	159	260
	<u>7 757</u>	<u>7 723</u>	<u>6 963</u>

Les marchands membres doivent cotiser à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. Les montants de dépôts sont basés sur le volume des achats de chaque marchand membre et portent intérêt au taux préférentiel bancaire moins 1 %. Le taux d'intérêt effectif au 31 décembre 2011 est de 2 % (2 % au 31 décembre 2010 et 1,25 % au 1^{er} janvier 2010) pour les membres.

20 - CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

La structure du capital de la Société inclut un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, et un nombre illimité d'actions privilégiées, sans valeur nominale, pouvant être émises en séries et assortie des caractéristiques suivantes:

- Actions ordinaires:
Chaque action ordinaire confère à son porteur un droit de vote et un droit de recevoir des dividendes aux montants et payables aux moments que le conseil d'administration détermine après le paiement des dividendes sur les actions privilégiées. En cas de liquidation ou dissolution volontaire ou forcée, les porteurs ont le droit de participer au partage de l'actif après le paiement aux porteurs des actions privilégiées.
- Actions privilégiées:
Les actions privilégiées sont des actions sans droit de vote pouvant être émises en séries. Le conseil d'administration a le droit, de temps à autre, de fixer le nombre, la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions des actions privilégiées de chaque série. Les porteurs de quelque série d'actions privilégiées ont le droit de recevoir des dividendes et de participer au partage de l'actif en cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée en priorité sur les actions ordinaires. Aucune action privilégiée n'est en circulation.

	31 décembre 2011	31 décembre 2010
	\$	\$
Émis et payé		
Solde au début : 19 707 637 actions ordinaires (19 716 357 en 2010)	39 099	39 046
Émission de 16 180 actions ordinaires suite à l'exercice d'options d'achats d'actions (5 980 en 2010)	235	89
Rachat de 70 800 actions ordinaires (14 700 en 2010) ⁽¹⁾	(374)	(36)
Émission de 1 983 750 actions ordinaires ⁽²⁾	49 980	—
Solde à la fin: 21 636 767 actions ordinaires (19 707 637 en 2010)	<u>88 940</u>	<u>39 099</u>

⁽¹⁾ La Société a racheté 70 800 actions ordinaires pour une contrepartie en espèces de 1 855 \$ incluant une prime au rachat d'actions de 1 481 \$ appliquée en réduction des résultats non distribués. Au cours de l'exercice 2010, la Société a racheté 14 700 actions ordinaires pour une contrepartie en espèces de 366 \$ incluant une prime au rachat d'actions de 330 \$ appliquée en réduction des résultats non distribués.

⁽²⁾ Pour compléter le financement de l'acquisition de FinishMaster, Inc., la Société a complété une émission de 1 983 750 actions ordinaires. L'augmentation de 49 980 \$ représente un produit d'émission de 49 361 \$ net de frais de transactions. Une incidence d'impôt différé de 619 \$ relative aux frais d'émission d'actions a été comptabilisée.

Un dividende de 0,48 \$CAN par action ordinaire a été déclaré par la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 (0,47 \$CAN en 2010).

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

20 - CAPITAL-ACTIONS (suite)

Régime d'options d'achat d'actions ordinaires à l'intention des employés cadres et des membres de la direction

En vertu des conditions du régime d'options de la Société, les droits sur les octrois sont acquis à raison de 20 % par année, commençant à la date où ces options sont octroyées, pourvu que le bénéficiaire ait accumulé un minimum d'un an de service pour la Société. Les options sont octroyées au prix du cours de clôture des actions ordinaires à la Bourse de Toronto le jour précédant la date de l'octroi de l'option et peuvent être levées au cours des dix années suivantes. Le régime d'options porte sur l'achat d'un maximum de 1 859 400 actions ordinaires du capital-actions de la Société. En date du 31 décembre 2011, 1 212 914 (1 196 734 au 31 décembre 2010) actions ordinaires ont déjà été émises en vertu du régime. Au 31 décembre 2011, 90 895 actions ordinaires (107 075 au 31 décembre 2010) sont réservées pour l'exercice d'options additionnelles dans le cadre du régime.

Un sommaire de la situation pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010 du régime d'options d'achat d'actions de la Société est présenté ci-après :

	2011		2010	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$CAN	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$CAN
En circulation au début	77 949	27,07	73 929	26,15
Octroyées	—		10 000	26,70
Exercées	(16 180)	15,05	(5 980)	15,05
En circulation à la fin	<u>61 769</u>	<u>30,22</u>	<u>77 949</u>	27,07
Options pouvant être exercées à la fin	<u>45 769</u>	<u>30,42</u>	<u>47 949</u>	23,30

Au 31 décembre 2011, la fourchette des prix de levée, le prix de levée moyen pondéré et la durée résiduelle moyenne pondérée des options de la Société étaient comme suit:

Fourchette de prix de levée \$CAN	Options en circulation		Options pouvant être exercées		
	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré \$CAN	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré \$CAN
16,25	1 769	0,48	16,25	1 769	16,25
26,70 - 31,42	60 000	6,50	30,63	44 000	30,99
	<u>61 769</u>	<u>6,33</u>	<u>30,22</u>	<u>45 769</u>	<u>30,42</u>

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

20 - CAPITAL-ACTIONS (suite)

Une charge de rémunération de 77 \$ pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010 a été comptabilisée dans le résultat net avec la contrepartie comptabilisée au surplus d'apport.

Aucune option d'achat d'actions n'a été octroyée pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 (10 000 options avaient été octroyées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010). La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice 2010 a été estimée à la date d'attribution, pour les fins de détermination de la charge de rémunération à base d'actions, au moyen du modèle d'évaluation des options Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	2010
Prix d'exercice moyen pondéré (en \$CAN)	26,70
Taux de dividende prévu	1,41
Volatilité prévue	25,51
Taux d'intérêt sans risque	2,37
Durée prévue en années	7,00

La volatilité prévue est basée sur la volatilité historique des actions de la Société.

La juste valeur des options octroyées durant l'exercice 2010 est de 7,01 \$CAN par option.

21 - CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Écart de conversion	Gains (Pertes) de change non réalisé(e)s sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères	Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie	Total
Solde au 1 ^{er} janvier 2010	—	—	(3 515)	(3 515)
Autres éléments du résultat global	382	7 834	(1)	8 215
Solde au 31 décembre 2010	382	7 834	(3 516)	4 700
Autres éléments du résultat global	5 051	(5 222)	1 687	1 516
Solde au 31 décembre 2011	5 433	2 612	(1 829)	6 216

22 – OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société offre des avantages de retraite à ses employés canadiens par le biais d'un régime de retraite enregistré de base, un régime de retraite enregistré pour la haute direction et un régime de retraite non-enregistré additionnel pour certains des membres de la haute direction. Ces régimes de retraite sont des régimes à prestations définies. Les prestations reliées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les régimes de retraites à prestations définies sont capitalisés par la Société et par les participants du régime. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont basées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société. Le régime de retraite non-enregistré n'est pas capitalisé et la Société effectue des paiements en vertu de ce régime lorsque les montants doivent être payés aux participants.

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

22 – OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (suite)

La Société contribue aussi à d'autres régimes différents considérés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées. La charge totale de la Société au titre des régimes à cotisations déterminées est de 1 203 \$ (1 169 \$ en 2010).

Le total des paiements en espèces au titre des avantages sociaux futurs pour 2011, qui est constitué des cotisations de la Société à ses régimes de retraite à prestations définies capitalisés, des sommes versées directement aux bénéficiaires du régime de retraite non capitalisé et des cotisations à ses régimes à cotisations déterminées, s'est chiffré à 4 405 \$ (3 066 \$ en 2010).

Régimes à prestations définies

La Société évalue ses obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes pour les besoins de la comptabilité le 31 décembre de chaque année. Une évaluation actuarielle des régimes à prestations définies est faite au moins à toutes les trois années.

Les informations relatives au statut des obligations et des actifs des régimes à prestations définies se présentent comme suit :

	2011		2010	
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
	\$	\$	\$	\$
Obligations au titre des prestations définies				
Solde au début	30 902	6 839	23 000	5 212
Coût des services rendus	2 048	440	1 344	307
Cotisations des employés	1 013	—	921	—
Intérêts débiteurs	1 829	389	1 615	350
Prestations versées	(866)	(288)	(707)	(270)
Pertes actuarielles comptabilisées dans les autres éléments du résultat global	5 852	1 248	3 580	989
Écarts de conversion	(625)	(128)	1 149	251
Solde à la fin	<u>40 153</u>	<u>8 500</u>	<u>30 902</u>	<u>6 839</u>
Actifs des régimes				
Juste valeur au début	22 328	—	17 748	—
Rendement prévu sur les actifs des régimes	1 748	—	1 382	—
Cotisations de l'employeur	2 914	288	1 897	—
Cotisations des employés	1 013	—	921	—
Prestations versées	(866)	(288)	(707)	—
Gains (Pertes) actuariel(le)s comptabilisé(e)s dans les autres éléments du résultat global	(2 570)	—	168	—
Écarts de conversion	(504)	—	919	—
Juste valeur à la fin	<u>24 063</u>	<u>—</u>	<u>22 328</u>	<u>—</u>

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

22 – OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (suite)

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
	Régimes de retraite	Régimes de retraite	Régimes de retraite
	%	%	%
Composition des actifs des régimes			
Titres de participation	75,1	76,4	76,0
Titres de créances	24,9	23,6	24,0
	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>

L'obligation nette est présentée dans « Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi » dans l'état de la situation financière consolidée de la Société.

	31 décembre 2011		31 décembre 2010		1 ^{er} janvier 2010	
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Juste valeur des actifs des régimes	24 063	—	22 328	—	17 748	—
Obligations au titre des prestations définies	(40 153)	(8 500)	(30 902)	(6 839)	(23 000)	(5 212)
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	<u>(16 090)</u>	<u>(8 500)</u>	<u>(8 574)</u>	<u>(6 839)</u>	<u>(5 252)</u>	<u>(5 212)</u>

La charge des régimes à prestations définies est comptabilisée dans le poste « Avantages du personnel » dans l'état des résultats consolidés et se présente comme suit:

	2011		2010	
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
	\$	\$	\$	\$
Coût des services rendus	2 048	440	1 344	307
Intérêts débiteurs	1 829	389	1 615	350
Rendement prévu sur les actifs des régimes	(1 748)	—	(1 382)	—
Charge des régimes à prestations définies	<u>2 129</u>	<u>829</u>	<u>1 577</u>	<u>657</u>

Pertes actuarielles comptabilisées dans les autres éléments du résultat global:

	2011		2010	
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
	\$	\$	\$	\$
Solde au début	3 412	989	—	—
Pertes actuarielles	8 422	1 248	3 412	989
Solde à la fin	<u>11 834</u>	<u>2 237</u>	<u>3 412</u>	<u>989</u>

UNI-SÉLECT INC.
 NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

22 – OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (suite)

Les hypothèses actuarielles importantes sont les suivantes à la date de fin d'exercice (moyenne pondérée des hypothèses au 31 décembre) :

	31 décembre 2011		31 décembre 2010		1 ^{er} janvier 2010	
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
	%	%	%	%	%	%
Obligations au titre des prestations définies						
Taux d'actualisation	4,50	4,50	5,40	5,40	6,40	6,40
Taux de croissance de la rémunération	3,75	3,75	3,75	3,75	4,00	4,00
Coût des prestations						
Taux d'actualisation	5,40	5,40	6,40	6,40		
Taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes	7,25		7,25			
Taux de croissance de la rémunération	3,75	3,75	4,00	4,00		

Le rendement prévu à long terme des actifs des régimes a été déterminé basé sur la prévision du rendement à long terme stipulé dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour le régime de retraite ainsi que sur la composition de chaque gestionnaire des fonds compris dans le portefeuille de placements des régimes.

La perte réelle des actifs des régimes est 822 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 et le rendement réel des actifs des régimes était 1 550 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.

Le développement des régimes à prestations définies de la Société peut être résumé comme suit (les montants avant la date de transition ne sont pas présentés puisque la Société a utilisé l'exemption prévue dans l'IFRS 1 (note 30)):

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
	Régimes de retraite	Régimes de retraite	Régimes de retraite
	\$	\$	\$
Obligations au titre des prestations définies	(48 653)	(37 741)	(28 212)
Juste valeur des actifs des régimes	24 063	22 328	17 748
Perte	<u>(24 590)</u>	<u>(15 413)</u>	<u>(10 464)</u>
Gains (Pertes) d'expérience des obligations du régime	(7 304)	(4 438)	—
Gains (Pertes) d'expérience des actifs du régime	<u>(2 570)</u>	168	—

Pour l'exercice 2012, la Société prévoit faire des contributions approximatives de 4 500 \$ pour ses régimes à prestations définies.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

23 - ENGAGEMENTS

La Société s'est engagée dans des contrats de location à long terme échéant à différentes dates jusqu'en 2021 pour la location de bâtiments et de véhicules et pour des services d'impartition informatique. La charge de loyer comptabilisée dans l'état des résultats consolidés était de 33 459 \$ au cours de l'exercice 2011 et 23 143 \$ au cours de l'exercice 2010. Les paiements minimums exigibles sont présentés comme suit:

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
	\$	\$	\$
Moins d'un an	41 539	23 252	22 996
Entre un et cinq ans	87 594	50 723	49 093
Plus de cinq ans	12 903	5 631	9 674
	<u>142 036</u>	<u>79 606</u>	<u>81 763</u>

Certains de ces contrats comportent des options de renouvellement pour des périodes additionnelles de un à cinq ans dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis.

24 - GARANTIES

En vertu de conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à des taux variant de 60 % à 80 % de la valeur au coûtant des stocks pour un montant maximum de 69 340 \$ (64 875 \$ en 2010). Dans l'éventualité d'une défaillance par un client, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Société. Ces conventions sont de durées indéterminées. De l'avis de la direction et basé sur l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis et que des pertes soient prises en charge en vertu de cette obligation puisque la valeur des actifs détenus en garantie est nettement supérieure aux obligations financières de la Société.

Selon les termes de sa facilité de crédit, la Société a émise des lettres de crédit au montant de 11 969 \$ au 31 décembre 2011 (7 970 \$ au 31 décembre 2010). Ces lettres de crédit sont émises pour garantir les paiements de certains avantages sociaux aux employés et de certains soldes de prix d'achat sous-jacents à un regroupement d'entreprise complété au cours de l'exercice 2011. Les lettres de crédit ne sont pas comptabilisées dans la dette à long terme de la Société puisque les montants sous-jacents sont déjà comptabilisés directement dans l'état de la situation financière consolidée de la Société, si applicable.

25 - OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Pour les exercices terminés le 31 décembre 2011 et 2010, les actions de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (exécutif et non-exécutif) et les membres du Comité exécutif. Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010, la rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants est présentée comme suit:

	2011	2010
	\$	\$
Salaires et avantages à court terme du personnel	3 070	2 611
Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions au régime à prestations définies)	346	250
Autres avantages à long terme	568	474
Paiements fondés sur des actions	—	68
	<u>3 984</u>	<u>3 403</u>

Il n'y a pas eu d'opérations entre apparentés avec les principaux dirigeants pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

25 - OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

Autres transactions

La Société a encouru des dépenses de loyer de 3 500 \$ au cours de l'exercice 2011 (3 304 \$ au cours de l'exercice 2010) auprès de Clarit Realty, Ltd, une société contrôlée par un membre du conseil d'administration. Ces ententes de location sont conclues dans le cours normal des activités de la Société et comportent des durées différentent de moins de cinq ans.

Les transactions avec les filiales sont éliminées dans les états financiers consolidés. Les filiales les plus significatives de la Société détenues à 100 % aux 31 décembre 2011 et 2010 se présentent comme suit:

Beck/Arnley Worldparts, Inc.	Uni-Sélect Eastern Inc.	Uni-Sélect Purchases, G.P.
FinishMaster, Inc.	Uni-Sélect Lux Holdco Inc.	Uni-Sélect Quebec Inc.
North Shore Parts & Industrial Supplies Ltd.	Uni-Sélect Luxembourg S.à r.l.	Uni-Sélect USA Holdings, Inc.
Plastique Royal Inc.	Uni-Sélect Prairies Inc.	Uni-Sélect USA Inc.
Uni-Sélect Alberta Inc.	Uni-Sélect Purchases Inc.	

La participation dans la filiale Uni-Sélect Pacific Inc., est de 88,46 % au 31 décembre 2011 (78,85 % au 31 décembre 2010).

26 - GESTION DU CAPITAL

Guidée par une philosophie de maintenir sa base d'actifs à son minimum tout en maximisant l'utilisation de celle-ci, la Société établit ses lignes directrices de gestion du capital de manière à atteindre les objectifs suivants:

- Maintenir un ratio d'endettement total net (de la trésorerie) sur l'endettement total net plus le total de l'avoir des actionnaires inférieur à 45 %;
- Maintenir un ratio de la dette à long terme sur le total de l'avoir des actionnaires inférieur à 125 %;
- Accorder aux actionnaires une croissance de la valeur de leurs actions en maintenant un rendement du total de l'avoir des actionnaires de 9 % de plus que le taux d'intérêt sans risque sur une base à long terme et en versant un dividende annuel représentant environ 20 % du résultat net de l'année précédente;
- Maintenir un ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, impôt sur le résultat et dotations aux amortissements (BAIIA) maximum de 3,5.

Aux fins de la gestion du capital, la Société inclut le total de l'avoir des actionnaires, les débiteures convertibles, la dette à long terme, les avances aux marchands membres, les dépôts de garantie des marchands membres et les dettes bancaires déduction faite de la trésorerie.

La Société gère sa structure du capital et ajuste celle-ci en fonction des variations de la conjoncture économique et des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société dispose de plusieurs outils, notamment un programme de rachat d'actions aux fins d'annulation dans le cadre d'offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des affaires et une facilité de crédit flexible lui permettant de réagir rapidement aux opportunités d'affaires. De plus, la Société analyse constamment le niveau de son fonds de roulement, notamment les stocks afin de s'assurer que ceux-ci soient maintenus à un niveau optimal, et procède régulièrement à des ajustements tant au niveau des quantités à maintenir afin de satisfaire la demande qu'au niveau de la diversification requise par sa clientèle. De plus, la Société a mis sur pied un programme de financement des comptes fournisseurs selon lequel le paiement de certains fournisseurs est reporté.

La Société évalue la gestion de son capital au moyen de divers indicateurs, incluant : le ratio endettement total net sur endettement total net plus le total de l'avoir des actionnaires, le ratio dette à long terme sur le total de l'avoir des actionnaires, le rendement du total de l'avoir des actionnaires et le ratio dette financée par emprunt sur BAIIA.

UNI-SÉLECT INC.
 NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

26 - GESTION DU CAPITAL (suite)

Le tableau suivant présente le résultat du calcul des différents indicateurs utilisés par la Société:

	2011	2010
Ratio endettement total net sur endettement total net plus le total de l'avoir des actionnaires ⁽¹⁾	40,9%	33,2%
Ratio dette à long terme sur le total de l'avoir des actionnaires ⁽¹⁾	69,4%	46,8%
Rendement du total de l'avoir des actionnaires ⁽²⁾	12,5%	12,2%
Ratio dette financée par emprunt sur BAIIA ⁽¹⁾	3,31	2,53

⁽¹⁾ L'augmentation des ratios d'endettement est principalement liée au nouveau financement résultant des regroupements d'entreprises.

⁽²⁾ En 2010, excluant la perte liée aux activités abandonnées, le ratio aurait été de 12,5 % pour le rendement du total de l'avoir des actionnaires.

Le taux d'intérêt applicable sur la facilité de crédit conclue au cours de l'exercice 2011 est en fonction de l'atteinte de certains ratios financiers tels que la dette financée par emprunt sur BAIIA et l'endettement total net sur l'endettement total net plus le total de l'avoir des actionnaires, qui sont les mêmes ratios que la Société doit respecter. La Société respecte ces clauses au 31 décembre 2011.

La stratégie globale de la Société en ce qui a trait à la gestion du risque est la même que celle de l'exercice précédent.

27 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement de même que la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, sont détaillées dans le tableau ci-dessous:

	31 décembre 2011		31 décembre 2010		1 ^{er} janvier 2010	
	Valeur comptable	Valeur juste	Valeur comptable	Valeur juste	Valeur comptable	Valeur juste
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers classés dans les prêts et créances						
Trésorerie	1 671	1 671	379	379	15 144	15 144
Clients et autres débiteurs	192 723	192 723	154 587	154 587	140 705	140 705
	<u>194 394</u>	<u>194 394</u>	<u>154 966</u>	<u>154 966</u>	<u>155 849</u>	<u>155 849</u>
Actifs financiers classés dans les actifs disponibles à la vente						
Placements et avances aux marchands membres	27 921	⁽¹⁾	19 486	⁽¹⁾	19 119	⁽¹⁾
	<u>27 921</u>	—	<u>19 486</u>	—	<u>19 119</u>	—

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

27 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

	31 décembre 2011		31 décembre 2010		1 ^{er} janvier 2010	
	Valeur comptable	Valeur juste	Valeur comptable	Valeur juste	Valeur comptable	Valeur juste
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers						
Passifs financiers au coût amorti						
Dettes bancaires	497	497	11 455	11 455	42	42
Créditeurs et charges à payer et provisions	301 415	301 415	190 525	190 525	174 947	174 947
Dividendes à payer	2 552	2 552	2 294	2 294	2 195	2 195
Dettes à long terme	352 873	352 873	170 720	170 720	170 498	170 498
Débiteures convertibles ⁽²⁾	47 225	50 870	—	—	—	—
Dépôts de garantie des marchands membres	7 897	(1)	7 882	(1)	7 223	(1)
	<u>712 459</u>	<u>—</u>	<u>382 876</u>	<u>—</u>	<u>354 905</u>	<u>—</u>
Passifs financiers à la juste valeur						
Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture	<u>2 505</u>	<u>2 505</u>	<u>4 816</u>	<u>4 816</u>	<u>4 951</u>	<u>4 951</u>

⁽¹⁾ La juste valeur des placements en actions n'a pu être déterminée étant donné que ces actions ne sont pas négociées sur un marché public. La quasi-totalité des avances, investissements dans des clients et des dépôts de garantie résultent d'opérations avec des marchands membres.

⁽²⁾ La juste valeur des débiteures convertibles, telle que présentée ci-dessus, est déterminée en utilisant leur cours acheteur à la fin de l'exercice.

La juste valeur de la trésorerie, des clients et autres débiteurs, des créditeurs et charges à payer et provisions, des dettes bancaires et des dividendes à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison des courtes échéances.

La juste valeur de la dette à long terme a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart entre le taux actuel de financement négocié par la Société et le taux qui serait renégocié en fonction des conditions du marché actuel.

Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie

En 2008, la Société a conclu des contrats en vue d'échanger les flux de trésorerie des taux d'intérêts variables afférents au crédit rotatif (note 18) pour un montant nominal de 120 000 \$US, contre des flux de trésorerie équivalents à des taux fixes se situant entre 3,35 % et 3,94 %. Ces contrats viennent à échéance en une série de trois tranches avec la première tranche ayant été réglée au cours de l'exercice 2011. Le solde restant des contrats de 80 000 \$US au 31 décembre 2011 viendra à échéance en deux tranches égales en 2012 et 2013.

Au cours de l'exercice 2011, la Société a conclu des contrats additionnels en vue d'échanger les flux de trésorerie des taux d'intérêt variables afférents aux transactions prévues pour le début de 2012 sur une portion du crédit rotatif de la Société (note 18) pour un montant nominal de 80 000 \$US. Le swap de taux d'intérêt fixera l'intérêt des flux de trésorerie à 0,97 % jusqu'à leur échéance en 2016.

UNI-SÉLECT INC.
 NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

27 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Les flux de trésorerie liés aux swaps de taux d'intérêt devraient se produire dans les mêmes périodes puisqu'ils devraient affecter le résultat net. Le tableau suivant indique les périodes dans lesquelles les flux de trésorerie liés devraient se produire:

Montant nominal d'origine	Montant nominal au 31 décembre, 2011	Taux fixe	Échéance				
			2012	2013	2014	2015	2016
60 000	40 000	3,94 %	20 000	20 000	—	—	—
30 000	20 000	3,50 %	10 000	10 000	—	—	—
30 000	20 000	3,35 %	10 000	10 000	—	—	—
80 000	80 000	0,97 %	—	—	—	—	80 000
200 000	160 000		40 000	40 000	—	—	80 000

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, telle qu'elle a été déterminée par la Société en fonction des cours du marché et du risque de crédit de la contrepartie à la date de la situation financière pour des instruments semblables, représente un montant à payer par la Société de 2 505 \$ (4 816 \$ au 31 décembre 2010 et 4 951 \$ au 1^{er} janvier 2010).

La juste valeur des instruments financiers dérivés, telle qu'elle est énoncée ci-dessus, a été déterminée en utilisant le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

Gestion des risques découlant des instruments financiers

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée aux risques découlant des instruments financiers, principalement le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux d'intérêt. La Société gère ces expositions aux risques sur une base continue.

Risque de crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations. Le risque maximum auquel la Société est exposée correspond à la valeur comptable de sa trésorerie et de ses clients et autres débiteurs et placements et avances aux membres. Aucun client de la Société ne représente plus de 5 % du solde des débiteurs. Afin de gérer son risque, des limites de crédit spécifiques sont déterminées pour certains comptes et sont révisés régulièrement par la Société.

De plus, la Société détient en garantie certains biens personnels de même que certains actifs de certains clients et ces derniers doivent contribuer à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société, soit les dépôts de garantie des marchands membres. Finalement, la solvabilité des clients est examinée régulièrement et des analyses mensuelles sont présentées à la direction afin de s'assurer de la recouvrabilité des montants excédant le délai normal de paiement et, le cas échéant, des mesures sont prises afin de limiter le risque de crédit. Au cours des dernières années, aucun montant substantiel n'a affecté négativement le résultat net de la Société, comme en témoigne le taux de mauvaises créances moyen sur les ventes de 0,1 % au cours des trois dernières années.

Au 31 décembre 2011, les débiteurs en souffrance représentent 12 439 \$ (10 303 \$ au 31 décembre 2010) et font l'objet d'une provision pour mauvaises créances de 5 353 \$ (3 857 \$ au 31 décembre 2010).

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

27 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

La provision pour mauvaises créances et les débiteurs en souffrance sont revus au minimum trimestriellement et une dépréciation est comptabilisée seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le tableau qui suit montre l'évolution de la provision pour mauvaises créances:

	2011	2010
	\$	\$
Solde au 31 décembre 2010 et 1 ^{er} janvier 2010	3 857	3 739
Écart de change	(13)	39
Créances irrécouvrables	342	1 811
Radiations	(1 679)	(837)
Montants recouvrés	(110)	(895)
Regroupement d'entreprises	2 956	—
Solde au 31 décembre	<u>5 353</u>	<u>3 857</u>

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations en temps voulu ou à un prix raisonnable. La Société gère son risque de liquidité sur une base consolidée compte tenu de ses besoins opérationnels, de sa situation fiscale et de ses exigences en termes de capital en recourant à diverses sources de financement pour maintenir sa flexibilité. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour remplir ses obligations.

La Société dispose de facilités de crédit renouvelables de 444 375 \$ (336 764 \$ en 2010) (note 18). Au 31 décembre 2011, la Société bénéficie de facilités de crédit non utilisées d'environ 82 000 \$ (147 000 \$ en 2010).

Compte tenu des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de la Société et des ressources financières mises à sa disposition, la direction estime que le risque de liquidité est minime.

Les tableaux qui suivent présentent les échéances contractuelles et les paiements estimés futurs d'intérêts des passifs financiers de la Société:

	31 décembre 2011			
	Montant nominal	Échéance de moins d'un an	1 an à 3 ans	Plus de 3 ans
Instruments financiers non dérivés				
Dettes bancaires	497	514	—	—
Créditeurs et charges à payer et provisions	301 415	301 415	—	—
Dividendes à payer	2 552	2 552	—	—
Dettes à long terme	352 873	25 872	84 934	291 855
Débetures convertibles	47 225	3 000	9 001	52 355
Intérêts à payer	2 333	2 333	—	—
Dépôts de garantie des marchands membres	7 897	300	158	7 877
	<u>714 792</u>	<u>335 986</u>	<u>94 093</u>	<u>352 087</u>
Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture				
	2 505	2 283	645	—
	<u>717 297</u>	<u>338 269</u>	<u>94 738</u>	<u>352 087</u>

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

27 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

	31 décembre 2010			
	Montant nominal	Échéance de moins d'un an	1 an à 3 ans	Plus de 3 ans
Instruments financiers non dérivés				
Dettes bancaires	11 455	11 455	—	—
Créditeurs et charges à payer et provisions	190 525	190 525	—	—
Dividendes à payer	2 294	2 294	—	—
Dettes à long terme	170 720	114	191 224	—
Intérêts à payer	42	42	—	—
Dépôts de garantie des marchands membres	7 882	320	158	7 877
	<u>382 918</u>	<u>204 750</u>	<u>191 382</u>	<u>7 877</u>
Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture	4 816	3 668	2 236	—
	<u>387 734</u>	<u>208 418</u>	<u>193 618</u>	<u>7 877</u>
	1 ^{er} janvier 2010			
	Montant nominal	Échéance de moins d'un an	1 an à 3 ans	Plus de 3 ans
Instruments financiers non dérivés				
Dettes bancaires	42	42	—	—
Créditeurs et charges à payer et provisions	174 947	174 947	—	—
Dividendes à payer	2 195	2 195	—	—
Dettes à long terme	170 498	128	182 829	—
Dépôts de garantie des marchands membres	7 223	351	88	7 050
	<u>354 905</u>	<u>177 663</u>	<u>182 917</u>	<u>7 050</u>
Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture	4 951	2 388	3 265	—
	<u>359 856</u>	<u>180 051</u>	<u>186 182</u>	<u>7 050</u>

Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les instruments financiers en raison de certains achats de marchandises et équipements réalisés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société et ses filiales. Selon la direction, le risque est minimal que des variations de la valeur du dollar américain relativement au dollar canadien aient un effet important sur le résultat net.

La Société détient certains placements dans des filiales étrangères (États-Unis) dont les actifs net sont exposés aux écarts de conversion. La Société couvre l'exposition au risque de change liée à ces placements avec les instruments d'emprunt libellés en dollar américain (note 18).

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à taux variables. La Société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition équilibrée de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables, en concluant des contrats de swaps consistant à échanger des flux de trésorerie de taux variables contre des flux de trésorerie à taux fixes. Au 31 décembre 2011, environ 50 % de la dette était à taux fixe alors que la portion variable était de 50 %.

Si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 aurait été inférieur ou supérieur de 533 \$, tandis que les autres éléments du résultat global auraient été supérieurs ou inférieurs de 271 \$. Ces changements, basés sur une observation des conditions courantes du marché, sont considérés raisonnablement possibles.

UNI-SÉLECT INC.
 NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

28 - INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

La Société évalue sa performance en utilisant les résultats avant les charges financières, les dotations aux amortissements, l'impôt sur le résultat et les participations sans contrôle.

La Société considère ses activités de distribution et de commercialisation de pièces de rechange, de peinture, de revêtement et d'accessoires pour véhicules moteurs comme un seul secteur d'exploitation. Cette décision, prise en 2010, est le résultat d'une nouvelle structure organisationnelle qui élimine les frontières entre les activités de la Société au Canada et aux États-Unis et qui se fonde sur des plates-formes de croissance basées sur une intégration accrue des activités des divisions Grossistes et Comptes majeurs et Magasins corporatifs.

La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis. Les principaux renseignements financiers par région géographique sont les suivants:

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	\$	\$
Ventes au Canada	538 291	503 539
Ventes aux États-Unis	1 242 279	781 836
	<u>1 780 570</u>	<u>1 285 375</u>

	31 décembre 2011		
	<u>Canada</u>	<u>États-Unis</u>	<u>Total</u>
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	12 956	30 178	43 134
Immobilisations incorporelles	20 988	135 970	156 958
Écarts d'acquisition	40 048	144 686	184 734

	31 décembre 2010		
	<u>Canada</u>	<u>États-Unis</u>	<u>Total</u>
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	15 320	17 152	32 472
Immobilisations incorporelles	20 188	40 993	61 181
Écarts d'acquisition	40 556	54 169	94 725

	1^{er} janvier 2010		
	<u>Canada</u>	<u>États-Unis</u>	<u>Total</u>
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	13 133	21 942	35 075
Immobilisations incorporelles	15 968	13 450	29 418
Écarts d'acquisition	39 016	50 761	89 777

UNI-SÉLECT INC.
 NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 aux 31 décembre 2011 et 2010
 (en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

29 - ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS PAR NATURE

	Note	2011	2010
		\$	\$
Ventes		1 780 570	1 285 375
Dépenses opérationnelles			
Avantages du personnel		289 631	204 411
Achats nets des changements de stocks		1 242 494	920 845
Autres dépenses		143 177	85 001
		1 675 302	1 210 257
Résultat avant gain net sur la cession d'immobilisations corporelles, les frais connexes à des acquisitions d'entreprises, la dotation aux amortissements, les charges financières et l'impôt sur le résultat		105 268	75 118
Gain net sur la cession d'immobilisations corporelles		(1 728)	—
Frais connexes à des acquisitions d'entreprises	8	3 277	—
Dotation aux amortissements	7	22 166	12 132
		23 715	12 132
Résultat opérationnel		81 553	62 986
Charges financières, montant net	6	17 283	6 948
Résultat avant impôt sur le résultat		64 270	56 038
Impôt sur le résultat	12		
Exigible		(5 444)	13 837
Différé		13 734	(2 627)
		8 290	11 210
Résultat provenant d'activités poursuivies		55 980	44 828
Perte provenant d'activités abandonnées	9	—	(914)
Résultat net		55 980	43 914
Attribuable aux actionnaires ordinaires		56 545	44 180
Attribuable aux participations sans contrôle		(565)	(266)
		55 980	43 914
Résultat par action	10		
De base			
Résultat provenant d'activités poursuivies		2,61	2,29
Provenant d'activités abandonnées		—	(0,05)
Résultat net		2,61	2,24
Dilué			
Résultat provenant d'activités poursuivies		2,59	2,29
Provenant d'activités abandonnées		—	(0,05)
Résultat net		2,59	2,24
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	10		
De base		21 646	19 717
Dilué		22 871	19 725

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

30 - PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS

Les méthodes comptables énoncées à la note 3 ont été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, des informations comparatives figurant aux présents états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 et de l'état de la situation financière consolidé d'ouverture en IFRS au 1^{er} janvier 2010 (soit la date de transition de la Société).

La Société a ajusté les montants présentés antérieurement dans les états financiers consolidés établis conformément aux PCGR canadiens. Les tableaux et les notes ci-dessous expliquent dans quelle mesure la transition des PCGR canadiens aux IFRS a eu une incidence sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de la Société.

Exemptions facultatives de première application

Au moment de la transition, l'IFRS 1, « Première application des Normes internationales d'information financière » autorise certaines exemptions à l'application rétrospective. La Société a appliqué les exceptions obligatoires et certaines exemptions facultatives. Les exemptions appliquées par la Société sont expliquées ci-dessous.

Exemptions facultatives IFRS

- REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES - La Société a choisi de ne pas appliquer rétrospectivement l'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » aux regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant sa date de transition de sorte que ces regroupements d'entreprises n'ont pas été ajustés. La valeur comptable de l'écart d'acquisition résultant des regroupements d'entreprises ayant eu lieu avant la date de transition et comptabilisée selon les PCGR canadiens n'a pas été ajustée en résultat de l'application de cette exemption.
- AVANTAGES DU PERSONNEL - Pour tous ses régimes à prestations définies, la Société a choisi de comptabiliser tous les gains actuariels cumulés et les pertes actuarielles cumulées qui existaient dans les résultats non distribués à sa date de transition. Aussi, la Société a choisi d'adopter l'exemption consistant à ne pas divulguer l'excédent ou le déficit des régimes à prestations définies et les ajustements liés à l'expérience avant la date de transition.
- ÉCARTS DE CONVERSION CUMULÉS - La Société a présumé nuls tous les écarts de conversion cumulés des établissements à l'étranger à la date de transition. Les ajustements résultant ont été comptabilisés au solde d'ouverture des capitaux propres. Après la date de transition, les écarts de conversion résultant de la conversion à la monnaie de présentation sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et présentés dans un compte d'écart de conversion distinct au sein des capitaux propres.
- DÉSIGNATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS COMPTABILISÉS ANTÉRIEUREMENT - La Société a choisi de modifier la désignation de la trésorerie suite à la transition aux IFRS pour la désigner comme prêts et créances plutôt que détenue à des fins de transaction. La Société a aussi choisi de classer les placements et avances aux marchands membres, qui étaient classifiés comme prêts et créances selon les PCGR canadiens, comme actifs financiers disponibles à la vente selon les IFRS.
- TRANSACTIONS DONT LE PAIEMENT EST FONDÉ SUR DES ACTIONS - La Société a choisi d'appliquer les exigences d'IFRS 2 seulement aux instruments d'équité octroyés après le 7 novembre 2002 et acquis après la date de transition aux IFRS.
- COÛTS D'EMPRUNT - La Société a décidé d'appliquer les exigences d'IAS 23 « Coûts d'emprunt » seulement aux coûts d'emprunt relatifs aux actifs qualifiés pour lesquels la date de commencement pour l'incorporation dans le coût de l'actif est postérieure ou égale à la date de transition aux IFRS.

Exceptions obligatoires IFRS

- COMPTABILITÉ DE COUVERTURE - La Société a seulement appliqué la comptabilité de couverture aux éléments de son état de la situation financière d'ouverture que lorsque toutes les exigences de l'IAS 39 étaient rencontrées à la date de transition.
- ESTIMATIONS - La Société a utilisé des estimations selon les IFRS qui sont cohérentes avec celles qui avaient été utilisées selon le référentiel comptable antérieur (en tenant compte des ajustements pour les différences entre les méthodes comptables) à moins que des éléments probants objectifs montrent que ces estimations étaient erronées.
- DÉCOMPTABILISATION - La Société a appliqué les exigences de décomptabilisation d'IAS 39 de manière prospective pour les transactions se produisant à la ou après la date de transition aux IFRS.

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

30 - PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS (suite)

Rapprochement de la situation financière au 1^{er} janvier 2010

		Effets de la transition aux IFRS			
		PCGR précédents \$	Ajustements \$	Reclassifications \$	IFRS \$
ACTIFS					
Trésorerie		15 144	—	—	15 144
Clients et autres débiteurs		143 742	—	—	143 742
Impôts sur le résultat à recevoir		3 687	—	—	3 687
Stocks	E	384 627	(9 372)	—	375 255
Frais payés d'avance	F	6 606	(554)	—	6 052
Actif d'impôts différés	A	9 617	—	(9 617)	—
Actif lié aux activités abandonnées		2 863	—	—	2 863
Total des actifs courants		566 286	(9 926)	(9 617)	546 743
Placements et avances aux marchands membres		16 082	—	—	16 082
Immobilisations corporelles	L	36 953	—	(1 878)	35 075
Frais de financement	D	530	—	(530)	—
Immobilisations incorporelles	L	27 540	—	1 878	29 418
Écarts d'acquisition		89 777	—	—	89 777
Actif d'impôts différés	A, E, F, G, K	3 209	5 390	9 617	18 216
TOTAL DE L'ACTIF		740 377	(4 536)	(530)	735 311
PASSIF					
Dettes bancaires		42	—	—	42
Créditeurs et charges à payer et provisions	F, K	173 682	11 729	(10 464)	174 947
Dividendes à payer		2 195	—	—	2 195
Versements sur la dette à long terme et sur les dépôts de garantie des marchands membres		385	—	—	385
Passif d'impôts différés	A	10 694	—	(10 694)	—
Passif lié aux activités abandonnées		1 532	—	—	1 532
Total des passifs courants		188 530	11 729	(21 158)	179 101
Gain reporté relatif à un contrat de cession-bail	G	1 945	(1 945)	—	—
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	F	—	—	10 464	10 464
Dette à long terme	D	170 903	—	(530)	170 373
Dépôts de garantie des marchands membres		6 963	—	—	6 963
Instruments financiers dérivés		4 951	—	—	4 951
Passif d'impôts différés	A, H	7 473	88	10 694	18 255
Participations sans contrôle	B	3 299	(43)	(3 256)	—
TOTAL DU PASSIF		384 064	9 829	(3 786)	390 107
CAPITAUX PROPRES					
Capital-actions		39 046	—	—	39 046
Surplus d'apport		298	—	—	298
Résultat non distribué	C, E, F, G, H, K	286 386	(14 365)	34 098	306 119
Cumul des autres éléments du résultat global	C	30 583	—	(34 098)	(3 515)
TOTAL DE L'AVOIR DES ACTIONNAIRES		356 313	(14 365)	—	341 948
Participations sans contrôle	B	—	—	3 256	3 256
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		356 313	(14 365)	3 256	345 204
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		740 377	(4 536)	(530)	735 311

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

30 - PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS (suite)

Rapprochement de la situation financière au 31 décembre 2010

		Effets de la transition aux IFRS			
		PCGR	Ajustements	Reclassifications	IFRS
		précédents			
		\$	\$	\$	\$
ACTIF					
Trésorerie		379	—	—	379
Clients et autres débiteurs	I	159 619	(2 400)	—	157 219
Impôts sur le résultat à recevoir		7 020	—	—	7 020
Stocks	E	414 136	(9 800)	—	404 336
Frais payés d'avance	F	8 022	(530)	—	7 492
Actif d'impôts différés	A	12 858	—	(12 858)	—
Total des actifs courants		602 034	(12 730)	(12 858)	576 446
Placements et avances aux marchands membres		16 854	—	—	16 854
Immobilisations corporelles	L	34 389	—	(1 917)	32 472
Frais de financement	D	250	—	(250)	—
Immobilisations incorporelles	J, L	58 139	1 125	1 917	61 181
Écarts d'acquisition	I	92 325	2 400	—	94 725
Actif d'impôts différés	A, E, F, G, K	2 997	7 994	12 858	23 849
TOTAL DE L'ACTIF		806 988	(1 211)	(250)	805 527
PASSIF					
Dettes bancaires		11 455	—	—	11 455
Créditeurs et charges à payer et provisions	F, K	186 688	19 250	(15 413)	190 525
Dividendes à payer		2 294	—	—	2 294
Versements sur la dette à long terme et sur les dépôts de garantie des marchands membres		269	—	—	269
Passif d'impôts différés	A	8 788	—	(8 788)	—
Total des passifs courants		209 494	19 250	(24 201)	204 543
Gain reporté relatif à un contrat de cession-bail	G	1 735	(1 735)	—	—
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	F	—	—	15 413	15 413
Dette à long terme	D	170 860	—	(250)	170 610
Dépôts de garantie des marchands membres		7 723	—	—	7 723
Instruments financiers dérivés		4 816	—	—	4 816
Passif d'impôts différés	A, H, J	8 640	402	8 788	17 830
Participations sans contrôle	B	2 657	(34)	(2 623)	—
TOTAL DU PASSIF		405 925	17 883	(2 873)	420 935
CAPITAUX PROPRES					
Capital-actions		39 099	—	—	39 099
Surplus d'apport		375	—	—	375
Résultat non distribué	C, E, F, G, H, K	322 227	(18 530)	34 098	337 795
Cumul des autres éléments du résultat global	C, E, F, H, J, K	39 362	(564)	(34 098)	4 700
TOTAL DE L'AVOIR DES ACTIONNAIRES		401 063	(19 094)	—	381 969
Participations sans contrôle	B	—	—	2 623	2 623
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		401 063	(19 094)	2 623	384 592
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		806 988	(1 211)	(250)	805 527

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

30 - PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS (suite)

Rapprochement du résultat pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

	Effets de la transition aux IFRS			
	PCGR précédents	Ajustements	Reclassifications	IFRS
	\$	\$	\$	\$
Ventes	1 285 375	—	—	1 285 375
Dépenses opérationnelles				
Avantages du personnel	F 204 505	(94)	—	204 411
Achats nets des changements de stocks	E, K 918 007	2 838	—	920 845
Autres dépenses	G 84 789	212	—	85 001
	1 207 301	2 956	—	1 210 257
Résultat avant dotation aux amortissements, charges financières et impôt sur le résultat	78 074	(2 956)	—	75 118
Dotation aux amortissements	D 12 465	—	(333)	12 132
Résultat opérationnel	65 609	(2 956)	333	62 986
	D, J			
Charges financières, montant net	7 714	(1 099)	333	6 948
Résultat avant impôt sur le résultat	57 895	(1 857)	—	56 038
Impôt sur le résultat				
Exigible	13 837	—	—	13 837
Différé	E, F, G, J, K (1 706)	(921)	—	(2 627)
	12 131	(921)	—	11 210
Résultat provenant d'activités poursuivies	45 764	(936)	—	44 828
Perte provenant d'activités abandonnées	(914)	—	—	(914)
Résultat net	44 850	(936)	—	43 914
Attribuable aux actionnaires ordinaires	45 127	(947)	—	44 180
Attribuable aux participations sans contrôle	F (277)	11	—	(266)
	44 850	(936)	—	43 914
Résultat par action de base et dilué				
Résultat provenant d'activités poursuivies	2,34	(0,05)	—	2,29
Provenant d'activités abandonnées	(0,05)	—	—	(0,05)
Résultat net	2,29	(0,05)	—	2,24

UNI-SÉLECT INC.
 NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 aux 31 décembre 2011 et 2010
 (en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

30 - PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS (suite)

Rapprochement du résultat global pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

	Effets de la transition aux IFRS			IFRS \$
	PCGR précédents \$	Ajustements \$	Reclassifications \$	
Résultat net	44 850	(936)	—	43 914
Autres éléments du résultat global				
Portion efficace des variations de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (déduction faite des impôts de 935 \$)	(2 975)	—	—	(2 975)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie transférée au résultat net (déduction faite des impôts de 1 070 \$)	2 974 (1)	— —	— —	2 974 (1)
Gains de change latents sur la conversion des états financiers à la monnaie de présentation	E, F, H, J, K 946	(564)	—	382
Gains de change non réalisés sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères	7 834	—	—	7 834
Pertes actuarielles des régime de retraite à prestations définies (déduction faite des impôts de 1 184 \$)	F —	(3 217)	—	(3 217)
Autres éléments du résultat global	8 779	(3 781)	—	4 998
Résultat global	53 629	(4 717)	—	48 912
Attribuable aux actionnaires ordinaires	53 906	(4 728)	—	49 178
Attribuable aux participations sans contrôle	F (277)	11	—	(266)
	53 629	(4 717)	—	48 912

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

30 - PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS (suite)

Rapprochement des capitaux propres au 31 décembre 2010 et 1^{er} janvier 2010

	31 décembre	
	2010	1 ^{er} janvier 2010
	\$	\$
Total de l'avoir des actionnaires selon les PCGR canadiens	401 063	356 313
Augmentation (Diminution) des capitaux propres présentés dû aux écarts entre les PCGR et les IFRS:		
Écarts de conversion cumulés	C (564)	—
Rabais	E (6 876)	(6 850)
Avantages du personnel	F (8 516)	(5 412)
Gain différé relatif à une transaction de cession-bail	G 1 024	1 148
Impôts différés	H (85)	(88)
Coûts d'emprunts	J 797	—
Provisions	K (4 874)	(3 163)
	<u>(19 094)</u>	<u>(14 365)</u>
Total de l'avoir des actionnaires selon les IFRS	381 969	341 948
Participations sans contrôle	B 2 623	3 256
Total des capitaux propres	<u>384 592</u>	<u>345 204</u>

Aucun ajustement matériel n'a été apporté à l'état des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.

- A RECLASSEMENT DES IMPÔTS DIFFÉRÉS** - En vertu des PCGR précédents, les actifs et passifs d'impôts différés étaient présentés à titre d'éléments courants ou non courants à l'état de la situation financière consolidée selon le classement des actifs ou des passifs auxquels ils se rapportent. En vertu des IFRS, tous les actifs et passifs d'impôts différés sont classés comme des éléments non courants indépendamment du classement des actifs ou passifs sous-jacents auxquels ils se rapportent ou de la reprise prévue de la différence temporelle.
- B RECLASSEMENT DES PARTICIPATIONS SANS CONTRÔLE** - En vertu des IFRS, les participations sans contrôle comprises dans l'état des résultats consolidés et l'état du résultat global consolidé sont présentées comme une répartition des résultats et comme une répartition des autres éléments du résultat global. Les participations sans contrôle présentées à l'état de la situation financière consolidée et à l'état des variations des capitaux propres consolidés sont classées dans les capitaux propres, mais elles sont présentées séparément des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société. En vertu des PCGR canadiens antérieurs, les participations sans contrôle comprises dans le résultat net étaient présentées à titre de charges aux fins de la détermination du résultat net consolidé. La participation sans contrôle présentée à l'état de la situation financière consolidée était répartie antérieurement entre le total des passifs et les capitaux propres.
- C ÉCARTS DE CONVERSION CUMULÉS** - Conformément à l'IFRS 1, la Société a choisi de présumer nuls à la date de transition tous les écarts de conversion survenus avant la date de transition aux IFRS à l'égard de l'ensemble des établissements à l'étranger et l'ajustement correspondant a été comptabilisé aux résultats non distribués.
- D FRAIS DE FINANCEMENT** - En vertu des IFRS, les frais de financement sont présentés contre les facilités de crédit et amortis selon la méthode du taux d'intérêts effectif alors qu'en vertu des PCGR canadiens antérieurs, ces frais étaient capitalisés à titre de « frais de financement » et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

30 - PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS (suite)

E RABAIS - En vertu des IFRS, il n'existe aucun critère spécifique pour la comptabilisation des contreparties reçues de fournisseurs de sorte que ces contreparties reçues sous la forme d'escomptes, rabais et autres incitatifs, sujets aux exigences générales de l'IAS 2 « Stocks » sont considérées dans l'établissement du coût des marchandises vendues, étant déduites dans le coût des achats des marchandises destinées à la revente. En vertu des PCGR canadiens, une portion de ces contreparties a été considérée comme un remboursement des coûts encourus par la Société pour la vente des produits des fournisseurs et comme des incitatifs offerts aux clients par le fournisseur et ont été comptabilisées comme réduction de ces coûts ou comme produit, respectivement. Suite à cette différence, l'état comparatif des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 a été ajusté pour inclure l'augmentation de 4 \$ dans la variation des achats nets des changements de stocks et la diminution de 3 \$ dans le résultat net, net d'impôts de 1 \$. Les états de la situation financière consolidée au 1^{er} janvier 2010 et au 31 décembre 2010 sont aussi ajustés comme suit:

	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
	\$	\$
Impacts sur la situation financière		
Stocks	(9 800)	(9 372)
Actif d'impôts différés	2 636	2 522
Diminution du cumul des autres éléments du résultat global	(288)	—
Diminution des résultats non distribués	<u>(6 876)</u>	<u>(6 850)</u>

F AVANTAGES DU PERSONNEL - En vertu des PCGR précédents, la Société comptabilisait à titre de revenu (charge) le gain actuariel net ou perte actuarielle nette sur l'excédent de 10 % de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs du régime amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés actifs (la « méthode du corridor »). Lors de sa transition aux IFRS, la Société a choisi de comptabiliser tous les gains actuariels et pertes actuarielles qui existaient à la date de transition dans les résultats non distribués pour tous ses régimes à prestations définies. Les gains actuariels et pertes actuarielles qui ont lieu après la date de transition aux IFRS sont immédiatement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et les résultats non distribués.

En vertu des PCGR précédents, le coût des services passés découlant des modifications apportées aux régimes était différé et amorti linéairement sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés actifs à la date de modification. En vertu des IFRS, les passifs et charges pour le coût des services passés acquis des régimes de retraite à prestations définies sont comptabilisés immédiatement lorsque les avantages sont acquis.

Au cours de l'exercice 2011, la Société a complété sa révision des différences entre les PCGR précédents et les IFRS et a identifié un impact additionnel de transition qui n'était pas inclut dans le rapport annuel de 2010 ou dans les états financiers intermédiaires consolidés. Comme la Société a choisi de comptabiliser immédiatement les gains actuariels et les pertes actuarielles qui ont lieu après la date de transition aux autres éléments du résultat global, l'état du résultat global consolidé et l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2010 sont présentés de nouveau pour inclure l'augmentation de 4 401 \$ dans les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi et une diminution équivalente dans les autres éléments du résultat global, nette d'impôts de 1 184 \$.

	Exercice terminé le 31 décembre 2010
	\$
Impacts sur le résultat net	
Charge d'avantages du personnel	(402)
Impôt sur le résultat	108
Résultat net	<u>294</u>
Attribuable aux actionnaires ordinaires	283
Attribuable aux participations sans contrôle	<u>11</u>
	<u>294</u>

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

30 - PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS (suite)

	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
	\$	\$
Impacts sur la situation financière		
Frais payés d'avance	(530)	(554)
Créditeurs et charges à payer et provisions	10 326	6 008
Actif d'impôts différés	2 918	1 765
Diminution du cumul des autres éléments du résultat global	(226)	—
Diminution des participations sans contrôle	(34)	(43)
Diminution des résultats non distribués	<u>(7 678)</u>	<u>(4 754)</u>

Pour les employés de la filiale américaine, une provision relative à la politique de congés personnels est prise. En vertu des IFRS, l'obligation existe et est comptabilisée, même si les absences rémunérées ne sont pas des droits acquis, bien que la possibilité que les employés pouvant quitter avant d'utiliser un droit accumulé non acquis affecte la mesure de l'obligation. En vertu des PCGR précédents, aucune provision ne devait être prise, car les absences compensées n'étaient pas acquises.

	Exercice terminé le 31 décembre 2010
	\$
Impacts sur le résultat net	
Charge d'avantages du personnel	308
Impôt sur le résultat	<u>(120)</u>
Résultat net	<u>(188)</u>

	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
	\$	\$
Impacts sur la situation financière		
Créditeurs et charges à payer et provisions	1 364	1 041
Actif d'impôts différés	511	383
Diminution du cumul des autres éléments du résultat global	(15)	—
Diminution des résultats non distribués	<u>(838)</u>	<u>(658)</u>

- G** GAIN DIFFÉRÉ RELATIF À UNE TRANSACTION DE CESSION-BAIL - En vertu des PCGR précédents, la Société avait différé les gains relatifs aux transactions de cessions-bails et comptabilisait les gains au résultat net sur la durée du bail. En vertu des IFRS, lorsqu'une transaction de cession-bail est classée comme un contrat de location, tout gain est comptabilisé immédiatement s'il est clair que la transaction est effectuée à la juste valeur.

	Exercice terminé le 31 décembre 2010
	\$
Impacts sur le résultat net	
Autres charges	212
Impôt sur le résultat	<u>(86)</u>
Résultat net	<u>(126)</u>

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

30 - PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS (suite)

	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
	\$	\$
Impacts sur la situation financière		
Gain reporté relatif à un contrat de cession-bail	(1 735)	(1 945)
Actif d'impôts différés	(711)	(797)
Augmentation des résultats non distribués	<u>1 024</u>	<u>1 148</u>

H IMPÔT DIFFÉRÉ - Les PCGR canadiens permettaient une exception au principe de base des écarts temporels pour les immobilisations incorporelle autres que l'écart d'acquisition lors d'un regroupement d'entreprises effectué par achat d'actifs. Les IFRS ne permettent pas cette exception.

	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
	\$	\$
Impacts sur la situation financière		
Passif d'impôts différés	89	88
Diminution du cumul des autres éléments du résultat global	(4)	—
Diminution des résultats non distribués	<u>(85)</u>	<u>(88)</u>

I CONTREPARTIE CONDITIONNELLE - En vertu des PCGR précédents, la contrepartie conditionnelle était comptabilisée lorsque le paiement était probable. En vertu des IFRS, la juste valeur de toute contrepartie conditionnelle doit être mesurée à la date d'acquisition.

J COÛTS D'EMPRUNTS - En vertu des PCGR précédents, les coûts d'emprunt n'étaient pas capitalisés aux actifs qualifiés, même si la Société avait l'option de le faire. En vertu des IFRS, les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables aux acquisitions, constructions ou développements d'actifs qualifiés sont comptabilisés comme un élément du coût de cet actif.

	Exercice terminé le 31 décembre 2010
	\$
Impacts sur le résultat net	
Charges financières	(1 099)
Impôt sur le résultat	<u>302</u>
Résultat net	<u>797</u>

	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
	\$	\$
Impacts sur la situation financière		
Immobilisations incorporelles	1 125	—
Passif d'impôts différés	313	—
Diminution du cumul des autres éléments du résultat global	15	—
Augmentation des résultats non distribués	<u>797</u>	<u>—</u>

UNI-SÉLECT INC.
 NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

aux 31 décembre 2011 et 2010

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

30 - PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS (suite)

K PROVISIONS - Au cours de l'exercice 2011, la Société a complété sa révision des différences entre les PCGR précédents et les IFRS et a identifié un impact de conversion additionnel qui n'était pas inclus dans le rapport annuel de 2010 ou dans les états financiers intermédiaires consolidés. En vertu des PCGR précédents, le seuil de probabilité de réalisation d'une provision est plus élevé qu'en vertu des IFRS. Les provisions étaient évaluées selon l'estimation la plus probable de la direction du montant de règlement estimé. Pour les populations importantes d'éléments similaires avec une série continue de résultat possible, la limite inférieure était retenue. En vertu des IFRS, tous les résultats possibles sont considérés dans l'évaluation du montant de la provision à comptabiliser basé sur l'estimation la plus probable de la direction de la probabilité de chacun des résultats possibles. Pour les populations importantes d'éléments similaires avec une série continue de résultats possibles, la médiane des résultats possibles est retenue en vertu des IFRS. La valeur temps de l'argent est considérée dans l'établissement d'une provision lorsque la direction estime que le règlement surviendra après la fin du prochain cycle comptable, ce qui n'était pas requis en vertu des PCGR précédents.

En raison de ces différences de critères de comptabilisation et d'évaluation, la Société a comptabilisé les provisions à la date de transition qui n'étaient pas requises en vertu des PCGR précédents. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, ces provisions ont été évaluées selon l'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ».

	Exercice terminé le 31 décembre 2010	
	\$	
Impacts sur le résultat net		
Achats nets des changements de stocks		2 834
Impôt sur le résultat		<u>(1 124)</u>
Résultat net		<u><u>(1 710)</u></u>
	31 décembre	
	2010	1 ^{er} janvier 2010
	\$	\$
Impacts sur la situation financière		
Actif d'impôts différés	2 640	1 517
Créditeurs et charges à payer et provisions	7 560	4 680
Augmentation du cumul des autres éléments du résultat global	<u>(46)</u>	<u>—</u>
Diminution des résultats non distribués	<u><u>(4 874)</u></u>	<u><u>(3 163)</u></u>

L LOGICIELS - En vertu des PCGR précédents, les logiciels étaient comptabilisés dans les immobilisations corporelles. En vertu des IFRS, les logiciels sont comptabilisés dans les immobilisations incorporelles.

ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS⁽¹⁾

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean-Louis Dulac
Président du conseil
d'administration

Clay E. Buzzard
Pierre Desjardins
Jean Dulac
Joseph P. Felicelli
Jean Guénette, CA
John A. Hanna, FCGA
Jacques L. Maltais
Hubert Marleau
Richard G. Roy, FCA
M^e Jeanne Wojas

MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

Jean-Louis Dulac*
Clay E. Buzzard
Pierre Desjardins
Richard G. Roy

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉGIE D'ENTREPRISE

Joseph P. Felicelli
John A. Hanna
M^e Jeanne Wojas*

MEMBRES DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA RÉMUNÉRATION

Pierre Desjardins*
Joseph P. Felicelli
Jacques L. Maltais
M^e Jeanne Wojas

MEMBRES DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Pierre Desjardins
Jean Guénette*
John A. Hanna
Hubert Marleau
Jean Dulac

* Président de comité

(1) Au 8 mars 2012

COMITÉ DE DIRECTION

Richard G. Roy, FCA*
Président et chef de la direction

Denis Mathieu, CA*
Vice-président
et chef de la direction financière

William E. Alexander*
Vice-président exécutif,
magasins corporatifs

Guy Archambault, ing
Vice-président,
développement corporatif

Jean-Pierre Beaulieu
Vice-président et chef
des technologies
de l'information

James E. Buzzard
Vice-président principal,
développement corporatif, USA

Robert Buzzard
Vice-président, TI et administration

M^e Pierre Chesnay*
Vice-président, affaires juridiques
et secrétaire

Daniel Courtney*
Président - FinishMaster, Inc.

Max Dull
Vice-président et directeur général,
Beck/Arnley Worldparts, Inc.

René Jolicoeur*
Vice-président, ressources humaines

Martin Labrecque, CMA
Vice-président, finances et contrôle

Michel Laverdure
Vice-président, achats corporatifs

Gary O'Connor*
Vice-président exécutif

Michel Ravacley, ing, MBA*
Vice-président,
chaîne d'approvisionnement
et intégration

Jean Rivard
Vice-président, projets spéciaux

Brent Windom*
Vice-président, marketing
et gestion des produits –
Amérique du Nord

* Membre du comité de direction exécutif

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

SIÈGE SOCIAL

170, boul. Industriel
Boucherville (Québec)
J4B 2X3
Tél. : 450 641-2440
Fax : 450 449-4908
Internet : www.uniselect.com

INSCRIPTION BOURSIÈRE

Symbole boursier : UNS, Toronto Stock
Exchange

AUDITEUR

Raymond Chabot Grant Thornton
S.E.N.C.R.L.

CONSEILLERS JURIDIQUES

McCarthy Tétrault

BANQUIERS

Banque de Montreal
Banque JPMorgan Chase
Banque Laurentienne du Canada
Banque Nationale du Canada
Banque Royale du Canada
Bank of America
Caisse Centrale Desjardins
M&T Bank

REGISTRAIRE ET AGENT DE TRANSFERTS

Computershare

NOTICE ANNUELLE

La notice annuelle pour
l'exercice terminé le 31 décembre 2011
disponible sur SEDAR (www.sedar.com)
ou peut être obtenue en adressant
une demande écrite au Secrétaire
de la Société.

ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le 8 mai 2012 à 13 h 30
Marriott Montréal
Château Champlain –
Le Caf'conc

UNISELECT.COM